



Nations Unies

Rapport du Conseil de sécurité

1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante et unième session

Supplément n° 2 (A/61/2)

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante et unième session
Supplément n° 2 (A/61/2)

Rapport du Conseil de sécurité

1^{er} août 2005-31 juillet 2006



Nations Unies • New York, 2006

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cotes S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité sont publiées, pour chaque année, dans un *Recueil de résolutions et décisions du Conseil de sécurité*.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Introduction	1
Première partie	
Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales	
I. Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006 . . .	23
II. Déclarations prononcées par le Président du Conseil de sécurité entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	27
III. Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	30
IV. Récapitulatifs mensuels des travaux du Conseil de sécurité établis par ceux qui en ont assuré la présidence entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006.	34
V. Séances du Conseil de sécurité tenues entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006.	35
VI. Rapports annuels des organes subsidiaires du Conseil de sécurité	61
A. Rapports annuels des comités	61
B. Rapports annuels des groupes de travail	61
VII. Rencontres entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents tenues entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	62
VIII. Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	64
IX. Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports	67
X. Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs	68
XI. Opérations de maintien de la paix qui sont en cours, ont été créées ou ont pris fin pendant la période du 1 ^{er} août 2005 au 31 juillet 2006.	69
XII. Missions d'assistance et bureaux qui sont en activité, qui ont été créés ou dont le mandat a pris fin pendant la période du 1 ^{er} août 2005 au 31 juillet 2006.	71
XIII. Rapports du Secrétaire général publiés entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	72
XIV. Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité était saisi entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	77
XV. Notes du Président du Conseil de sécurité publiées entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	78

Deuxième partie

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

1. Rapports du Secrétaire général sur le Soudan.....	81
2. Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes.....	86
3. La situation concernant l'Iraq	94
4. La situation en Guinée-Bissau	98
5. La situation en Afghanistan	99
6. Points relatifs à la situation au Moyen-Orient.....	101
A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne.....	101
B. La situation au Moyen-Orient	108
1. Résolution 1595 (2005) du Conseil de sécurité	108
2. Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	110
3. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment	111
4. Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban	113
7. La situation au Timor-Leste	119
8. La situation au Burundi.....	121
9. La situation en Côte d'Ivoire	123
10. La situation en Sierra Leone.....	127
11. La situation concernant la République démocratique du Congo	129
12. Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents.....	132
A. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001).....	132
B. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	132
C. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	132
D. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	133

E.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	133
F.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	133
G.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	134
H.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	134
I.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	134
J.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)	134
K.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001).	135
L.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001).	135
M.	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001).	135
13.	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie	136
14.	Menace contre la paix et la sécurité internationales	138
15.	La situation au Libéria	139
16.	Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends	141
17.	Questions concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie	142
A.	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	142
B.	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité.	142
C.	La situation en Bosnie-Herzégovine	144
18.	La situation en Somalie	145

19.	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales	147
20.	La question concernant Haïti	148
21.	Exposé des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité	149
22.	Les femmes et la paix et la sécurité	149
23.	La situation concernant le Sahara occidental	150
24.	Mission du Conseil de sécurité	152
25.	Protection des civils en période de conflit armé	153
26.	La situation à Chypre	154
27.	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	157
28.	La situation en Afrique	159
29.	Consolidation de la paix après les conflits	160
30.	Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe	160
31.	Exposé du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	160
32.	La situation en Géorgie	161
33.	La situation dans la région des Grands Lacs	163
34.	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	165
35.	Armes légères	165
36.	Non-prolifération	166
37.	Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense	168
38.	La situation au Tchad et au Soudan	170
39.	Non-prolifération des armes de destruction massive : résolution 1540 (2004)	171
40.	Exposé du Président de l'Union africaine	173
41.	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	174
42.	Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité ...	175
43.	Lettre datée du 4 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies	176
44.	Les enfants et les conflits armés	177

Troisième partie

Autres questions examinées par le Conseil de sécurité

1. Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale	179
2. Questions relatives à la Cour internationale de Justice	179
3. Admission de nouveaux Membres	180
4. Documentation et méthodes de travail et procédures du Conseil de sécurité	181
5. Recommandations concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	183

Quatrième partie

Comité d'état-major

Travaux du Comité d'état-major	185
--------------------------------------	-----

Cinquième partie

Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée

1. Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive	187
2. Communications concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	188
3. Communications concernant la réforme de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité	189
4. Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa	190
5. Communications concernant la Ligue des États arabes	191
6. Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan	191
7. Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique	192
8. Communications concernant la question indo-pakistanaise	192
9. Communications concernant les relations entre le Cameroun et le Nigéria	193
10. Communication concernant la Mauritanie	193
11. Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe	193
12. Communications concernant l'Union européenne	194
13. Communications concernant la Géorgie	195
14. Communications relatives à la situation concernant le Rwanda	195
15. Communications concernant la situation en République centrafricaine	196
16. Communication concernant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ouzbékistan, la République de Moldova et l'Ukraine	197
17. Communication concernant les relations entre le Costa Rica et le Nicaragua	197
18. Communications concernant les relations entre la République islamique d'Iran et les États-Unis d'Amérique	197

19.	Communications concernant les relations entre la République islamique d'Iran et Israël	197
20.	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix	197
21.	Communication concernant l'Organisation du Traité de sécurité collective	198
22.	Questions d'ordre général relatives aux sanctions	198
23.	Communication concernant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova et l'Ukraine	198
24.	Communications concernant la situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane	198
25.	Communication concernant la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie	199

Sixième partie

Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

1.	Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies	201
2.	Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999)	202
3.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	205
4.	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	206
5.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda	207
6.	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994	207
7.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone	208
8.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaïda, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	208
9.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste	209
10.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)	211
11.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria	211
12.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo	213
13.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)	214
14.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire	215
15.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan	217
16.	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)	218

Appendices

I.	Liste des membres du Conseil de sécurité en 2005 et 2006	219
II.	Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité	220
III.	Présidents du Conseil de sécurité	231
IV.	Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 1 ^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006	232

Introduction

Afrique

Burundi

Le 30 août 2005, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/41) dans laquelle il prenait note de l'élection de Pierre Nkurunziza à la présidence de la République et se réjouissait de constater l'étape finale du processus de transition au Burundi. Le Conseil a demandé à toutes les parties de respecter la volonté du peuple burundais et a salué la contribution décisive au processus de paix de l'Initiative régionale pour la paix au Burundi, l'Union africaine et l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB).

Le 22 septembre, par une déclaration du Président (S/PRST/2005/43), le Conseil a salué la décision prise à l'occasion du sommet sur le Burundi tenu à New York le 13 septembre de créer un forum des partenaires du Burundi. Ce forum devrait travailler avec le Gouvernement burundais pour consolider la paix et la réconciliation nationale et renforcer la coordination entre les donateurs. Le Conseil a encouragé la Représentante spéciale du Secrétaire général à conclure les discussions avec les partenaires pour établir le forum le plus vite possible.

Le 30 novembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1641 (2005), dans laquelle il a reconduit le mandat de l'ONUB jusqu'au 15 janvier 2006. Suite à l'adoption de la résolution, le Président du Conseil a, dans une déclaration faite à la presse, souligné que les membres du Conseil allaient étudier le mandat de l'ONUB en prenant en considération l'évolution de la situation au Burundi et dans la région. Il a déclaré que le Conseil avait pris note des vues du Gouvernement burundais et du dernier rapport du Secrétaire général et que ses membres convenaient de l'importance d'un désengagement progressif de l'ONUB. Les membres du Conseil ont encouragé les autorités burundaises et l'ONUB à se consulter étroitement sur le sujet. Ils ont enfin appelé le Palipehutu-FNL à s'associer au processus de paix sans conditions et ont salué la volonté du Gouvernement de parvenir à une solution pacifique.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1650 (2005) dans laquelle il a

décidé de proroger le mandat de l'ONUB jusqu'au 1^{er} juillet 2006. Le Conseil a également défini les conditions dans lesquelles le redéploiement temporaire de personnels militaires et de police civile entre l'ONUB et la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) serait autorisé. Il a demandé une nouvelle fois au Palipehutu-FNL de se joindre au processus de paix et de réconciliation et réaffirmé son intention d'envisager les mesures appropriées contre ceux qui menacent ce processus.

Le 23 mars 2006, lors de consultations officielles, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le Burundi, Carolyn McAskie, a présenté un exposé sur la situation au Burundi. À la suite de ces consultations, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/12) dans laquelle il a demandé la cessation immédiate des hostilités et des violations des droits de l'homme de la part des FNL et de l'armée burundaise. Il a salué l'engagement pris par le Président de traduire les responsables en justice et a également pris note des déclarations du chef des FNL, Agathon Rwaswa, manifestant sa disponibilité à négocier en vue de mettre un terme définitif aux violences.

Le 30 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1692 (2006) dans laquelle il a décidé de proroger le mandat de l'ONUB jusqu'au 31 décembre 2006. Il a également décidé de prolonger jusqu'au 30 septembre 2006 le redéploiement prévu par la résolution 1669 (2006) entre l'ONUB et la MONUC.

Côte d'Ivoire

Le 19 août 2005, le Conseil ayant entendu lors de consultations officielles un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Hédi Annabi, le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse priant les autorités ivoiriennes et toutes les parties concernées de cesser d'entraver la liberté de mouvement des forces impartiales.

Le 21 septembre, lors d'une déclaration à la presse, le Président a fait savoir que le Conseil était favorable à une visite en Côte d'Ivoire et à Abuja du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) pour recueillir des éléments d'information, en accord avec son mandat.

Le 13 octobre, lors d'une séance publique, le Conseil a été informé de l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire et de l'impossibilité de tenir des élections présidentielles comme prévu le 30 octobre 2005. La décision prise à l'occasion du sommet du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui s'est déroulé à Addis-Abeba le 6 octobre et qui propose un dispositif pour une période de transition de 12 mois au maximum jusqu'à l'organisation d'élections libres, régulières et transparentes, a été présentée.

Le 18 octobre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 1632 (2005) prorogeant le mandat du Groupe d'experts créé par la résolution 1584 (2005) jusqu'au 15 décembre 2005 en vue de surveiller l'application de l'embargo sur les armes.

Le 21 octobre, la résolution 1633 (2005) a été adoptée à l'unanimité par le Conseil approuvant la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine concernant le dispositif pour la période de transition.

Le 30 novembre, après avoir entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/58) dans laquelle il s'est dit extrêmement préoccupé de ce que les parties ivoiriennes soient toujours en désaccord quant à la nomination du Premier Ministre.

Le 9 décembre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/60) dans laquelle il s'est félicité de la nomination du nouveau Premier Ministre et a réaffirmé que celui-ci devait bénéficier des pouvoirs définis dans la résolution 1633 (2005).

Le 15 décembre, par la résolution 1643 (2005), adoptée à l'unanimité, le Conseil a prorogé pour une année l'autorisation d'imposer des sanctions à la Côte d'Ivoire et d'instituer un embargo sur les exportations de diamants.

Le 24 janvier 2006, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1652 (2006) prorogeant jusqu'au 15 décembre 2006 le mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des Forces françaises qui la soutiennent.

Le 6 février, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1657 (2006) autorisant le Secrétaire général à transférer temporairement une compagnie

d'infanterie de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) à l'ONUCI.

Le 27 avril, en séance publique, le Conseil a entendu un exposé du Premier Ministre ivoirien, Charles Konan Banny, sur la situation en Côte d'Ivoire. À la suite de cette séance, en séance privée, le Premier Ministre a pris part à un échange de vues avec le Conseil. Dans une déclaration du Président (S/PRST/2006/20), le Conseil a félicité le Premier Ministre des initiatives qu'il avait prises en coopération avec le Président Laurent Gbagbo.

Le 24 mai, par une déclaration du Président (S/PRST/2006/23), le Conseil a fait sien le communiqué du 19 mai du Groupe de travail international, invitant toutes les parties ivoiriennes à accélérer la mise en œuvre de la feuille de route. Le Conseil a également souligné sa détermination à imposer des sanctions ciblées contre les personnes incitant à la haine ou à la violence.

Le 2 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1682 (2006) autorisant l'augmentation des effectifs de l'ONUCI jusqu'au 15 décembre 2006, à hauteur de 1 500 personnels supplémentaires.

Par une déclaration du Président (S/PRST/2006/32) adoptée le 19 juillet, le Conseil a exhorté toutes les parties ivoiriennes à mettre en œuvre les engagements qu'ils avaient pris à l'occasion de la réunion de haut niveau tenue à Yamoussoukro le 5 juillet 2006 et notamment la mise en œuvre des opérations d'identification, la création d'un groupe de suivi du programme de désarmement, démobilisation et réintégration, le démantèlement des milices et l'établissement d'un code de conduite des médias. Le Conseil a en outre souligné qu'il était totalement prêt à imposer des sanctions ciblées contre les personnes, désignées par le Comité créé par la résolution 1572 (2004), qui sont reconnues comme faisant obstacle à la mise en œuvre du processus de paix.

Lors d'une déclaration à la presse faite par le Président du Conseil le 26 juillet, les membres du Conseil ont fermement condamné les obstacles posés au déroulement normal des audiences foraines et des violences récemment perpétrées, y compris l'attaque contre le Haut Représentant pour les élections. Les membres du Conseil ont notamment déclaré être décidés à saisir le Comité des sanctions.

Érythrée et Éthiopie

Le 9 septembre 2005, à l'occasion de consultations officieuses, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2005/553 et Add.1). Le Représentant spécial du Secrétaire général, Legwaila Joseph Legwaila, est intervenu pour souligner qu'en raison du déploiement massif de troupes près de la frontière, il fallait revoir la composante militaire de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE).

Le 13 septembre, le Conseil, par sa résolution 1622 (2005) adoptée à l'unanimité, a décidé de proroger le mandat de la MINUEE jusqu'au 15 mars 2006 et d'en remanier la composante militaire.

Le 4 octobre, en consultations d'urgence, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général informant les membres du Conseil que le Gouvernement érythréen avait décidé d'interdire les vols d'hélicoptère de la MINUEE à l'intérieur de l'espace aérien érythréen. Par la suite, en séance officielle, le Conseil a, par une déclaration présidentielle (S/PRST/2005/47), exprimé sa grave préoccupation quant à la décision du Gouvernement érythréen et a demandé à ce dernier de revenir immédiatement sur celle-ci.

Le 19 octobre, lors de consultations officieuses, le Conseil a réitéré sa demande au Gouvernement érythréen de lever toutes les restrictions imposées à la MINUEE. Lors d'une séance privée, le même jour, les pays fournissant des contingents à la MINUEE se sont également inquiétés de la dégradation du climat de sécurité.

Le 26 octobre, lors de consultations officieuses, le Directeur de la Division Afrique du Département des opérations de maintien de la paix a présenté le processus de réinstallation des contingents en raison de l'insécurité croissante.

Le 23 novembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1640 (2005) par laquelle il a déploré que l'Érythrée continue à imposer des restrictions à la liberté de mouvement de la MINUEE et exigé du Gouvernement qu'il annule sa décision sans plus tarder. Le Conseil a également demandé que l'Éthiopie accepte la décision de la Commission du tracé de la frontière. Il a enfin prié le Secrétaire général de s'assurer que les parties donnent suite aux exigences

formulées et de lui remettre un rapport dans les 40 jours suivant l'adoption de la résolution.

Le 7 décembre, après avoir entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/59) condamnant la décision du Gouvernement érythréen, demandant le départ du personnel canadien, américain et européen de la MINUEE.

Le 14 décembre, à l'issue de consultations officieuses, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/62) faisant suite à la proposition du Secrétariat de transférer à titre provisoire certains membres du personnel de la MINUEE de l'Érythrée vers l'Éthiopie.

Les 8 et 16 février 2006, en consultations plénières, le Conseil a entendu respectivement les exposés du Secrétaire général adjoint et du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix sur l'état de la MINUEE. Le Conseil a été informé des restrictions à la liberté de mouvement imposées par le Gouvernement érythréen à la MINUEE et également du fait que ce même gouvernement avait détenu des membres de la Mission des Nations Unies.

Le 24 février, le Conseil dans une déclaration du Président (S/PRST/2006/10) a réitéré son exigence envers les parties pour qu'elles permettent à la MINUEE de mener ses activités sans restrictions.

Le 3 mars, dans une déclaration à la presse, le Président a exprimé la tristesse du Conseil suite au décès d'un membre du contingent indien de la MINUEE et rappelé la vive préoccupation du Conseil quant aux restrictions inadmissibles imposées par le Gouvernement érythréen aux opérations de la MINUEE.

Le 14 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1661 (2006) prorogeant le mandat de la MINUEE pour une période d'un mois.

Après avoir tenu de brèves consultations sur un projet de résolution relatif à la MINUEE le 11 avril, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1670 (2006) le 13 avril prorogeant le mandat de la MINUEE jusqu'au 15 mai 2006. Le Conseil a affirmé son intention de réexaminer le mandat de la MINUEE en vue de sa transformation en mission d'observation.

Le 15 mai, le Conseil, par sa résolution 1678 (2006) adoptée à l'unanimité, a de nouveau prorogé le mandat de la MINUEE en dépit des difficultés qu'elle rencontrait dans l'application de son mandat, avant de décider de la transformation de ce dernier. Le Conseil a également réitéré ses exigences antérieures tendant notamment à l'annulation par l'Érythrée de sa décision d'interdire les vols d'hélicoptère de la MINUEE et l'acceptation par l'Éthiopie de la décision relative au tracé de la frontière.

Le 31 mai, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1681 (2006), renouvelant à nouveau le mandat de la MINUEE jusqu'au 30 septembre 2006 et autorisant la reconfiguration de sa composante militaire.

Guinée-Bissau

Le 19 août 2005, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/39) dans laquelle il a pris note avec satisfaction du bon déroulement des élections présidentielles en Guinée-Bissau et de la proclamation des résultats définitifs.

Le 22 septembre, lors de consultations officieuses, le Conseil a entendu un exposé du Représentant du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, João Bernardo Honwana, sur l'évolution de la situation dans le pays. Dans une déclaration à la presse, le Président a réaffirmé le soutien du Conseil au Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BANUGBIS) après avoir examiné les recommandations du Secrétaire général concernant l'actualisation du mandat du Bureau.

Le 14 décembre, le Conseil a entendu à nouveau le Représentant du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, sur la situation depuis l'entrée en fonctions du Président nouvellement élu, João Bernardo Vieira. Après avoir examiné les recommandations du Secrétaire général sur le renouvellement et la révision du mandat du BANUGBIS, le Conseil a décidé d'un commun accord de revoir ce mandat et de le proroger jusqu'au 31 décembre 2006. Le rôle de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne l'aide qu'elle peut apporter sur les plans économique et financier et dans le domaine de la réforme des services de la sécurité, a été souligné.

Le 20 juillet 2006, le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse par laquelle il soulignait l'inquiétude du Conseil face à la fragilité persistante de

la situation politique du pays et aux progrès limités de la consolidation de la paix et de la stabilité. Les membres du Conseil se sont néanmoins félicités des mesures prises par le Président Vieira pour engager un dialogue constructif avec les acteurs nationaux.

Libéria

Le 19 septembre 2005, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1626 (2005) par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour six mois, jusqu'au 31 mars 2006, et l'a autorisée à déployer un maximum de 250 soldats en Sierra Leone à partir de novembre 2005, pour assurer la sécurité du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le 11 novembre, à l'issue de consultations, le Président a fait une déclaration à la presse, au nom du Conseil, se félicitant du bon déroulement du deuxième tour des élections présidentielles. Le même jour, le Conseil a, par la résolution 1638 (2005), adoptée à l'unanimité, autorisé la MINUL à appréhender et placer en détention l'ancien Président Charles Taylor et à le transférer ou faciliter son transfert devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le 20 décembre, par la résolution 1647 (2005) adoptée à l'unanimité, le Conseil, a prorogé l'embargo sur les armes et l'interdiction de voyager pour un an, reconduit les mesures concernant les diamants et le bois pour six mois, et décidé de revoir les sanctions dès que le Gouvernement libérien aurait répondu aux conditions pour lever ces mesures.

Le 24 mars 2006, à la suite d'un entretien privé avec les pays fournissant des contingents à la MINUL, le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Libéria, Alan Doss, a présenté le dixième rapport du Secrétaire général (S/2006/159) recommandant la réduction des effectifs de la Mission.

Le 31 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1667 (2006) prorogeant jusqu'au 30 septembre 2006 le mandat de la MINUL.

Le 13 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1683 (2006) décidant que les mesures prévues par la résolution 1521 (2003) ne s'appliqueront pas aux armes et munitions dont disposent déjà les membres des Services spéciaux à des fins de formation. Cette résolution prévoit également que ces mêmes mesures ne s'appliqueront pas, après approbation du

Comité créé par la résolution 1521 (2003), aux forces de police et de sécurité du Gouvernement libérien formées depuis le début de la MINUL en octobre 2003.

Le 20 juin, le Conseil a adopté la résolution 1689 (2006) décidant de ne pas reconduire la mesure prévue par la résolution 1521 (2003) obligeant les États à prendre des mesures nécessaires pour empêcher l'importation de bois provenant du Libéria. Le Conseil a néanmoins décidé de reconduire pour six mois les mesures édictées par la résolution 1521 (2003) demandant aux États Membres de ne pas importer de diamants bruts provenant du Libéria et annoncé qu'un bilan serait dressé par le Conseil après quatre mois. Cette reconduite devrait permettre de donner le délai nécessaire au Gouvernement libérien pour instituer un régime de certificats d'origine des diamants bruts libériens. Le Conseil a en outre demandé au Secrétaire général de reconduire pour six mois le mandat du Groupe d'experts.

Mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale

Le 15 novembre 2005, lors d'une séance publique, le Conseil a entendu l'exposé du Représentant permanent de la France, l'Ambassadeur Jean-Marc de La Sablière, qui a dirigé la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale du 4 au 11 novembre 2005.

République centrafricaine

Le 8 novembre 2005, lors de consultations, le Conseil a été informé par le Représentant du Secrétaire général, Lamine Cissé, de la situation en République centrafricaine et des activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans ce pays. Le Conseil, qui a qualifié la situation en République centrafricaine de précaire, a convenu qu'il fallait poursuivre les efforts pour faire avancer le processus de consolidation de la paix.

Le 7 juillet 2006, à l'issue de consultations, le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse dans laquelle il soulignait l'importance que le Conseil attachait à la mise en œuvre de l'Accord de Tripoli du 8 février 2006 et a également invité les autorités centrafricaines à accélérer leurs efforts de restructuration des forces armées nationales.

République démocratique du Congo

Le 11 août 2005, le Conseil de sécurité a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix relatant les progrès accomplis concernant la préparation des élections en République démocratique du Congo. Celui-ci a également souligné la nécessité de renforcer la MONUC dans le but de lui confier un mandat lui permettant de fournir un appui logistique dans le cadre des élections comme demandé dans le rapport du Secrétaire général du 26 mai (S/2005/320 et Add.1).

Le 6 septembre, en adoptant à l'unanimité la résolution 1621 (2005), le Conseil a décidé d'accroître les capacités de la MONUC conformément aux recommandations du Secrétaire général dans les domaines de la police civile, des unités de maintien de l'ordre, et de la logistique.

Le 30 septembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1628 (2005) prorogeant jusqu'au 31 octobre 2005 le mandat de la MONUC.

Le 4 octobre, par une déclaration du Président (S/PRST/2005/46), le Conseil a exprimé la préoccupation que lui inspirait la présence de groupes armés étrangers qui menaçaient sérieusement la stabilité de l'est du pays. Exigeant le désarmement et le retour au Rwanda des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, il s'est également inquiété de l'incursion de membres de l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil s'est cependant réjoui de l'intention de l'armée congolaise, en coopération avec la MONUC, de désarmer ce groupe.

Le 28 octobre, par la résolution 1635 (2005), adoptée à l'unanimité, le Conseil a prorogé le mandat de la MONUC jusqu'au 30 septembre 2006 et a également autorisé une augmentation de son effectif militaire.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1649 (2005), sur les milices et les groupes armés opérant dans l'est de la République démocratique du Congo. Cette résolution prévoit l'élargissement de l'application des mesures ciblées adoptées dans la résolution 1596 (2005) aux responsables politiques et militaires de groupes armés faisant obstacle au désarmement, avec effet au 15 janvier 2006. Le même jour, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/66) félicitant le

peuple de la République démocratique du Congo pour le bon déroulement du référendum sur la Constitution.

Le 25 janvier 2006, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/4), par laquelle il a condamné l'attaque d'un détachement de la MONUC ayant fait huit morts et a souligné l'importance du processus électoral.

Le 31 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1654 (2006) demandant au Secrétaire général de reconduire le mandat du Groupe d'experts, et a réaffirmé sa volonté de surveiller le respect de l'embargo sur les armes prévu par les résolutions 1493 (2003) et 1596 (2005).

Le 10 avril, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1669 (2006) par laquelle il a autorisé le Secrétaire général à redéployer temporairement un bataillon d'infanterie, un hôpital militaire et jusqu'à 50 observateurs militaires de l'ONUB au profit de la MONUC jusqu'au 1^{er} juillet 2006.

Le 25 avril, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1671 (2006) autorisant pour quatre mois, à compter du premier tour des élections présidentielles et législatives, le déploiement d'une force de l'Union européenne en République démocratique du Congo. Le Conseil a donné pour mission à la force de l'Union européenne de soutenir la MONUC pendant la période électorale, notamment en contribuant à la stabilisation de la situation au cas où la MONUC rencontrerait de graves difficultés, à la protection des civils menacés et à la protection de l'aéroport de Kinshasa.

Le 30 mai, lors d'une déclaration à la presse, le Président a exprimé la vive inquiétude du Conseil concernant les actes de violence perpétrés par des groupes armés et réclamé la libération de sept soldats de la MONUC qui étaient séquestrés.

Une mission du Conseil de sécurité présidée par le Représentant permanent de la France s'est rendue, du 10 au 12 juin 2006, en République démocratique du Congo et au Congo.

Le 30 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité les résolutions 1692 (2006) et 1693 (2006) prorogeant respectivement jusqu'au 30 septembre 2006 le redéploiement temporaire d'effectifs à partir de l'ONUB autorisé par la résolution 1669 (2006) et l'augmentation temporaire des effectifs militaires et de police civile de la MONUC autorisée par les résolutions 1621 (2005) et 1635 (2005). Le Conseil a

souligné le caractère temporaire de cette augmentation prévue jusqu'à ce qu'elle ne soit plus indispensable au bon déroulement du processus électoral.

Le 31 juillet, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1698 (2006) par laquelle il s'est déclaré déterminé à appliquer les mesures prévues à l'encontre des personnes ayant agi en violation de l'embargo imposé par les résolutions 1493 (2003) et 1596 (2005). Le Conseil a par ailleurs reconduit jusqu'au 31 juillet 2007 le mandat du Groupe d'experts. Il a en outre décidé que jusqu'au 31 juillet 2007 les dispositions prévues par la résolution 1596 (2005) s'appliqueront également aux responsables ayant recruté ou employé des enfants dans les conflits armés et aux individus ayant commis des violations graves du droit international impliquant des actes visant des enfants. Le Conseil a enfin exprimé son intention d'envisager d'étendre l'application des mesures individuelles prévues aux paragraphes 13 et 15 de la résolution 1596 (2005) aux individus qui feraient obstacle à l'action de la MONUC ou du Groupe d'experts.

Sierra Leone

Le 31 août 2005, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1620 (2005) par laquelle il a prié le Secrétaire général de mettre en place un Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL) pour une période initiale de 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2006 et également de continuer de planifier la sécurité du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Le 28 septembre, lors de consultations, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Sierra Leone, Daudi Mwakawago, a présenté le rapport du Secrétaire général (S/2005/596). Il a également noté que la Guinée et la Sierra Leone avaient entrepris de régler leur différend et qu'il serait en principe procédé à la démarcation de leur frontière avant le 3 octobre 2005. Il a enfin souligné que les préparatifs de mise en place du BINUSIL début 2006 étaient en bonne voie.

Le 20 décembre, le Représentant spécial a fait un exposé public au Conseil et retracé l'action de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) jusqu'à la fin concluante de l'opération. Il a également remercié en séance privée les pays ayant fourni des contingents à la MINUSIL.

Le 16 juin 2006, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1688 (2006) du fait que suite à l'échange de lettres entre le Président du Tribunal

spécial pour la Sierra Leone et le Ministre des affaires étrangères néerlandais du 29 mars 2006 et du mémorandum d'accord entre le Tribunal spécial et la Cour pénale internationale du 13 avril, la Cour pénale internationale était disposée à prêter ses locaux aux fins de la détention et du procès de l'ancien Président Charles Taylor.

Somalie

Le 4 octobre 2005, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques Ibrahim Gambari a informé le Conseil du renforcement des tensions en Somalie et des capacités militaires des parties du fait de l'incapacité des institutions fédérales de transition à faire face aux dissensions.

Le 14 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1630 (2005), priant le Secrétaire général de rétablir pour six mois le Groupe de contrôle sur la Somalie.

Le 9 novembre, après avoir entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, François Lonseny Fall, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/54) par laquelle il s'est déclaré préoccupé devant les activités militaires et les propos hostiles relevés en Somalie. Le Conseil a également vivement condamné la tentative d'assassinat perpétrée le 6 novembre 2005 contre le Premier Ministre, Ali Mohamed Ghedi.

Le 10 mai 2006, lors de consultations, suivies d'une séance publique, le Conseil prenant note du rapport du Groupe de contrôle affirmant que l'embargo sur les armes continuait à être violé, a adopté à l'unanimité la résolution 1676 (2006) demandant au Secrétaire général de reconstituer le Groupe de contrôle pour une période de six mois.

Le 15 mai, après avoir entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques sur la situation en Somalie et notamment les violences à Mogadishu, le Président a fait une déclaration à la presse au nom du Conseil appelant les parties belligérantes à un cessez-le-feu et réitérant l'obligation d'appliquer l'embargo sur les armes défini par la résolution 733 (1992).

Le 13 juillet, le Conseil a adopté une déclaration de son président (S/PRST/2006/31) par laquelle il a salué l'accord conclu à Khartoum le 22 juin 2006 entre le Gouvernement fédéral de transition et les tribunaux

islamiques. Il a condamné cependant les combats qui s'étaient produits peu auparavant à Mogadishu, et a demandé à toutes les parties de respecter le cessez-le-feu convenu le 22 juin. Le Conseil s'est en outre déclaré prêt à étudier la demande d'une mission de soutien à la paix au cas où il jugerait que celle-ci pourrait contribuer à la paix et la stabilité en Somalie. Il s'est également déclaré prêt à envisager de modifier légèrement l'embargo sur les armes de manière à permettre aux institutions fédérales de transition de fournir à la Somalie un dispositif de sécurité propre ainsi que des institutions nationales capables de faire face aux problèmes de sécurité.

Soudan

Le 2 août 2005, à l'issue de consultations et lors d'une séance officielle, le Président du Conseil a fait une déclaration (S/PRST/2005/38) dans laquelle il s'est dit profondément attristé par le décès du Premier Vice-Président du Soudan, John Garang.

Le 30 août, lors de consultations officieuses, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a fait un exposé sur l'état d'avancement des pourparlers de paix sur le Darfour, à Abuja. À la suite de cette séance, le Président a fait une déclaration à la presse, exhortant le Mouvement/Armée de Libération du Soudan, le Mouvement pour la justice et l'égalité et le Gouvernement soudanais à reprendre les pourparlers à Abuja le 15 septembre.

Le 21 septembre, lors de consultations, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2005/579). Le Représentant spécial du Secrétaire général, Jan Pronk, a évoqué les priorités à court terme de la mise en œuvre de l'Accord de paix global, dont la création de toutes les institutions mentionnées dans ledit accord dans les six prochains mois, le désamorçage des tensions suscitées par le rapport de la Commission frontalière d'Abyei, la stabilisation de la situation dans le sud du pays où sévissait l'Armée de résistance du Seigneur, le maintien de la stabilité à Khartoum et l'adoption de textes tendant à promouvoir la démocratisation.

Le 23 septembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1627 (2005), prorogeant le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) jusqu'au 24 mars 2006.

Le 28 septembre, par une déclaration à la presse, le Président du Conseil a souligné l'inquiétude de ce dernier

quant à la détérioration de la situation dans le Darfour et confirmé l'appui du Conseil aux pourparlers d'Abuja.

Le 10 octobre, lors de consultations, les membres du Conseil ont condamné la recrudescence des violences dans le Darfour qui ont causé la mort de quatre soldats de la paix et de deux entrepreneurs civils travaillant pour la MINUS.

Le 13 octobre, en séance officielle, le Président a fait une déclaration au nom du Conseil (S/PRST/2005/48) condamnant fermement les attaques contre le personnel de la mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) perpétrées par les troupes gouvernementales et les groupes rebelles. Le Président a également exhorté les parties à prendre immédiatement des mesures pour stabiliser la situation dans le Darfour.

Le 13 décembre, en séance publique, le Procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, a présenté le deuxième rapport sur la situation dans le Darfour devant le Conseil. Une séance privée s'est tenue ensuite, à laquelle la délégation du Soudan a assisté mais sans participer aux débats. Lors de discussions qui ont suivi au Conseil avec le Procureur, les membres du Conseil ont fait savoir qu'il incomrait en premier lieu au Gouvernement soudanais de mettre fin à l'impunité dans le Darfour. Le Conseil a déclaré qu'il suivrait la situation de près, en particulier la signature de l'accord de coopération entre la Cour pénale internationale et l'Union africaine.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1651 (2005), prorogeant le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan jusqu'au 29 mars 2006.

Le 3 février 2006, par une déclaration du Président (S/PRST/2006/5), le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir avec l'Union africaine un plan d'urgence présentant diverses options quant à la transition de la MUAS à une opération des Nations Unies dans le Darfour.

Le 13 mars, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a indiqué au Conseil où en étaient les mesures à prendre pour le passage de la MUAS à une opération des Nations Unies dans le Darfour.

Le 24 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1663 (2006) prorogeant le mandat de la MINUS jusqu'au 24 septembre 2006.

Le 29 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1665 (2006) prorogeant jusqu'au 29 septembre 2006 le mandat du Groupe d'experts créé sur la base de la résolution 1591 (2005).

Le 11 avril, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/16) par laquelle il a déploré la décision du Gouvernement d'unité nationale de refuser au Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies l'entrée au Darfour. Le Conseil a également demandé que soit envoyée dans le Darfour une mission d'évaluation des Nations Unies avant le 30 avril.

Le 25 avril, par une déclaration du Président (S/PRST/2006/17), le Conseil a réaffirmé son plein appui aux pourparlers de paix intersoudanais, à Abuja, sur le conflit au Darfour. Le Conseil a également adopté la résolution 1672 (2006), par 12 voix et 3 abstentions, imposant à quatre ressortissants soudanais les mesures définies par la résolution 1591 (2005) sur les restrictions de voyage et les sanctions financières.

Le 5 mai, lors de consultations, le Conseil a exprimé sa vive satisfaction concernant la signature à Abuja de l'accord de paix pour le Darfour entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement/Armée de Libération du Soudan. Il a également exhorté les autres mouvements non signataires à s'y joindre.

Le 9 mai, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/21) dans laquelle il accueillait avec une vive satisfaction l'accord conclu le 5 mai 2006 aux pourparlers intersoudanais de paix d'Abuja comme base d'une paix durable au Darfour.

Le 16 mai, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1679 (2006) demandant à toutes les parties signataires de l'Accord de paix pour le Darfour de collaborer pour accélérer la mise en œuvre de ce dernier. Le Conseil a également demandé qu'une mission d'évaluation technique conjointe de l'Union africaine et de l'ONU soit dépêchée dans la semaine à cette fin. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil a déclaré qu'il envisagerait de prendre des mesures énergiques à l'encontre de toute personne ou groupe qui violerait l'Accord de paix pour le Darfour ou tenterait de faire obstacle à sa mise en œuvre.

Le 15 juin, au cours d'une séance officielle, le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sir Emyr Jones Parry,

chef de la mission du Conseil de sécurité, a informé celui-ci de la mission du Conseil de sécurité qui s'était rendue du 4 au 10 juin 2006 au Soudan, à Adis-Abeba et au Tchad.

Le Tchad et le Soudan

Le 18 avril 2006, lors de consultations, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général sur la détérioration des relations entre le Tchad et le Soudan.

Le 25 avril, par une déclaration du Président (S/PRST/2006/19), le Conseil s'est dit vivement préoccupé par la situation politique et par la situation sécuritaire le long de la frontière entre le Tchad et le Soudan.

Au cours d'une séance publique tenue le 19 mai, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires sur la situation humanitaire au Tchad et au Soudan. Il a en particulier souligné l'intensification de la violence au Darfour et l'insécurité croissante au Tchad. Les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits suite à la signature à Abuja de l'Accord de paix entre les principaux acteurs politiques. Ils se sont cependant déclarés vivement préoccupés face à la dégradation de la situation humanitaire et ont unanimement reconnu la nécessité d'accroître les capacités de l'Union africaine au Darfour.

Sahara occidental

Lors de consultations le 24 octobre 2005, le Conseil de sécurité a examiné la rapport du Secrétaire général concernant la situation au Sahara occidental (S/2005/648) soulignant que les parties n'avaient pas réalisé de progrès sur la voie d'un règlement. Le 28 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1634 (2005) prorogeant le mandat de la Mission des Nations Unies au Sahara occidental (MINURSO) pour une période de six mois.

Lors de consultations officieuses tenues le 18 janvier 2006, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahara occidental, Peter van Walsum, a informé les membres du Conseil que le processus de règlement de la situation concernant le Sahara occidental se trouvait dans une impasse depuis que l'une des parties avait rejeté le plan Baker.

Lors de nouvelles consultations officieuses tenues le 25 avril, le Conseil a été informé de la situation

concernant le Sahara occidental par le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix. Il a jugé préoccupant que cette question de longue date reste sans issue.

Faisant suite à ces consultations, le Conseil a adopté à l'unanimité le 28 avril la résolution 1675 (2006) prorogeant le mandat de la MINURSO de six mois, jusqu'au 31 octobre 2006.

Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense

Le 19 avril 2006, en séance publique, le Conseil a entendu les exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense concernant les mesures prises par le Gouvernement ougandais pour faire face à la situation humanitaire dans le nord de l'Ouganda et la question relative à l'Armée de résistance du Seigneur. Lors de la séance privée qui a suivi, les membres du Conseil se sont félicités des mesures prises par le Gouvernement mais ont cependant réitéré leur préoccupation quant à la situation humanitaire dans le nord de l'Ouganda.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Lors de la séance publique tenue le 24 août 2005, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques sur la situation au Moyen-Orient depuis le désengagement israélien de Gaza et de certaines parties de la Cisjordanie. Il a souligné que le processus s'était déroulé pratiquement sans heurt et de manière rapide mais qu'il restait des défis réels et difficiles. Lors des consultations officieuses qui ont suivi, les membres du Conseil se sont félicités du déroulement du processus. Le Président a ensuite lu une déclaration à la presse soulignant également l'importance d'un désengagement complet comme première étape pour la reprise du processus de paix.

Le 23 septembre, après avoir entendu un exposé du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Alvaro de Soto, sur le retrait israélien de la bande de Gaza, le Conseil a adopté une déclaration de son président (S/PRST/2005/44) par laquelle il appuyait la

déclaration faite le 20 septembre à New York par le Quatuor.

Le 20 octobre, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, soulignant en particulier qu'au vu des derniers violents incidents la détérioration de la sécurité risquait une fois de plus de faire dérailler le processus politique.

Le 30 novembre, par une nouvelle déclaration du Président (S/PRST/2005/57), le Conseil s'est félicité de l'ouverture effective du point de passage de Rafah entre Gaza et l'Égypte.

Le 20 décembre, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a pris de nouveau la parole au Conseil, et s'est prononcé en particulier sur les préparatifs des élections législatives palestiniennes. Lors des consultations qui ont suivi, les membres du Conseil ont discuté de la mise en œuvre de l'accord réglant les déplacements et le passage, des obligations d'Israël et de l'Autorité palestinienne ainsi que des préparatifs des prochaines élections palestiniennes.

Le 3 février 2006, à l'issue de consultations plénières, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/6) félicitant le peuple palestinien pour les élections libres et justes du Conseil législatif palestinien. Le Conseil a notamment indiqué qu'il espérait que le nouveau Gouvernement palestinien resterait attaché aux aspirations du peuple palestinien à la paix.

Lors de consultations tenues le 14 mars, le Conseil a discuté d'un projet de déclaration présidentielle présenté par le représentant du Qatar mais qui n'a pas été adopté.

Le 13 avril, lors de consultations informelles, la délégation du Qatar a présenté un nouveau projet de déclaration présidentielle sur la récente aggravation de la violence au Moyen-Orient. En raison de positions différentes, la déclaration n'a pas été adoptée.

Le 17 avril, suite à la demande de trois États, au nom du Groupe des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique et du Mouvement des pays non alignés, une séance publique a été tenue au Conseil sur le Moyen-Orient, au cours de laquelle 33 intervenants ont pris la parole. La plupart ont condamné l'attentat-suicide commis le 17 avril à Tel-Aviv et ont prié instamment Israël et l'Autorité

palestinienne de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour limiter les attaques et les contre-attaques. Le représentant des États-Unis d'Amérique a proposé un projet de déclaration à la presse, mais le Conseil n'a pas pu parvenir à un accord sur celui-ci.

Lors d'une séance publique tenue le 24 avril, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient est intervenu devant le Conseil et a souligné la détérioration potentiellement dangereuse du conflit israélo-palestinien. Le Conseil a ensuite tenu des consultations officieuses au cours desquelles les membres du Conseil ont généralement dit approuver l'analyse du Coordonnateur sur la situation.

Le 24 mai, le Conseil a examiné les conclusions de la réunion du Quatuor sur le Moyen-Orient en particulier concernant le nouveau Gouvernement de l'Autorité palestinienne dirigé par le Hamas et la crise financière et humanitaire dans les territoires palestiniens.

Lors d'une séance publique tenue le 13 juillet, le Conseil a voté sur le projet de résolution sur la situation au Moyen-Orient présenté par le Qatar. Le texte, qui a recueilli 10 votes favorables, 1 vote défavorable et 4 abstentions, n'a pu être adopté, le vote négatif émanant d'un membre permanent.

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage

Le Conseil, réuni en consultations officieuses le 16 décembre 2005, a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage (FNUOD), décrivant la situation dans la zone comme calme mais tendue. Suite à ces consultations, le Conseil a adopté à l'unanimité le 21 décembre la résolution 1648 (2005) prorogeant le mandat de la FNUOD jusqu'au 30 juin 2006.

Après avoir examiné le 6 juin 2006 le rapport du Secrétaire général sur la FNUOD (S/2006/333), le Conseil a adopté, le 13 juin, la résolution 1685 (2006) par laquelle il a renouvelé pour une période de six mois, jusqu'au 31 décembre 2006, le mandat de la FNUOD.

Iraq

Le 9 août 2005, le Conseil a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques sur les activités de la Mission d'assistance des Nations

Unies pour l'Iraq (MANUI) et sur l'évolution de la situation en Iraq. Le Conseil a déclaré soutenir fermement les efforts faits par l'Iraq pour achever la rédaction de sa constitution avant le 15 août. Le projet de résolution américain recommandant la prorogation pour une durée de 12 mois de la MANUI a également été examiné.

Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1619 (2005) prorogeant le mandat de la MANUI pour une nouvelle période de 12 mois.

Le 7 septembre, le Président de la Commission d'enquête indépendante sur le programme « pétrole contre nourriture » de l'ONU, Paul Volcker, a pris la parole au Conseil concernant l'avant-dernier rapport de la Commission.

Le 21 septembre, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq, Ashraf Qazi, a présenté devant le Conseil le rapport du Secrétaire général sur l'Iraq (S/2005/585). Les membres du Conseil se sont félicités de l'adoption du projet de constitution par les Iraquiens mais se sont déclarés inquiets de la persistance de la violence dans le pays.

Par une déclaration à la presse le 17 octobre, le Conseil s'est félicité du déroulement du référendum iraquien du 15 octobre.

Le 8 novembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1637 (2005) prorogeant pour une période de 12 mois, jusqu'au 31 décembre 2006, le mandat de la force multinationale et se proposant d'y mettre fin plus tôt si le Gouvernement iraquien le demande. Le Conseil a également prolongé jusqu'au 31 décembre 2006 les arrangements concernant le versement au Fonds de développement pour l'Iraq du produit des ventes à l'exportation de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel.

Le 15 décembre, le Conseil, par une déclaration à la presse, s'est félicité de la tenue la veille des élections irakiennes.

Lors de consultations plénières le 14 février 2006, le Conseil a été informé par la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques, Angela Kane, de la situation en Iraq. Le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/8) le même jour, se félicitant des résultats officiels des élections en Iraq.

Lors de consultations plénières tenues le 22 février, le Conseil a décidé d'un communiqué de

presse condamnant l'attentat perpétré contre le mausolée des Imams à Samarra.

Le 24 février, en consultations plénières, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a informé le Conseil sur la situation en Iraq insistant sur l'escalade de la violence dans le pays.

Lors d'une réunion publique tenue le 15 mars, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Iraq a présenté le rapport du Secrétaire général sur les activités de la MANUI (S/2006/137). Le Représentant permanent des États-Unis est également intervenu pour présenter le bilan trimestriel de la force multinationale.

Le 25 avril, le Président a fait une déclaration à la presse par laquelle le Conseil se félicitait de l'élection en Iraq du Conseil de la présidence, du Président et des vice-présidents du Conseil des représentants et de la nomination de Nouri al-Maliki au poste de premier ministre.

Le 3 juin, le Conseil a adopté une déclaration à la presse par laquelle il a condamné avec la plus grande fermeté l'attaque perpétrée contre les employés de l'ambassade de la Fédération de Russie à Bagdad.

Le 15 juin, les membres du Conseil ont entendu un exposé du Ministre iraquien des affaires étrangères, Hoshyar Zebari, ainsi qu'une intervention du Représentant permanent des États-Unis sur le bilan des activités de la force multinationale. Les membres du Conseil ont également pris note de la lettre de M. Zebari datée du 9 juin 2006 (S/2006/377). Le Conseil a répondu à la demande formulée par le Gouvernement iraquien et a prorogé le mandat de la force multinationale et les dispositions relatives au Fonds de développement pour l'Iraq. La Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques est en outre intervenue sur les activités de la MANUI.

Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies

Lors de consultations tenues le 6 septembre 2005, le Conseil a examiné le rapport trimestriel de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (S/2005/545). Le Président exécutif par intérim de la Commission a rendu compte au Conseil des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes.

Au cours de consultations tenues les 7 décembre 2005 et 6 mars et 8 juin 2006, le Conseil a entendu

d'autres exposés du Président exécutif par intérim concernant les rapports trimestriels sur les activités de la Commission (S/2005/742, S/2006/133 et S/2006/342, respectivement).

Iraq/Koweït

Le 25 août 2005, le Conseil a entendu un exposé du Coordonnateur de haut niveau sur le rapport du Secrétaire général concernant le rapatriement ou le retour des nationaux du Koweït et d'États tiers (S/2005/513). Les membres du Conseil ont réagi par une déclaration à la presse condamnant vigoureusement les exécutions pratiquées par le précédent régime iraquien. Ils se sont en revanche félicités de l'attitude constructive qu'avait le présent Gouvernement en Iraq.

Suite à l'exposé du Coordonnateur, le 14 décembre, lors de consultations officieuses, le Conseil, dans une déclaration à la presse, s'est félicité de la coopération accrue du Gouvernement iraquien. Les membres du Conseil ont en revanche déploré la lenteur des progrès réalisés pour déterminer le sort des disparus et localiser les archives nationales koweïtiennes.

Le 17 avril 2006, le Coordonnateur a pris la parole devant le Conseil, soulignant qu'en raison de la difficile situation en matière de sécurité en Iraq, il y avait eu peu de progrès depuis la présentation de son dernier rapport en décembre 2005. Il a déclaré néanmoins apprécier l'attitude constructive des nouvelles autorités iraquiennes ainsi que l'action du Comité international de la Croix-Rouge. Le Conseil a également entendu un exposé de la Directrice de la Division Asie et Moyen-Orient du Département des opérations de maintien de la paix sur l'état d'avancement du projet relatif à l'entretien de l'abornement de la frontière entre l'Iraq et le Koweït.

Lors de consultations tenues le 5 juillet, le Coordonnateur a présenté le rapport du Secrétaire général sur la restitution de tous les biens koweïtiens, y compris les archives, saisis par l'Iraq (S/2006/428). Soulignant que peu de progrès avaient été constatés, il a demandé aux autorités iraquiennes et à la force multinationale d'intensifier leurs recherches.

Liban

Dans une déclaration faite à la presse le 23 novembre 2005, le Conseil s'est déclaré

profondément préoccupé par les hostilités qui ont éclaté le 21 novembre le long de la Ligne bleue.

Le 12 décembre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/61) par laquelle il condamnait l'attentat terroriste ayant coûté la vie à Gebrane Tueni, député libanais, ainsi qu'à trois autres personnes. Le Conseil s'est dit prêt à donner une suite favorable à toute demande d'aide émanant du Gouvernement libanais dans le but de traduire en justice tous ceux qui sont responsables de cet assassinat.

Par la résolution 1655 (2006) adoptée à l'unanimité le 31 janvier 2006, le Conseil a prorogé le mandat de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) jusqu'au 31 juillet 2006 et s'est déclaré gravement préoccupé par les violations constatées le long de la Ligne bleue. Il a demandé de nouveau au Gouvernement libanais d'étendre et d'exercer pleinement son autorité dans tout le sud.

Lors de consultations le 15 juillet, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et la Sous-Secrétaire générale aux opérations de maintien de la paix, Jane Holl Lute, ont également pris la parole au Conseil lors de consultations le 17 juillet sur la situation au Liban, au vu des derniers événements. Le Secrétaire général est intervenu devant le Conseil lors de consultations le 20 juillet et les membres du Conseil ont discuté des actions envisageables.

Après examen de la situation au Moyen-Orient le 27 juillet, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/34) par laquelle il s'est dit profondément choqué par les tirs des Forces de défense israéliennes contre un poste d'observateurs des Nations Unies le 25 juillet ayant entraîné la mort de quatre observateurs. Le Conseil a demandé au Gouvernement israélien de mener une enquête approfondie sur cet incident.

Le Conseil a de nouveau adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/35), le 30 juillet, par laquelle il s'est déclaré extrêmement choqué par le bombardement d'un immeuble résidentiel dans le sud du Liban, ayant entraîné la mort de dizaines de civils. Il a également appelé à la cessation de la violence et a souligné l'urgence d'un cessez-le-feu durable, permanent et viable.

Le 31 juillet, le Conseil a exprimé sa profonde préoccupation devant l'escalade des hostilités au Liban et en Israël depuis le 12 juillet. Répondant à la demande du Gouvernement libanais et du rapport du Secrétaire général (S/2006/560), le Conseil a prorogé le mandat de la FINUL pour un mois par la résolution 1697 (2006).

Liban et République arabe syrienne

Le 2 novembre 2005, lors de consultations officieuses, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la mise en œuvre de la résolution 1559 (2004), Terje Roed-Larsen, a confirmé dans un exposé devant le Conseil de sécurité que les principaux objectifs de la résolution 1559 (2004) avaient été atteints, notamment la tenue d'élections parlementaires et le retrait des soldats syriens.

Dans une déclaration présidentielle adoptée le 23 janvier 2006 (S/PRST/2006/3), les membres du Conseil ont pris note du retrait des forces syriennes du territoire libanais et de la tenue d'élections parlementaires libres et crédibles. Le Conseil a cependant exprimé son regret que d'autres dispositions de la résolution 1559 (2004) n'aient pas été appliquées.

Le 21 avril, lors d'une séance publique, le Premier Ministre libanais, Fouad Siniora, est intervenu devant le Conseil en séance publique, insistant sur les progrès que le Liban avait réalisés sur la voie de l'autonomie, de la stabilité et de la démocratie. Le Conseil a également entendu un exposé du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République arabe syrienne qui a déploré les rumeurs de tensions entre la République arabe syrienne et le Liban, qu'il a qualifiés de pays frères. Le Conseil s'est ensuite réuni en séance privée, poursuivant les discussions avec le Premier Ministre libanais.

Le 26 avril, lors de consultations officieuses, le Conseil a entendu un exposé de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, qui a présenté le rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 1559 (2004) (S/2006/248). Il a noté que le Liban avait beaucoup progressé mais que certaines dispositions n'avaient pas encore été appliquées, dont notamment celles concernant la dissolution de toutes les milices libanaises et l'extension du contrôle exercé par le Gouvernement libanais à l'ensemble du territoire du pays.

Réuni en consultations le 12 mai, le Conseil a discuté de la situation au Liban, en rapport avec la résolution 1559 (2004). Le 17 mai, à l'issue de consultations officieuses, le Conseil a adopté la résolution 1680 (2006) par 13 voix et 2 abstentions. Les membres du Conseil ont encouragé le Gouvernement syrien à donner suite à la demande faite par le Gouvernement libanais de délimiter leur frontière commune et d'établir des relations diplomatiques. En outre, le Conseil a engagé les Gouvernements libanais et syrien à prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'armes au Liban.

Commission d'enquête internationale indépendante

Le 25 août 2005, lors de consultations officieuses, le Conseil de sécurité a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques concernant l'état d'avancement des travaux de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'assassinat de l'ancien Premier Ministre, Rafic Hariri. Dans une déclaration à la presse lue par le Président, les membres du Conseil se sont félicités des progrès accomplis. Un nouvel état d'avancement des travaux de la Commission a été exposé le 30 août au Conseil, dont notamment des informations sur l'arrestation de quatre suspects intervenue le même jour.

Le 25 octobre, en séance publique, le chef de la Commission a présenté au Conseil le rapport de la Commission (S/2005/662), notant en particulier que certains grands axes de l'enquête avaient été établis. Il a cependant invité les autorités syriennes à mener leur propre enquête. Les représentants du Liban et de la République arabe syrienne sont intervenus. Le représentant syrien s'est opposé au constat du rapport impliquant de manière substantielle les autorités syriennes et a rejeté les accusations selon lesquelles la République arabe syrienne n'avait pas suffisamment coopéré.

Après avoir discuté d'un projet de résolution en consultations plénières les 26 et 28 octobre, le Conseil, réuni au niveau ministériel, a adopté la résolution 1636 (2005) à l'unanimité le 31 octobre. Le Conseil demandait notamment à la République arabe syrienne de collaborer sans réserve et sans condition avec la Commission d'enquête internationale indépendante et de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Liban. Le Conseil a enfin prié la Commission de lui

soumettre un rapport quant à l'évolution de l'enquête au plus tard le 15 décembre 2005.

Le 13 décembre, le chef de la Commission d'enquête internationale indépendante a présenté son deuxième rapport (S/2005/775). Prenant en compte les recommandations du rapport et suite à des consultations officieuses tenues les 14 et 15 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1644 (2005) prorogeant le mandat de la Commission pour une période de six mois.

Le Conseil a été informé le 13 janvier 2006 de la nomination de Serge Brammertz en tant que chef de la Commission succédant à Detlev Mehlis. Le 31 janvier, la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques a informé le Conseil de l'intention du Secrétaire général d'envoyer une équipe au Liban pour étudier la possibilité d'établir un tribunal chargé de traduire en justice ceux impliqués dans l'assassinat de Rafic Hariri.

Le 16 mars, le chef de la Commission d'enquête internationale indépendante a présenté le troisième rapport de la Commission (S/2006/161) au Conseil. À l'issue des consultations officieuses qui ont suivi, le Conseil, dans une déclaration à la presse, s'est dit satisfait des progrès de l'enquête. Le Conseil a également pris note du fait que la Commission et les autorités syriennes étaient parvenues à s'entendre sur les modalités de la coopération syrienne lors de l'enquête.

Lors de consultations officieuses tenues le 23 mars, le Conseiller juridique, Nicolas Michel, a informé le Conseil des consultations tenues avec le Gouvernement libanais pour étudier les conditions de la mise en place d'un tribunal international chargé de juger les individus poursuivis dans l'attentat ayant coûté la vie à Rafic Hariri et à 22 autres personnes.

Le 29 mars, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1664 (2006) priant le Secrétaire général de négocier avec le Gouvernement libanais un accord visant la création d'un tribunal international.

Le 15 juin, le Conseil a examiné le quatrième rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante (S/2006/375) et a pris note de la lettre datée du 4 mai 2006, adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre libanais demandant que le mandat de la Commission soit prorogé d'une année supplémentaire à compter du 15 juin 2006. Par la résolution 1686 (2006) du même jour, le Conseil a

prorogé le mandat de la Commission jusqu'au 15 juin 2007 et a également souscrit à l'intention de la Commission de poursuivre son assistance technique aux autorités libanaises à l'occasion de leurs enquêtes sur les autres attentats terroristes perpétrés au Liban depuis le 1^{er} octobre 2004.

Amériques

Haïti

Après avoir entendu un exposé du Premier Ministre par intérim d'Haïti, Gérard Latortue, le 18 octobre 2005, le Conseil a été informé du rapport du Secrétaire général (S/2005/631) sur la situation récente en Haïti et les activités de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Le même jour, le Conseil a souligné dans une déclaration du Président (S/PRST/2005/50) l'importance de l'organisation d'élections transparentes, libres et équitables.

Dans le contexte des tensions ayant accompagné le premier tour des élections présidentielles et législatives du 7 février 2006, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix est intervenu plusieurs fois au cours du mois de février devant le Conseil pour l'informer de la situation en Haïti. Le 10 février, le Sous-Secrétaire général a confirmé que, malgré certaines irrégularités, aucune fraude massive n'avait été relevée.

Lors d'une séance privée avec les pays fournisseurs de contingents à la MINUSTAH le 9 février, le Conseil a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général sur les récentes élections en Haïti et une présentation du rapport du Secrétaire général sur la MINUSTAH (S/2006/60), dans lequel il recommandait la prorogation du mandat de la Mission pour six mois afin de permettre la réévaluation de la situation lorsqu'un nouveau Gouvernement haïtien aurait pris ses fonctions. Le Conseil a par la suite adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/7) se félicitant de la bonne tenue du premier tour des élections et demandant à toutes les parties de respecter les résultats.

Par la résolution 1658 (2006), adoptée à l'unanimité le 14 février, le Conseil a prorogé le mandat de la MINUSTAH jusqu'au 15 août 2006 comme recommandé par le Secrétaire général.

Le 17 février, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a informé le Conseil

que René Préal avait été déclaré officiellement Président par la Commission électorale le 16 février 2006.

Le 22 février, lors d'une séance publique, le Conseil a été informé de la situation politique en Haïti par le Premier Ministre par intérim, Gérard Latortue.

Lors d'un débat public tenu au Conseil le 27 mars en présence du Président d'Haïti nouvellement élu, René Préal, 29 représentants des États Membres ont pris la parole. M. Préal est notamment intervenu pour présenter les priorités de son mandat. Le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/13) félicitant M. Préal pour son élection et appelant toutes les parties à demeurer attachées au processus politique et à promouvoir la réconciliation nationale et la participation de tous. Le Conseil a également rappelé l'importance de l'instauration de l'état de droit et particulièrement les progrès à mener concernant la réforme de la justice et de la police.

À la suite de consultations le 15 mai, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/22) saluant l'investiture de René Préal à la présidence et se félicitant de la tenue prochaine d'élections municipales, locales et législatives. Il a également lancé un appel aux donateurs pour qu'ils poursuivent leurs efforts en faveur d'Haïti.

Asie

Afghanistan

Le 23 août 2005, le Conseil a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Jean Arnault, concernant la situation sur le terrain et les progrès réalisés dans les préparatifs des élections. Il a notamment souligné l'insuffisance de fonds pour couvrir la dernière phase des élections et a demandé à la communauté internationale de fournir une assistance d'urgence pour combler le déficit. Le Représentant spécial s'est également dit préoccupé par la détérioration récente de la situation sécuritaire et notamment dans les régions du sud, de l'est et du sud-est du pays. Le Conseil a adopté une déclaration de son président (S/PRST/2005/40) par laquelle il se félicitait des progrès dans les préparatifs des élections et demandait à la communauté internationale de fournir l'assistance financière supplémentaire pour la tenue de ces élections.

Le 13 septembre, après avoir reçu une lettre du Secrétaire général datée du 9 septembre 2005 (S/2005/574) à laquelle était jointe une lettre du Ministre afghan des affaires étrangères demandant le maintien de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1623 (2005) prorogeant pour 12 mois le mandat de la FIAS.

Le 22 septembre, le Sous-secrétaire général aux opérations de maintien de la paix est intervenu, lors de consultations officieuses, pour rendre compte des élections législatives et provinciales qui venaient de se tenir. Suite à ces consultations, le Président du Conseil a fait une déclaration à la presse se félicitant du succès des opérations électorales qui marquaient la fin du processus de Bonn initié en décembre 2001.

Lors de consultations tenues le 17 novembre, le Conseil a été informé par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des résultats des élections parlementaires et provinciales. Le Secrétaire général adjoint a notamment souligné que le Parlement paraissait refléter la diversité politique et ethnique de la société afghane. Il a également insisté sur l'importance de la prochaine conférence de Londres au cours de laquelle devait être ratifié un contrat pluriannuel concernant les objectifs prioritaires de la coopération entre l'Afghanistan et la communauté internationale, notamment dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance et du développement.

Par une déclaration du Président (S/PRST/2005/56) adoptée le 23 novembre, le Conseil a félicité le peuple afghan de la confirmation des résultats définitifs des élections au Parlement et aux conseils provinciaux. Il a néanmoins condamné les récentes attaques menées dans le pays.

Dans une déclaration faite à la presse le 17 janvier 2006, le Conseil a réaffirmé l'importance de la Conférence de Londres des 31 janvier et 1^{er} février 2006 pour la mise en place de la reconstruction du pays.

Lors de la séance publique du 10 février, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix concernant les résultats de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan. Le Conseil a adopté à l'unanimité le 15 février la résolution 1659 (2006) par laquelle il a approuvé le Pacte pour l'Afghanistan adopté à l'issue de la Conférence de Londres.

Par la résolution 1662 (2006) du 23 mars, le Conseil a prorogé le mandat de la MANUA pour 12 mois conformément aux recommandations du Secrétaire général dans son rapport du 7 mars 2006 (S/2006/145).

Dans une déclaration faite à la presse par son président le 26 juillet, le Conseil s'est dit préoccupé par la sécurité en Afghanistan face à l'activité croissante des Taliban et autres groupes armés. À cet égard, les membres du Conseil ont réitéré leur soutien à l'action de la FIAS.

Timor-Leste

Le 29 août 2005, le Conseil a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (BUNUTIL), Sukehiro Hasegawa, sur le rapport du Secrétaire général (S/2005/533) concernant la situation politique et sécuritaire dans le pays ainsi que la mise en œuvre du mandat du BUNUTIL. Compte tenu des progrès réalisés, les membres du Conseil ont manifesté leur intention de revoir les modalités de la présence internationale à l'échéance du mandat du BUNUTIL en mai 2006.

Le 5 mai 2006, au cours d'une séance publique, le Représentant spécial a présenté le rapport de fin de mandat du BUNUTIL (S/2006/251 et Corr.1). Après avoir évoqué les difficultés internes et les risques potentiels liés aux élections de 2007, le Représentant spécial a souligné la proposition du Secrétaire général de créer un bureau intégré des Nations Unies. Tous les membres du Conseil à l'exception d'une délégation se sont déclarés favorables à la proposition et ont adopté à l'unanimité le 12 mai la résolution 1677 (2006) prévoyant un renouvellement technique du mandat du BUNUTIL jusqu'au 20 juin 2006.

Constatant une détérioration de la situation au Timor-Leste, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/25) le 25 mai, par laquelle il appuyait le déploiement de forces de défense et de sécurité du Portugal, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Malaisie. Le Conseil s'est par ailleurs félicité de l'intention du Secrétaire général de dépêcher un Envoyé spécial dans le but de faciliter le dialogue politique.

Le 20 juin, le Conseil a adopté la résolution 1690 (2006) prorogeant le mandat du BUNUTIL jusqu'au 20 août 2006 et priant le Secrétaire général de lui

présenter avant le 7 août 2006 un rapport sur le rôle des Nations Unies au Timor-Leste à expiration du mandat du BUNUTIL.

Europe

Kosovo (Serbie)

Lors d'une séance publique le 24 octobre 2005, le Conseil a entendu les exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général chargé d'un examen global de la situation au Kosovo, Kai Eide, et du Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), Søren Jessen-Petersen. Le Conseil a également entendu un exposé du Premier Ministre de Serbie, Vojislav Kostunica. Par une déclaration du Président (S/PRST/2005/51) adoptée à l'issue de consultations officielles le même jour, le Conseil a souligné qu'il apportait son appui au Secrétaire général, qui se proposait de lancer le processus politique devant déterminer le statut futur du Kosovo ainsi que de nommer un envoyé spécial chargé du dossier.

Le Secrétaire général a nommé à cette fin Martii Ahtisaari pour conduire les négociations directes sur le futur statut du Kosovo. M. Ahtisaari et son équipe ont conduit plusieurs séries de discussions qui ont porté dans un premier temps sur les éléments du statut futur du Kosovo puis sur le statut lui-même. L'Envoyé spécial a informé le Conseil le 7 mars ainsi que le 13 juillet 2006 de l'état de l'avancement des négociations.

Par ailleurs, le Conseil a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, les 14 février et 20 juin concernant la situation sur le terrain et les activités de la MINUK.

Géorgie

Lors de consultations officielles le 28 octobre 2005, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Géorgie, Heidi Tagliavini, a présenté le rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) (S/2005/657). Devant les membres du Conseil, elle a fait état des progrès limités dans le domaine des garanties de sécurité et de l'enregistrement du retour des personnes déplacées et rappelé que les parties devaient s'abstenir d'actes ou déclarations allant à l'encontre du processus de paix.

Le 26 janvier 2006, après avoir entendu en séance privée un nouvel exposé de la Représentante spéciale sur la situation en Abkhazie et sur les activités de la MONUG, le Conseil a adopté à l'unanimité le 31 janvier la résolution 1656 (2006) prorogeant le mandat de la MONUG jusqu'au 31 mars 2006.

À l'issue d'une réunion privée et après avoir pris note du dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (S/2006/173) le 28 mars, le Conseil a de nouveau prorogé le mandat de la MONUG pour une période de six mois, jusqu'au 15 octobre 2006, par la résolution 1666 (2006) adoptée à l'unanimité le 31 mars.

Lors de consultations tenues le 11 juillet, la Représentante spéciale du Secrétaire général a présenté au Conseil le rapport du Secrétaire général, en date du 26 juin (S/2006/435), dans lequel il soulignait les derniers progrès mais rappelait que la situation demeurait fragile. Prenant acte du rapport, les membres du Conseil ont appelé les parties à mettre en œuvre les demandes contenues dans la résolution 1666 (2006).

Bosnie-Herzégovine

Le 15 novembre 2005, le Conseil a entendu un exposé du Haut Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine, Paddy Ashdown, qui a souligné les progrès importants accomplis en Bosnie-Herzégovine. Au cours du débat qui a suivi, les membres du Conseil ont souligné leur satisfaction à cet égard, notamment dans les domaines institutionnel, judiciaire et de la réforme de la police et de la réconciliation nationale.

Le 21 novembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1639 (2005) autorisant le maintien de la Force multinationale de stabilisation (EUFOR) pour une nouvelle période de 12 mois. Il s'est félicité de ce que l'Union européenne ait décidé d'ouvrir avec la Bosnie-Herzégovine la négociation d'un accord de stabilisation et d'association.

Le 18 avril 2006, lors d'une séance publique, le Conseil a entendu un exposé du Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, Christian Schwarz-Schilling, informant le Conseil des activités menées par son bureau. Le Président du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, Adnan Terzić, a également pris la parole pour souligner que la Bosnie-Herzégovine avait clairement pour objectif de réaliser sa pleine intégration dans les structures européennes.

Chypre

Lors de consultations officieuses tenues le 7 décembre 2005, le Conseil a entendu un rapport du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, présentant le rapport du Secrétaire général du 29 novembre sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2005/743 et Corr.1). Reprenant les recommandations du Secrétaire général, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1642 (2005) le 14 décembre prorogeant le mandat de la Force jusqu'au 15 juin 2006.

Le 15 juin 2006, le Conseil a adopté la résolution 1687 (2006) prorogeant de nouveau le mandat de la Force jusqu'au 15 décembre 2006 conformément aux recommandations du Secrétaire général dans son rapport du 23 mai (S/2006/315).

Questions d'ordre général

Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Suite aux récents attentats perpétrés en Iraq, le Conseil a adopté à l'unanimité le 4 août 2005 la résolution 1618 (2005), condamnant avec la plus grande fermeté ces attentats terroristes. Le représentant de l'Iraq, invité par le Conseil, a pris la parole rappelant l'importance d'une politique cohérente de lutte contre le terrorisme.

Par une déclaration lue à la presse le 15 août, le Conseil a condamné énergiquement l'assassinat le 12 août du Ministre des affaires étrangères du Sri Lanka, Lakshman Kadirgamar, et a rappelé aux parties les dispositions de l'accord de cessez-le-feu.

Suite aux attentats perpétrés le 1^{er} octobre à Bali (Indonésie), le Conseil a adopté le 4 octobre une déclaration du Président (S/PRST/2005/45) dans laquelle il a condamné dans les termes les plus vigoureux ces actes terroristes.

Lors d'une séance publique tenue le 26 octobre, le Conseil a entendu les exposés des présidents du Comité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, du Comité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte contre le terrorisme et du Comité créé par la résolution 1540 (2004) sur leurs activités et programmes respectifs.

Le 31 octobre, à l'issue de consultations, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/53) condamnant vigoureusement la série d'attentats à la bombe ayant eu lieu à New Delhi le 29 octobre 2005.

Le 10 novembre, à l'issue de consultations, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/55) dans laquelle il a condamné énergiquement les attentats terroristes qui ont eu lieu le 9 novembre 2005 à Amman.

Le 21 décembre, le Conseil réuni en consultations officieuses a procédé à un examen global de la Direction du Comité contre le terrorisme. À l'issue de l'examen du rapport du Comité contre le terrorisme daté du 15 décembre 2005 (S/2005/800), le Conseil a fait siennes les conclusions du rapport et a adopté le 21 décembre une déclaration du Président (S/PRST/2005/64).

Lors d'une séance publique le 21 février 2006, les présidents du Comité contre le terrorisme, du Comité concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et du Comité créé par la résolution 1540 (2004) ont chacun exposé au Conseil les objectifs de leur comité et fait le point sur la situation.

Le 25 avril, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/18), par laquelle il a condamné les attentats terroristes qui avaient eu lieu la veille à Dahab (Égypte) et a souligné la nécessité de traduire en justice les auteurs, les organisateurs et les instigateurs de ces actes abominables, ainsi que ceux qui les avaient financés.

Le 30 mai, le Conseil a entendu les rapports d'activités des trois Comités chargés de la lutte contre le terrorisme en application des résolutions 1267 (1999), 1373 (2001) et 1540 (2004).

Le 29 juin, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/29) par laquelle il a fermement condamné l'enlèvement et l'exécution de diplomates russes en Iraq.

Le 12 juillet, le Président a lu une déclaration au nom du Conseil (S/PRST/2006/30) par laquelle le Conseil a condamné dans les termes les plus énergiques la série d'attentats à la bombe survenus dans différentes régions de l'Inde, notamment à Mumbai le 11 juillet.

Non-prolifération

Le Conseil a adopté le 29 mars 2006, une déclaration du Président (S/PRST/2006/15) par laquelle il a repris à son compte les demandes du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la République islamique d'Iran et demandé au Directeur général de l'AIEA de lui faire rapport, ainsi qu'au Conseil des gouverneurs, sur la mise en œuvre par ce pays de ces demandes.

Le 31 juillet, constatant au vu du rapport du Directeur général que la République islamique d'Iran n'avait pas mis en œuvre les demandes du Conseil des gouverneurs de l'AIEA reprise dans sa déclaration présidentielle, le Conseil de sécurité a adopté par 14 voix contre une (Qatar) la résolution 1696 (2006), placée sous l'Article 40 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour rendre obligatoire la suspension demandée par l'AIEA. Par cette résolution, le Conseil a appelé la République islamique d'Iran à mettre en œuvre les demandes de l'Agence, et exigé que le pays rétablisse la suspension complète de toutes les activités d'enrichissement et de retraitement, y compris la recherche-développement. Il a annoncé, au cas où la République islamique d'Iran ne se conformerait pas avec ces dispositions, que des mesures sous l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte seraient adoptées pour persuader le pays de le faire. Un rapport a été demandé au Directeur général de l'AIEA.

Lettre datée du 4 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

Suite à des essais de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée, le Conseil de sécurité, saisi d'une lettre du Représentant permanent du Japon (S/2006/481), a adopté le 15 juillet 2006 la résolution 1695 (2006) par laquelle, agissant conformément à sa responsabilité principale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, il a exigé de la République populaire démocratique de Corée qu'elle suspende toutes les activités liées à son programme de missiles balistiques et rétablisse dans ce contexte ses engagements antérieurs en faveur d'un moratoire sur les tirs de missiles. Cette résolution exprime l'attachement du Conseil aux pourparlers à six.

Comité créé par la résolution 1540 (2004)

Le 27 avril 2006, le Comité créé par la résolution 1540 (2004) a présenté son rapport au Conseil. Ce rapport prévoit l'adoption d'un nouveau programme de travail pour les deux prochaines années. Le même jour, le Conseil a adopté la résolution 1673 (2006) reconduisant pour deux ans le mandat du Comité. Cette résolution prévoit que le Comité adressera en 2008 au Conseil un rapport indiquant si la résolution 1540 (2004) a été appliquée, moyennant la mise à exécution des demandes qu'elle contient.

Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité internationales

Lors d'un débat public tenu le 22 juin 2006 sur la question intitulée « Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité internationales », le Conseil a entendu des exposés du Conseiller juridique des Nations Unies et de la Présidente de la Cour internationale de Justice, juge Rosalyn Higgins. À l'issue du débat, le Conseil a adopté une déclaration présidentielle (S/PRST/2006/28) par laquelle il a réaffirmé le rôle du droit international s'agissant de promouvoir la stabilité et l'ordre dans les relations internationales. Le Conseil a également souligné son attachement au règlement pacifique des différends, notamment le recours aux mécanismes préventifs régionaux et à la Cour internationale de Justice. Il a par ailleurs insisté que le renforcement des activités relatives à l'état de droit est crucial pour la consolidation de la paix dans les sociétés qui sortent d'un conflit et a souligné à cet égard le rôle de la Commission de consolidation de la paix. Les membres du Conseil ont appelé les États à exécuter leurs obligations de mettre fin à l'impunité et rappelé le rôle important des sanctions pour le maintien et le rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Ils se sont enfin engagés à veiller à ce que des procédures équitables et claires soient en place pour l'inscription d'individus et d'entités sur les listes de sanctions et pour leur radiation de celles-ci.

Cour internationale de Justice

Le 7 novembre 2005, votant parallèlement à l'Assemblée générale, le Conseil a élu Mohamed Bennouna, Thomas Buergenthal, Kenneth Keith, Bernard Sepúlveda Amor et Leonid Skotnikov

membres de la Cour internationale de Justice pour un mandat prenant effet le 6 février 2006.

Tribunaux internationaux

Après avoir pris note de la lettre du Secrétaire général (S/2005/593), le Conseil a adopté la résolution 1629 (2005) le 30 septembre 2005 affectant la juge Christine Van Den Wyngaert en qualité de juge permanent du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour siéger dans l'affaire *Procureur c. Mrksic et al.*

Lors de réunions publiques tenues les 15 décembre 2005 et 7 juin 2006, le Conseil a entendu des exposés des présidents et procureurs du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les membres du Conseil ont encouragé les deux tribunaux à poursuivre leurs stratégies d'achèvement des travaux et ont estimé que le transfert d'Ante Gotovina au Tribunal pour l'ex-Yougoslavie constituait une étape notable et qu'il fallait que les pays de la région continuent de collaborer étroitement afin que les autres inculpés soient déférés devant les tribunaux compétents.

Le 28 février 2006, après examen de la proposition du Président du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1660 (2006) par laquelle il a donné au Secrétaire général la possibilité de désigner parmi les juges *ad litem* élus conformément à l'article 13 *ter* du Statut du Tribunal des juges de réserve qui assisteront à toutes les phases du procès auquel ils auront été affectés et qui remplaceront un juge qui serait dans l'incapacité de continuer à siéger.

Lors de consultations officieuses tenues le 31 mars sur la question du décès de l'ancien Président de l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milosević, le Conseil a eu une vidéoconférence avec le Président et le Greffier du Tribunal, qui ont donné des informations sur les installations médicales du Tribunal ainsi que sur l'avancement des enquêtes en cours. Le Conseil leur a demandé de le tenir au courant des progrès de l'enquête concernant le décès de M. Milosević.

Suite à la lettre adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil et au Président de l'Assemblée générale le 27 mars 2006 (S/2006/199), le Conseil a adopté le 10 avril la résolution 1668 (2006), par laquelle il a décidé que le juge Joaquin Canivell

pouvait continuer à siéger en sa qualité de juge *ad litem*.

Le 13 juin, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1684 (2006) décidant de proroger jusqu'au 31 décembre 2008 le mandat de 11 juges permanents du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Groupe de travail sur les tribunaux

Suite à la demande du Président du Tribunal, le Groupe de travail sur les tribunaux internationaux a discuté le 20 janvier 2006 de la possibilité d'amender le statut du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie dans le but de faire siéger un quatrième juge dans les trois chambres du Tribunal. Le Groupe de travail ayant trouvé mérite à l'amendement proposé, le Bureau des affaires juridiques a été chargé de coordonner avec le Tribunal la rédaction de l'amendement.

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Lors d'une séance publique tenue le 22 février 2006, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint, Mark Malloch Brown, sur les mesures prises par le Secrétariat concernant l'audit réalisé récemment par le Bureau des services de contrôle interne, portant sur les achats dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

Lors d'une séance publique tenue le 23 février, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix sur les progrès accomplis par le Département des opérations de maintien de la paix concernant la mise en œuvre de la stratégie de la prévention de l'exploitation et des abus sexuels dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Le Conseiller du Secrétaire général pour la question du personnel de maintien de la paix des Nations Unies et de l'exploitation et des abus sexuels et Représentant permanent de la Jordanie, le Prince Zeid Al-Husseini, est également intervenu pour présenter le programme de réformes au Conseil.

Le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix a poursuivi activement ses travaux et tenu sept réunions afin de promouvoir et d'améliorer la coopération entre les membres du Conseil, les pays fournissant des contingents, d'autres acteurs de premier plan et le Secrétariat. Ces réunions ont surtout porté sur d'importantes questions de maintien de la paix, notamment la coopération entre les missions,

l'évolution de la situation dans la région de l'Érythrée et de l'Éthiopie et l'avenir de la MINUEE.

Armes légères

Le 20 mars 2006, le Conseil a tenu un débat public sur le rapport du Secrétaire général sur les armes légères daté du 17 février 2006 (S/2006/109). La représentante du Département des affaires de désarmement a souligné qu'aider les États à se doter des moyens nécessaires pour améliorer l'efficacité des embargos sur les armes était une activité à poursuivre plus en avant, notamment au niveau de la surveillance aérienne et maritime des frontières ainsi que des mesures de contrôle à long terme des processus de désarmement, démobilisation et réinsertion. Les membres du Conseil ainsi que les représentants d'États invités au débat ont quant à eux souligné l'importance d'aligner les législations nationales sur les embargos sur les armes imposés par le Conseil de sécurité.

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le 17 octobre 2005, le Conseil a adopté la résolution 1631 (2005) sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins de maintien de la paix et la sécurité internationales, par laquelle il a établi un cadre de dialogue et une coopération renforcée entre le Conseil de sécurité et ces organisations notamment par le moyen de réunions périodiques. Des représentants de haut niveau d'organisations régionales et sous-régionales ont participé au débat (Commission de l'Union africaine, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Communauté d'États indépendants, Conseil de l'Europe, Union européenne, Ligue des États arabes, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Organisation des États américains, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Processus de coopération de l'Europe du Sud-Est).

Les femmes et la paix et la sécurité

Le 27 octobre 2005, le Conseil a tenu un débat public pour marquer le cinquième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité. Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a donné des exemples de progrès réalisés en matière de protection

des femmes et de leur participation au maintien de la paix. À l'issue du débat auquel près de 40 orateurs ont participé, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2005/52), réaffirmant sa volonté de voir poursuivre l'application de la résolution 1325 (2000) et priant instamment les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales ainsi que le système des Nations Unies d'accroître la participation des femmes aux décisions qui concernent tous les processus de paix, ainsi que la reconstruction et le relèvement des sociétés qui sortent d'un conflit.

Situation humanitaire en Afrique

Le 19 décembre 2005, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Jan Egeland, sur la situation humanitaire en Afrique. Il a insisté sur le lien qui existait entre les crises humanitaires et la paix et la sécurité et a appelé le Conseil à agir. Les membres du Conseil se sont dits préoccupés et ont souligné qu'il était important d'assurer une meilleure protection des civils et une meilleure garantie de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Lors de consultations tenues le 20 avril 2006, le Conseil a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires qui a souligné l'aggravation de la situation humanitaire, l'obstruction du Gouvernement soudanais, les violences commises par les rebelles et l'affaiblissement du soutien de la communauté internationale au Darfour. Cette conjugaison désastreuse avait presque réduit à néant les opérations de secours. Il a également souligné qu'il fallait faire davantage pression sur le Gouvernement soudanais et les mouvements rebelles pour qu'ils respectent le cessez-le-feu et concluent un accord de paix. Concernant le nord de l'Ouganda, le Secrétaire général adjoint a annoncé que, bien que la situation demeurait mauvaise, la communauté internationale travaillait avec le Gouvernement ougandais pour mettre en place un plan d'action concret qui permettrait d'améliorer la situation humanitaire. Il a néanmoins prié le Conseil de rester saisi de la question et les membres du Conseil ont instamment prié toutes les parties de s'efforcer d'améliorer la situation humanitaire sur le terrain.

Protection des civils en période de conflit armé

Le 9 décembre 2005, le Conseil a tenu un débat public sur la protection des civils en période de conflit

armé au cours duquel le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et le Vice-Président du Comité international de la Croix-Rouge, Jacques Forster, ont pris la parole, ainsi que les membres du Conseil et quelques représentants d'autres États Membres. Les discussions ont porté sur la nécessité d'éviter les conflits armés et de s'attaquer à leur cause profonde, le rôle des missions de maintien de la paix et des organisations régionales en matière de protection et les difficultés rencontrées pour faire face aux violences sexuelles et mettre fin à l'impunité.

Le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1674 (2006) le 28 avril 2006, dans laquelle il a exigé que soient prises les mesures nécessaires pour traiter des divers aspects de la question de la protection des civils en période de conflit armé.

Commission de consolidation de la paix

Le 20 décembre 2005, le Conseil a adopté la résolution 1645 (2005) par laquelle il donnait effet à la décision prise lors du Sommet mondial de septembre 2005 de créer une Commission de consolidation de la paix.

Le même jour, le Conseil a adopté la résolution 1646 (2005) par laquelle il a décidé que les membres permanents du Conseil siègeraient au Comité d'organisation de la Commission ainsi que deux membres non permanents qui seraient choisis tous les ans.

Le 13 janvier 2006, faisant suite à l'adoption de la résolution 1646 (2005), le Conseil a décidé à l'unanimité que les deux membres non permanents du Conseil siégeant pour l'année 2006 au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix seraient le Danemark et la République Unie de Tanzanie (voir S/2006/25).

Les enfants et les conflits armés

Le 21 février 2006, le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix a fait un exposé au Groupe de travail créé par la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés.

Le 24 juillet, suite à une séance du Conseil sur la question intitulée « Les enfants et les conflits armés », le Président a lu une déclaration (S/PRST/2006/33) par laquelle les membres du Conseil se félicitaient des

progrès accomplis depuis l'adoption de la résolution 1612 (2005) et notamment de la mise en place du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les enfants et les conflits armés. Le Conseil s'est également félicité de la nomination de la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Radhika Coomaraswamy. Le Conseil a souligné également l'importance qu'il y avait à investir durablement dans le développement, notamment dans la santé, l'éducation et la formation professionnelle afin d'assurer une bonne réinsertion des enfants dans la société. Le Conseil a enfin déclaré qu'il attendait avec intérêt le prochain rapport sur l'application de la résolution 1612 (2005) et de ses résolutions précédentes concernant les enfants touchés par les conflits armés.

Organes subsidiaires

Lors d'une séance publique tenue le 19 décembre 2005, le Conseil a entendu les rapports de cinq représentants permanents en tant que présidents sortant d'organes subsidiaires du Conseil. Un compte rendu des travaux des Comités concernant la Somalie, la Sierra Leone, l'Iraq, la non-prolifération des armes de destruction massive [Comité créé par la résolution 1540 (2004)] et la République démocratique du Congo, ainsi que du Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004) et du Groupe de travail sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique a été présenté.

Méthodes de travail du Conseil de sécurité

Le 19 juillet 2006, les membres du Conseil de sécurité ont fait leur une note du Président du Conseil de sécurité (S/2006/507) résumant les résultats obtenus par le Groupe de travail informel du Conseil sur la

documentation et autres questions de procédure depuis janvier 2006.

Questions diverses

Sommet du Conseil de sécurité

Lors d'une réunion au niveau des chefs d'État et de gouvernement tenue le 14 septembre 2005, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1624 (2005) demandant à tous les États d'interdire par la loi l'incitation à commettre des actes terroristes, ainsi que la résolution 1625 (2005) renforçant le rôle du Conseil de sécurité dans la prévention des conflits, en particulier en Afrique.

Rencontre informelle

Le 6 février 2006, le Conseil a invité le Président de la Commission des relations étrangères du Sénat des États-Unis, accompagné d'autres sénateurs, à une rencontre informelle avec les membres du Conseil de sécurité.

République islamique d'Iran

Le 9 décembre 2005, dans une déclaration à la presse, le Président du Conseil a condamné les observations faites par le Président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, concernant Israël et le déni de l'Holocauste.

Admission de nouveaux Membres

Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité le 22 juin 2006 la résolution 1691 (2006) par laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale d'admettre la République du Monténégro à l'Organisation des Nations Unies.

Première partie
Travaux se rapportant à toutes les questions
examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien
de la paix et de la sécurité internationales

I
Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité
entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
1618 (2005)	4 août 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
1619 (2005)	11 août 2005	La situation concernant l'Iraq
1620 (2005)	31 août 2005	La situation en Sierra Leone
1621 (2005)	6 septembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
1622 (2005)	13 septembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1623 (2005)	13 septembre 2005	La situation en Afghanistan
1624 (2005)	14 septembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales
1625 (2005)	14 septembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales
1626 (2005)	19 septembre 2005	La situation au Libéria
1627 (2005)	23 septembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1628 (2005)	30 septembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
1629 (2005)	30 septembre 2005	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
1630 (2005)	14 octobre 2005	La situation en Somalie
1631 (2005)	17 octobre 2005	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
1632 (2005)	18 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
1633 (2005)	21 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
1634 (2005)	28 octobre 2005	La situation concernant le Sahara occidental
1635 (2005)	28 octobre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
1636 (2005)	31 octobre 2005	La situation au Moyen-Orient
1637 (2005)	8 novembre 2005	La situation concernant l'Iraq
1638 (2005)	11 novembre 2005	La situation au Libéria
1639 (2005)	21 novembre 2005	La situation en Bosnie-Herzégovine
1640 (2005)	23 novembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1641 (2005)	30 novembre 2005	La situation au Burundi
1642 (2005)	14 décembre 2005	La situation à Chypre
1643 (2005)	15 décembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
1644 (2005)	15 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient
1645 (2005)	20 décembre 2005	Consolidation de la paix après les conflits
1646 (2005)	20 décembre 2005	Consolidation de la paix après les conflits
1647 (2005)	20 décembre 2005	La situation au Libéria
1648 (2005)	21 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient (FNUOD)
1649 (2005)	21 décembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
1650 (2005)	21 décembre 2005	La situation au Burundi
1651 (2005)	21 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1652 (2006)	24 janvier 2006	La situation en Côte d'Ivoire
1653 (2006)	27 janvier 2006	La situation dans la région des Grands Lacs
1654 (2006)	31 janvier 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
1655 (2006)	31 janvier 2006	La situation au Moyen-Orient (FINUL)
1656 (2006)	31 janvier 2006	La situation en Géorgie
1657 (2006)	6 février 2006	La situation en Côte d'Ivoire
1658 (2006)	14 février 2006	La question concernant Haïti

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
1659 (2006)	15 février 2006	La situation en Afghanistan
1660 (2006)	28 février 2006	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
1661 (2006)	14 mars 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1662 (2006)	23 mars 2006	La situation en Afghanistan
1663 (2006)	24 mars 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1664 (2006)	29 mars 2006	La situation au Moyen-Orient
1665 (2006)	29 mars 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1666 (2006)	31 mars 2006	La situation en Géorgie
1667 (2006)	31 mars 2006	La situation au Libéria
1668 (2006)	10 avril 2006	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
1669 (2006)	10 avril 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
1670 (2006)	13 avril 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1671 (2006)	25 avril 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
1672 (2006)	25 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1673 (2006)	27 avril 2006	Non-prolifération des armes de destruction massive
1674 (2006)	28 avril 2006	Protection des civils en période de conflit armé
1675 (2006)	28 avril 2006	La situation concernant le Sahara occidental
1676 (2006)	10 mai 2006	La situation en Somalie
1677 (2006)	12 mai 2006	La situation au Timor-Leste
1678 (2006)	15 mai 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1679 (2006)	16 mai 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
1680 (2006)	17 mai 2006	La situation au Moyen-Orient

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
1681 (2006)	31 mai 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
1682 (2006)	2 juin 2006	La situation en Côte d'Ivoire
1683 (2006)	13 juin 2006	La situation au Libéria
1684 (2006)	13 juin 2006	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994
1685 (2006)	13 juin 2006	La situation au Moyen-Orient (FNUOD)
1686 (2006)	15 juin 2006	La situation au Moyen-Orient
1687 (2006)	15 juin 2006	La situation à Chypre
1688 (2006)	16 juin 2006	La situation en Sierra Leone
1689 (2006)	20 juin 2006	La situation au Libéria
1690 (2006)	20 juin 2006	La situation au Timor-Leste
1691 (2006)	22 juin 2006	Admission de nouveaux Membres
1692 (2006)	30 juin 2006	La situation au Burundi
1693 (2006)	30 juin 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
1694 (2006)	13 juillet 2006	La situation au Libéria
1695 (2006)	15 juillet 2006	Lettre datée du 4 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/481)
1696 (2006)	31 juillet 2006	Non-prolifération
1697 (2006)	31 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient (FINUL)
1698 (2006)	31 juillet 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo

II Déclarations prononcées par le Président du Conseil de sécurité entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2005/38	2 août 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2005/39	19 août 2005	La situation en Guinée-Bissau
S/PRST/2005/40	23 août 2005	La situation en Afghanistan
S/PRST/2005/41	30 août 2005	La situation au Burundi
S/PRST/2005/42	20 septembre 2005	Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends
S/PRST/2005/43	22 septembre 2005	La situation au Burundi
S/PRST/2005/44	23 septembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PRST/2005/45	4 octobre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2005/46	4 octobre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2005/47	4 octobre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2005/48	13 octobre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2005/49	14 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2005/50	18 octobre 2005	La question concernant Haïti
S/PRST/2005/51	24 octobre 2005	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PRST/2005/52	27 octobre 2005	Les femmes, la paix et la sécurité
S/PRST/2005/53	31 octobre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2005 /54	9 novembre 2005	La situation en Somalie
S/PRST/2005/55	10 novembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2005/56	23 novembre 2005	La situation en Afghanistan
S/PRST/2005/57	30 novembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2005/58	30 novembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2005/59	7 décembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2005/60	9 décembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2005/61	12 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2005/62	14 décembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2005/63	20 décembre 2005	La situation en Sierra Leone
S/PRST/2005/64	21 décembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2005/65	21 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient (FNUOD)
S/PRST/2005/66	21 décembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2005/67	21 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2006/1	6 janvier 2006	La question concernant Haïti
S/PRST/2006/2	19 janvier 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/3	23 janvier 2006	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2006/4	25 janvier 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
S/PRST/2006/5	3 février 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2006/6	3 février 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
S/PRST/2006/7	9 février 2006	La question concernant Haïti
S/PRST/2006/8	14 février 2006	La situation concernant l'Iraq
S/PRST/2006/9	23 février 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/10	24 février 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
S/PRST/2006/11	15 mars 2006	La situation en Somalie
S/PRST/2006/12	23 mars 2006	La situation au Burundi
S/PRST/2006/13	27 mars 2006	La question concernant Haïti
S/PRST/2006/14	29 mars 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/15	29 mars 2006	Non-prolifération
S/PRST/2006/16	11 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2006/17	25 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PRST/2006/18	25 avril 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2006/19	25 avril 2006	La situation au Tchad et au Soudan
S/PRST/2006/20	27 avril 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/21	9 mai 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PRST/2006/22	15 mai 2006	La question concernant Haïti
S/PRST/2006/23	24 mai 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/24	24 mai 2006	La situation concernant l'Iraq
S/PRST/2006/25	25 mai 2006	La situation au Timor-Leste
S/PRST/2006/26	13 juin 2006	La situation au Moyen-Orient (FNUOD)
S/PRST/2006/27	22 juin 2006	Admission de nouveaux Membres
S/PRST/2006/28	22 juin 2006	Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité internationales
S/PRST/2006/29	29 juin 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2006/30	12 juillet 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
S/PRST/2006/31	13 juillet 2006	La situation en Somalie
S/PRST/2006/32	19 juillet 2006	La situation en Côte d'Ivoire
S/PRST/2006/33	24 juillet 2006	Les enfants et les conflits armés
S/PRST/2006/34	27 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient
S/PRST/2006/35	30 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient

III

Communiqués officiels publiés par le Conseil de sécurité entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.5253	31 août 2005	La situation en Côte d'Ivoire
S/PV.5257	9 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5258	12 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5265	21 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5267	21 septembre 2005	La situation concernant l'Iraq
S/PV.5271	29 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5279	13 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
S/PV.5286	19 octobre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5291	24 octobre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.5310	28 novembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5316	7 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5322	13 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PV.5330	16 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5333	20 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5345	13 janvier 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PV.5348	17 janvier 2006	La situation en Afghanistan
S/PV.5349	19 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5355	25 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5357	26 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.5358	26 janvier 2006	La situation en Géorgie
S/PV.5367	9 février 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5370	10 février 2006	La situation en Afghanistan
S/PV.5383	13 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5391	21 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5395	24 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5398	28 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5414	18 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PV.5416	19 avril 2006	Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense
S/PV.5418	21 avril 2006	La situation au Moyen Orient
S/PV.5420	25 avril 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5427	27 avril 2006	La situation en Côte d'Ivoire

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Numéro</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/PV.5433	8 mai 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5447	31 mai 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5449	31 mai 2006	Exposé du Président de l'Union africaine
S/PV.5452	6 juin 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5460	14 juin 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
S/PV.5464	15 juin 2006	La situation concernant l'Iraq
S/PV.5475	27 juin 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5483	11 juillet 2006	La situation en Géorgie
S/PV.5485	13 juillet 2006	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
S/PV.5495	25 juillet 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
S/PV.5496	26 juillet 2006	La situation en Afghanistan

IV
Récapitulatifs mensuels des travaux du Conseil
de sécurité établis par ceux qui en ont assuré
la présidence entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Mois</i>	<i>Pays</i>	<i>Cote</i>
Août 2005	Japon	S/2005/637
Septembre 2005	Philippines	S/2005/791
Octobre 2005	Roumanie	S/2005/763
Novembre 2005	Fédération de Russie	S/2006/142
Décembre 2005	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	S/2006/153
Janvier 2006	République-Unie de Tanzanie	S/2006/653
Février 2006	États-Unis d'Amérique	S/2006/322
Mars 2006	Argentine	S/2006/324
Avril 2006	Chine	S/2006/295
Mai 2006	Congo	S/2006/661
Juin 2006	Danemark	S/2006/663
Juillet 2006	France	S/2006/664

V Séances du Conseil de sécurité tenues entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5245	2 août 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5246	4 août 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5247	11 août 2005	La situation concernant l'Iraq Lettre datée du 3 août 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/509)
5248	19 août 2005	La situation en Guinée-Bissau
5249	23 août 2005	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2005/525)
5250	24 août 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5251	29 août 2005	La situation au Timor-Leste Rapport intérimaire du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (S/2005/533)
5252	30 août 2005	La situation au Burundi
5253	31 août 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5254	31 août 2005	La situation en Sierra Leone Vingt-cinquième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2005/273 et Add.1 et 2)
5255	6 septembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo Rapport spécial du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les élections en République démocratique du Congo (S/2005/320 et Add.1)
5256	7 septembre 2005	La situation concernant l'Iraq

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5257	9 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5258	12 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5259	13 septembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2005/553 et Add.1)
5260	13 septembre 2005	La situation en Afghanistan
5261	14 septembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales
5262	19 septembre 2005	Examen du projet de rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
5263	19 septembre 2005	La situation au Libéria Huitième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2005/560)
5264	20 septembre 2005	Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends Lettre datée du 7 septembre 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2005/594)
5265	21 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5266	21 septembre 2005	La situation concernant l'Iraq Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2005/585)
5267	21 septembre 2005	La situation concernant l'Iraq
5268	22 septembre 2005	La situation au Burundi Rapport spécial du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi (S/2005/586)
5269	23 septembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2005/579)
5270	23 septembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5271	29 septembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5272	30 septembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo Dix-neuvième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2005/603)
5273	30 septembre 2005	Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Lettres identiques datées du 14 septembre 2005, adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/593)
5274	4 octobre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5275	4 octobre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5276	4 octobre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5277	13 octobre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5278	13 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5279	13 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5280	14 octobre 2005	La situation en Somalie Lettre datée du 5 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie (S/2005/625)
5281	14 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5282	17 octobre 2005	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales Lettre datée du 10 octobre 2005, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2005/638)
5283	18 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5284	18 octobre 2005	La question concernant Haïti
5285	18 octobre 2005	La question concernant Haïti Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2005/631)
5286	19 octobre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5287	20 octobre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5288	21 octobre 2005	La situation en Côte d'Ivoire

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5289	24 octobre 2005	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Lettre datée du 7 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/635)
5290	24 octobre 2005	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Lettre datée du 7 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/635)
5291	24 octobre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5292	25 octobre 2005	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 20 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/662)
5293	26 octobre 2005	Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)
5294	27 octobre 2005	Les femmes, la paix et la sécurité Rapport du Secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (S/2005/636)
5295	28 octobre 2005	La situation concernant le Sahara occidental Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2005/648)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5296	28 octobre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo Dix-neuvième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2005/603)
5297	31 octobre 2005	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 20 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/662)
5298	31 octobre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5299	7 novembre 2005	Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice (S/2005/446, S/2005/447 et Corr.1 et Add.1, et S/2005/448 et Corr.1)
5300	8 novembre 2005	La situation concernant l'Iraq
5301	9 novembre 2005	La situation concernant l'Iraq
5302	9 novembre 2005	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2005/642)
5303	10 novembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5304	11 novembre 2005	La situation au Libéria
5305	15 novembre 2005	Mission du Conseil de sécurité Exposé du chef de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale
5306	15 novembre 2005	La situation en Bosnie-Herzégovine Lettre datée du 7 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/706)
5307	21 novembre 2005	La situation en Bosnie-Herzégovine Lettre datée du 2 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/698)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
		Lettre datée du 7 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/706)
5308	23 novembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5309	23 novembre 2005	La situation en Afghanistan
5310	28 novembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5311	30 novembre 2005	La situation au Burundi Cinquième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi (S/2005/728)
5312	30 novembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5313	30 novembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5314	30 novembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5315	6 décembre 2005	Mission du Conseil de sécurité Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale du 4 au 11 novembre 2005 (S/2005/716)
5316	7 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5317	7 décembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5318	9 décembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire
5319	9 décembre 2005	Protection des civils en période de conflit armé Rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés (S/2005/740)
5320	12 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient
5321	13 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5322	13 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5323	13 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 12 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/775)
5324	14 décembre 2005	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2005/743 et Corr.1)
5325	14 décembre 2005	La situation concernant l'Iraq Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2005/766)
5326	14 décembre 2005	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5327	15 décembre 2005	La situation en Côte d'Ivoire Lettre datée du 7 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2005/699)
5328	15 décembre 2005	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994 Lettre datée du 30 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2005/781)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
		Lettre datée du 5 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (S/2005/782)
5329	15 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient
		Lettre datée du 12 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/775)
5330	16 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5331	19 décembre 2005	La situation en Afrique
		Exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence
5332	19 décembre 2005	Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité
5333	20 décembre 2005	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5334	20 décembre 2005	La situation en Sierra Leone
		Vingt-septième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2005/777)
5335	20 décembre 2005	Consolidation de la paix après les conflits
5336	20 décembre 2005	La situation au Libéria

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
		Lettre datée du 7 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria (S/2005/745)
5337	20 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5338	21 décembre 2005	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5339	21 décembre 2005	La situation au Moyen-Orient
		Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (S/2005/767)
5340	21 décembre 2005	La situation concernant la République démocratique du Congo
5341	21 décembre 2005	La situation au Burundi
		Cinquième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi (S/2005/728)
5342	21 décembre 2005	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5343	6 janvier 2006	La question concernant Haïti
5344	13 janvier 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
		Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2005/821)
		Rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2005/825)
5345	13 janvier 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
		Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2005/821)
		Rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2005/825)
5346	16 janvier 2006	Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
5347	17 janvier 2006	La situation en Afghanistan

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5348	17 janvier 2006	La situation en Afghanistan
5349	19 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5350	19 janvier 2006	La situation en Côte d'Ivoire Septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/2)
5351	23 janvier 2006	La situation au Timor-Leste Rapport intérimaire du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (S/2006/24)
5352	23 janvier 2006	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 26 octobre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/673)
5353	24 janvier 2006	Exposé du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
5354	24 janvier 2006	La situation en Côte d'Ivoire Septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/2)
5355	25 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5356	25 janvier 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
5357	26 janvier 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5358	26 janvier 2006	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2006/19)
5359	27 janvier 2006	La situation dans la région des Grands Lacs Paix, sécurité et développement dans la région des Grands Lacs Lettre datée du 18 janvier 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/27)
5360	31 janvier 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo
5361	31 janvier 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5362	31 janvier 2006	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2006/26)
5363	31 janvier 2006	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2006/19)
5364	3 février 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5365	3 février 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5366	6 février 2006	La situation en Côte d'Ivoire Lettre datée du 1 ^{er} février 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/71)
5367	9 février 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5368	9 février 2006	La question concernant Haïti Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2006/60)
5369	10 février 2006	La situation en Afghanistan
5370	10 février 2006	La situation en Afghanistan
5371	14 février 2006	La situation concernant l'Iraq
5372	14 février 2006	La question concernant Haïti Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (S/2006/60)
5373	14 février 2006	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2006/45)
5374	15 février 2006	La situation en Afghanistan
5375	21 février 2006	Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité
5376	22 février 2006	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
5377	22 février 2006	La question concernant Haïti
5378	23 février 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5379	23 février 2006	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies
5380	24 février 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5381	28 février 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5382	28 février 2006	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5383	13 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5384	14 mars 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2006/140)
5385	14 mars 2006	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2006/145)
5386	15 mars 2006	La situation concernant l'Iraq Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2006/137)
5387	15 mars 2006	La situation en Somalie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Somalie (S/2006/122)
5388	16 mars 2006	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 14 mars 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/161)
5389	17 mars 2006	La situation au Libéria
5390	20 mars 2006	Armes légères Rapport du Secrétaire général sur les armes légères (S/2006/109)
5391	21 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5392	21 mars 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan Rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2006/148) Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2006/160)
5393	23 mars 2006	La situation en Afghanistan Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2006/145)
5394	23 mars 2006	La situation au Burundi Sixième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi (S/2006/163)
5395	24 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5396	24 mars 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan Rapport mensuel du Secrétaire général sur le Darfour (S/2006/148) Rapport du Secrétaire général sur le Soudan (S/2006/160)
5397	27 mars 2006	La question concernant Haïti
5398	28 mars 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5399	29 mars 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5400	29 mars 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5401	29 mars 2006	La situation au Moyen-Orient Rapport présenté par le Secrétaire général conformément au paragraphe 6 de la résolution 1644 (2005) (S/2006/176)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5402	29 mars 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan Lettre datée du 30 janvier 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan (S/2006/65)
5403	29 mars 2006	Non-prolifération
5404	30 mars 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5405	31 mars 2006	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2006/173)
5406	31 mars 2006	La situation au Libéria Dixième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2006/159)
5407	10 avril 2006	Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 Lettre datée du 27 mars 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/199)
5408	10 avril 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 30 mars 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/206)
5409	11 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5410	13 avril 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie Rapport du Secrétaire général sur l'Éthiopie et l'Érythrée (S/2006/140)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5411	17 avril 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 10 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de Bahreïn auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/227) Lettre datée du 11 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/239) Lettre datée du 12 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/240)
5412	18 avril 2006	La situation en Bosnie-Herzégovine
5413	18 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5414	18 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5415	19 avril 2006	Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense
5416	19 avril 2006	Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense
5417	21 avril 2006	La situation au Moyen-Orient
5418	21 avril 2006	La situation au Moyen-Orient
5419	24 avril 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5420	25 avril 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5421	25 avril 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 12 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/219)
5422	25 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5423	25 avril 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5424	25 avril 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5425	25 avril 2006	La situation au Tchad et au Soudan Lettre datée du 13 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/256)
5426	27 avril 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5427	27 avril 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5428	27 avril 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5429	27 avril 2006	Non-prolifération des armes de destruction massive Lettre datée du 25 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) (S/2006/257)
5430	28 avril 2006	Protection des civils en période de conflit armé Rapport du Secrétaire général sur la protection des civils dans les conflits armés (S/2005/740)
5431	28 avril 2006	La situation concernant le Sahara occidental Rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2006/249)
5432	5 mai 2006	La situation au Timor-Leste Rapport de fin de mandat sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste, établi par le Secrétaire général (S/2006/251)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5433	8 mai 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5434	9 mai 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5435	10 mai 2006	La situation en Somalie Lettre datée du 4 mai 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie (S/2006/229)
5436	12 mai 2006	La situation au Timor-Leste Rapport de fin de mandat sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste, établi par le Secrétaire général (S/2006/251)
5437	15 mai 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5438	15 mai 2006	La question concernant Haïti
5439	16 mai 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5440	17 mai 2006	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 18 avril 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/248)
5441	19 mai 2006	La situation au Tchad et au Soudan
5442	24 mai 2006	La situation en Côte d'Ivoire Huitième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/222)
5443	24 mai 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5444	24 mai 2006	La situation concernant l'Iraq
5445	25 mai 2006	La situation au Timor-Leste Lettre datée du 24 mai 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/319)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5446	30 mai 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5447	31 mai 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5448	31 mai 2006	Exposé du Président de l'Union africaine
5449	31 mai 2006	Exposé du Président de l'Union africaine
5450	31 mai 2006	La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie
5451	2 juin 2006	La situation en Côte d'Ivoire
5452	6 juin 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5453	7 juin 2006	<p>Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991</p> <p>Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994</p> <p>Lettre datée du 29 mai 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2006/353)</p>

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
		Lettre datée du 29 mai 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (S/2006/358)
5454	13 juin 2006	La situation au Libéria
5455	13 juin 2006	Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994
		Lettre datée du 3 mai 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/349)
5456	13 juin 2006	La situation au Moyen-Orient
		Rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (S/2006/333)
5457	13 juin 2006	La situation au Timor-Leste
5458	14 juin 2006	La situation au Moyen-Orient
		Lettre datée du 10 juin 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/375)
5459	14 juin 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5460	14 juin 2006	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan
5461	15 juin 2006	La situation au Moyen-Orient
		Lettre datée du 10 juin 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/375)

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5462	15 juin 2006	Mission du Conseil de sécurité Exposé de la mission du Conseil de sécurité au Soudan, au Tchad et au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba
5463	15 juin 2006	La situation concernant l'Iraq Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2006/360)
5464	15 juin 2006	La situation concernant l'Iraq Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2006/360)
5465	15 juin 2006	La situation à Chypre Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations Unies à Chypre (S/2006/315)
5466	16 juin 2006	Mission du Conseil de sécurité Exposé du chef de la mission du Conseil de sécurité en République démocratique du Congo
5467	16 juin 2006	La situation en Sierra Leone Lettre datée du 31 mars 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/207) Lettre datée du 15 juin 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (S/2006/406)
5468	20 juin 2006	La situation au Libéria Lettre datée du 7 juin 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria (S/2006/379)

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5469	20 juin 2006	La situation au Timor-Leste Lettre datée du 13 juin 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/383) Lettre datée du 13 juin 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Timor-Leste auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/391)
5470	20 juin 2006	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2006/361)
5471	21 juin 2006	Admission de nouveaux Membres Note du Secrétaire général (S/2006/409)
5472	21 juin 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne
5473	22 juin 2006	Admission de nouveaux Membres Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies de la République du Monténégro (S/2006/425)
5474	22 juin 2006	Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité internationales Lettre datée du 7 juin 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/367)
5475	27 juin 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5476	28 juin 2006	Protection des civils en période de conflit armé

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5477	29 juin 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme
5478	29 juin 2006	Mission du Conseil de sécurité Rapport sur la mission du Conseil de sécurité au Soudan et au Tchad (S/2006/433)
5479	30 juin 2006	La situation au Burundi Septième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi (S/2006/429)
5480	30 juin 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo Vingt et unième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (S/2006/390)
5481	30 juin 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 29 juin 2006, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/458) Lettre datée du 29 juin 2006, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/462)
5482	6 juillet 2006	Mission du Conseil de sécurité Rapport de la mission du Conseil de sécurité sur le processus électoral en République démocratique du Congo (S/2006/434)
5483	11 juillet 2006	La situation en Géorgie Rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2006/435)
5484	12 juillet 2006	Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5485	13 juillet 2006	Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité
5486	13 juillet 2006	La situation en Somalie
5487	13 juillet 2006	La situation au Libéria Onzième rapport périodique du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies au Libéria (S/2006/376)
5488	13 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Lettre datée du 29 juin 2006, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/458) Lettre datée du 29 juin 2006, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/462)
5489	14 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 13 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/517)
5490	15 juillet 2006	Lettre datée du 4 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/481)
5491	19 juillet 2006	La situation en Côte d'Ivoire Lettre datée du 12 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2006/516)
5492	20 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient
5493	21 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Séance</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5494	24 juillet 2006	Les enfants et les conflits armés Lettre datée du 6 juillet 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/494)
5495	25 juillet 2006	Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)
5496	26 juillet 2006	La situation en Afghanistan
5497	27 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient
5498	30 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient
5499	30 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient
5500	31 juillet 2006	Non-prolifération
5501	31 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient Rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2006/560)
5502	31 juillet 2006	La situation concernant la République démocratique du Congo Lettre datée du 18 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo (S/2006/525)
5503	31 juillet 2006	La situation au Moyen-Orient Lettre datée du 31 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2006/596)

VI

Rapports annuels des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

A. Rapports annuels des comités

S/2005/813	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie
S/2005/843	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone
S/2006/22	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2005/827	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)
S/2006/464	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria
S/2006/54	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo
S/2005/799	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)
S/2006/55	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire
S/2006/543	Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan

B. Rapports annuels des groupes de travail

S/2005/833	Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2005/789	Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)
S/2005/842	Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions
S/2006/497	Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés

VII

Rencontres entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents tenues entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Rencontre</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
5257	9 septembre 2005	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
5258	12 septembre 2005	Mission des Nations Unies au Libéria
5265	21 septembre 2005	Mission des Nations Unies au Soudan
5271	29 septembre 2005	Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
5286	19 octobre 2005	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
5291	24 octobre 2005	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
5310	28 novembre 2005	Opération des Nations Unies au Burundi
5316	7 décembre 2005	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
5330	16 décembre 2005	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
5333	20 décembre 2005	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
5349	19 janvier 2006	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
5355	25 janvier 2006	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
5357	26 janvier 2006	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
5367	9 février 2006	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
5383	13 mars 2006	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
5391	21 mars 2006	Mission des Nations Unies au Soudan
5395	24 mars 2006	Mission des Nations Unies au Libéria
5398	28 mars 2006	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
5420	25 avril 2006	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

5433	8 mai 2006	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
5447	31 mai 2006	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
5452	6 juin 2006	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
5475	27 juin 2006	Opération des Nations Unies au Burundi
5495	25 juillet 2006	Force intérimaire des Nations Unies au Liban

VIII

Séances tenues par les organes subsidiaires du Conseil de sécurité entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Séance</i>	<i>Date</i>
Comité d'admission de nouveaux Membres	
107 ^e	21 juin 2006
Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies	
Cinquante-septième session	
147 ^e	27 septembre 2005
148 ^e	29 septembre 2005
Cinquante-huitième session	
149 ^e	6 décembre 2005
150 ^e	8 décembre 2005
Cinquante-neuvième session	
151 ^e	7 mars 2006
152 ^e	9 mars 2006
Soixantième session	
153 ^e	27 juin 2006
154 ^e	29 juin 2006
Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	
32 ^e	5 octobre 2005
Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	
31 ^e	1 ^{er} novembre 2005
32 ^e	13 février 2006
33 ^e	15 mai 2006
34 ^e	25 mai 2006

Séance

Date

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant
la lutte antiterroriste**

Séances plénières

29 septembre; 6, 13 et 20 octobre; 3 et 17 novembre; 1^{er}, 8 et 15 décembre
2005; 19 et 26 janvier; 2 et 16 février; 2, 16, 23 et 30 mars; 13 avril; 4 et
18 mai; 8 juin; 6 et 20 juillet 2006

Séances du Sous-Comité A tenues avec des experts

30 août; 21 septembre; 19 octobre; 7 et 21 novembre; 12 décembre 2005;
8 février; 15 juin 2006

Séances du Sous-Comité A tenues avec des États Membres

21 novembre 2005; 21 juin 2006

Séances du Sous-Comité B tenues avec des experts

29 août; 22 septembre; 2 novembre; 14 novembre; 5 décembre 2005;
16 janvier; 10 février; 14 juillet 2006

Séances du Sous-Comité B tenues avec des États Membres

22 septembre; 2 novembre 2005

Séances du Sous-Comité C tenues avec des experts

31 août; 26 septembre; 21 octobre; 23 novembre; 9 décembre 2005; 27 janvier;
27 juin 2006

Séances du Sous-Comité C tenues avec des États Membres

21 octobre 2005; 27 janvier 2006

**Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant
le Libéria**

7 ^e	10 mai 2006
8 ^e	13 juin 2006
9 ^e	25 juillet 2006

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Séances plénières

11 et 25 août; 2 septembre; 4 octobre; 30 novembre 2005; 27 juillet 2006

Séances du Sous-Comité A tenues avec des experts

3, 16 et 31 août; 27 septembre; 11 octobre 2005; 22 février 2006; 1^{er}, 7, 14 et
29 mars 2006

<i>Séance</i>	<i>Date</i>
Séances du Sous-Comité B tenues avec des experts	
4, 18 et 30 août; 30 septembre; 11 octobre 2005; 22 et 27 février; 7, 14 et 29 mars 2006	
Séances du Sous-Comité C tenues avec des experts	
2 et 16 août; 1 ^{er} et 28 septembre; 17 octobre 2005; 24 février; 1 ^{er} et 10 mars; 5 avril 2006	
Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire	
7 ^e	26 août 2005
8 ^e	23 janvier 2006
9 ^e	17 mai 2006
Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan	
4 ^e	9 janvier 2006
Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies	
19 août; 21 octobre; 15 novembre 2005; 18 janvier; 30 mars; 30 mai; 7 juillet 2006	
Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique	
12 octobre; 18 novembre; 15 décembre 2005	
Groupe de travail créé par la résolution 1566 (2004)	
28 avril 2006	
Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés	
16 novembre 2005; 21 février; 2 mai; 26 juin 2006	
Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions	
27 septembre; 11 et 22 novembre; 12 décembre 2005; 12 avril; 19 mai; 6 juin; 7 et 27 juillet 2006	
Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure	
9 mars; 5 avril; 3, 10, 17 et 24 mai; 7, 13, 21 et 28 juin; 5 juillet 2006	

IX

Groupes d'étude et instances de surveillance et leurs rapports

Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées

Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions
établie en application des résolutions 1526 (2004) et 1617
(2005) S/2005/572
S/2005/761, annexe I
S/2006/154

Côte d'Ivoire

Groupe d'experts établi en application des résolutions 1584
(2005) et 1632 (2005) S/2005/699
S/2006/204

République démocratique du Congo

Groupe d'experts établi en application des résolutions 1616
(2005) et 1654 (2006) S/2006/53 et Add.1
S/2006/525

Libéria

Groupe d'experts établi en application des résolutions 1607
(2005) et 1647 (2005) S/2005/745
S/2006/379

Somalie

Groupe de contrôle établi en application des résolutions
1587 (2005) et 1630 (2005) S/2005/625
S/2006/229

Soudan

Groupe d'experts établi en application des résolutions 1591
(2005) et 1651 (2005) S/2006/65
S/2006/250

X **Missions du Conseil de sécurité et rapports y relatifs**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Rapport</i>
S/2005/716	14 novembre 2005	Rapport de la mission du Conseil de sécurité en Afrique centrale du 4 au 11 novembre 2005
S/2005/723	16 novembre 2005	Rapport sur la mission effectuée en Éthiopie et en Érythrée du 6 au 9 novembre 2005 par le Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix
S/2006/433	22 juin 2006	Rapport de la mission du Conseil de sécurité au Soudan et au Tchad, du 4 au 10 juin 2006
S/2006/434	22 juin 2006	Rapport de la mission du Conseil de sécurité sur le processus électoral en République démocratique du Congo, du 10 au 12 juin 2006

XI Opérations de maintien de la paix qui sont en cours, ont été créées ou ont pris fin pendant la période du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP)	47 (1948)	Néant
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST)	50 (1948)	Néant
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP)	186 (1964)	1642 (2005) 1687 (2006)
Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement(FNUOD)	350 (1974)	1648 (2005) 1685 (2006)
Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)	425 (1978) 426 (1978)	1655 (2006) 1697 (2006)
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)	690 (1991)	1634 (2005) 1675 (2006)
Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG)	858 (1993)	1656 (2006) 1666 (2006)
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)	1244 (1999)	Néant
Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL)	1270 (1999)	1610 (2005)*
Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC)	1279 (1999)	1621 (2005) 1628 (2005) 1635 (2005) 1669 (2006) 1671 (2006) 1693 (2006)
Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)	1320 (2000)	1622 (2005) 1661 (2006) 1670 (2006) 1678 (2006) 1681 (2006)

* Mandat ayant pris fin le 31 décembre 2005.

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)

<i>Opération de maintien de la paix</i>	<i>Créée par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat de l'opération adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)	1509 (2003)	1626 (2005) 1638 (2005) 1657 (2006) 1667 (2006)
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)	1528 (2004)	1652 (2006) 1657 (2006) 1667 (2006) 1682 (2006)
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH)	1542 (2004)	1658 (2006)
Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB)	1545 (2004)	1641 (2005) 1650 (2005) 1669 (2006) 1692 (2006)
Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS)	1590 (2005)	1627 (2005) 1663 (2006)

XII

Missions d'assistance et bureaux qui sont en activité, qui ont été créés ou dont le mandat a pris fin pendant la période du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

<i>Mission ou bureau</i>	<i>Créé(e) par la résolution</i>	<i>Résolution(s) touchant le mandat adoptée(s) pendant la période considérée</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	1401 (2002)	1662 (2006)
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	1500 (2003)	1619 (2005)
Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL)	1620 (2005)	Néant
Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (BUNUTIL)	1599 (2005)	1677 (2006) 1690 (2006)

XIII

Rapports du Secrétaire général publiés entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2005/506	2 août 2005	Dix-huitième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2005/513	8 août 2005	Vingtième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2005/523	11 août 2005	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2005/525	12 août 2005	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre
S/2005/533	18 août 2005	Rapport intérimaire sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (13 mai-15 août 2005)
S/2005/553 et Add.1	30 août et 6 septembre 2005	Éthiopie et Érythrée
S/2005/560	1 ^{er} septembre 2005	Huitième rapport périodique sur la Mission des Nations Unies au Libéria
S/2005/585	7 septembre 2005	Rapport présenté en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004)
S/2005/575	12 septembre 2005	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays
S/2005/579	12 septembre 2005	Soudan
S/2005/586	14 septembre 2005	Rapport spécial sur l'Opération des Nations Unies au Burundi
S/2005/592	19 septembre 2005	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2005/596	20 septembre 2005	Vingt-sixième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2005/603	26 septembre 2005	Dix-neuvième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2005/604	26 septembre 2005	Sixième rapport intérimaire sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
S/2005/631	6 octobre 2005	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
S/2005/636	10 octobre 2005	Les femmes, la paix et la sécurité
S/2005/642	11 octobre 2005	La situation en Somalie
S/2005/648	13 octobre 2005	La situation concernant le Sahara occidental
S/2005/650	14 octobre 2005	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2005/657	19 octobre 2005	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2005/673	26 octobre 2005	Deuxième rapport semestriel sur l'application de la résolution 1559 (2004)
S/2005/679	27 octobre 2005	Rapport suite à la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 22 juillet 2005 sur la situation en République centrafricaine
S/2005/701	7 novembre 2005	Règlement pacifique de la question de Palestine
S/2005/719	16 novembre 2005	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2005/728	21 novembre 2005	Cinquième rapport sur l'Opération des Nations Unies au Burundi
S/2005/740	28 novembre 2005	Protection des civils en période de conflit armé
S/2005/743 et Corr.1	29 novembre 2005	Opération des Nations Unies à Chypre
S/2005/752	2 décembre 2005	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays
S/2005/764	7 décembre 2005	Neuvième rapport périodique sur la Mission des Nations Unies au Libéria
S/2005/766	7 décembre 2005	Rapport présenté en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004)
S/2005/767	7 décembre 2005	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (10 juin-9 décembre 2005)
S/2005/769	8 décembre 2005	Vingt et unième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2005/777	12 décembre 2005	Vingt-septième rapport sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone
S/2005/821	21 décembre 2005	Soudan

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2005/825	23 décembre 2005	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2005/832	28 décembre 2005	Vingtième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
S/2005/831	29 décembre 2005	Rapport sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine
S/2006/1	3 janvier 2006	Éthiopie et Érythrée
S/2006/2	3 janvier 2006	Septième rapport intérimaire sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
S/2006/19	13 janvier 2006	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2006/24	17 janvier 2006	Rapport intérimaire sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (16 août 2005-13 janvier 2006)
S/2006/26	18 janvier 2006	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (22 juillet 2005-20 janvier 2006)
S/2006/45	25 janvier 2006	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2006/46	25 janvier 2006	Préparatifs de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
S/2006/59	30 janvier 2006	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2006/60	2 février 2006	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
S/2006/109	17 février 2006	Armes légères
S/2006/122	21 février 2006	La situation en Somalie
S/2006/137	3 mars 2006	Rapport présenté en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004)
S/2006/140	6 mars 2006	Éthiopie et Érythrée
S/2006/145	7 mars 2006	La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre
S/2006/148	9 mars 2006	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2006/159	14 mars 2006	Dixième rapport périodique sur la Mission des Nations Unies au Libéria
S/2006/160	14 mars 2006	Soudan

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2006/162	14 mars 2006	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays
S/2006/163	14 mars 2006	Sixième rapport sur l'Opération des Nations Unies au Burundi
S/2006/173	17 mars 2006	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2006/176	21 mars 2006	Rapport présenté conformément au paragraphe 6 de la résolution 1644 (2005)
S/2006/218	5 avril 2006	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2006/222	11 avril 2006	Huitième rapport sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
S/2006/248	18 avril 2006	Troisième rapport semestriel au Conseil de sécurité sur l'application de la résolution 1559 (2004)
S/2006/249	19 avril 2006	La situation concernant le Sahara occidental
S/2006/251 et Corr.1	20 avril 2006	Rapport de fin de mandat sur le Bureau des Nations Unies au Timor-Leste (14 janvier-12 avril 2006)
S/2006/269	28 avril 2006	Premier rapport sur le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone
S/2006/306	19 mai 2006	Darfour
S/2006/310	22 mai 2006	Rapport présenté en application des paragraphes 10 et 14 de la résolution 1649 (2005) du Conseil de sécurité
S/2006/315	23 mai 2006	Opération des Nations Unies à Chypre
S/2006/333	1 ^{er} juin 2006	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant (10 décembre 2005-1 ^{er} juin 2006)
S/2006/360	2 juin 2006	Rapport présenté en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004)
S/2006/361	5 juin 2006	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
S/2006/376	9 juin 2006	Onzième rapport périodique sur la Mission des Nations Unies au Libéria
S/2006/389	13 juin 2006	Les enfants et les conflits armés en République démocratique du Congo
S/2006/390	13 juin 2006	Vingt et unième rapport sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2006/418	20 juin 2006	La situation en Somalie
S/2006/428	21 juin 2006	Vingt-deuxième rapport présenté en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999)
S/2006/429 et Add.1	21 juin et 14 août 2006	Septième rapport sur l'Opération des Nations Unies au Burundi
S/2006/430	21 juin 2006	Rapport mensuel sur le Darfour
S/2006/426	23 juin 2006	Soudan
S/2006/435	26 juin 2006	La situation en Abkhazie (Géorgie)
S/2006/441	27 juin 2006	La situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique
S/2006/478	29 juin 2006	Rapport établi en application des résolutions 1653 (2006) et 1663 (2006)
S/2006/487	6 juillet 2006	Évolution de la situation en Guinée-Bissau et activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau
S/2006/532	17 juillet 2006	Neuvième rapport sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
S/2006/560	21 juillet 2006	Force intérimaire des Nations Unies au Liban (21 janvier-18 juillet 2006)
S/2006/580	26 juillet 2006	La justice et la réconciliation pour le Timor-Leste
S/2006/590	28 juillet 2006	Un partenariat régional et mondial pour la sécurité : défis et possibilités
S/2006/591 et Add.1	28 juillet et 28 août 2006	Darfour
S/2006/592	28 juillet 2006	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

XIV
Exposés succincts du Secrétaire général sur les questions
dont le Conseil de sécurité était saisi entre le 1^{er} août 2005
et le 31 juillet 2006

S/2005/15/Add.30 à 51

S/2006/10 et Add.1 à 30

XV

Notes du Président du Conseil de sécurité publiées entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2005/562	2 septembre 2005	Réunion du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'État et de gouvernement le 14 septembre 2005
S/2005/582	19 septembre 2005	Adoption du rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
S/2005/659	20 octobre 2005	Présidence du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants touchés par les conflits armés
S/2005/660	20 octobre 2005	Présidence du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2005/734	28 novembre 2005	Bureau du Comité établi en application de la résolution 1636 (2005)
S/2005/789	16 décembre 2005	Rapport annuel du Groupe de travail établi en application de la résolution 1566 (2004)
S/2005/814	21 décembre 2005	Prorogation du mandat du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2005/828	27 décembre 2005	Rapport d'un séminaire sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales africaines dans le domaine de la paix et de la sécurité, tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 décembre 2005
S/2005/841	29 décembre 2005	Prorogation du mandat du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions
S/2005/842	29 décembre 2005	Rapport annuel du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions
S/2005/833	30 décembre 2005	Rapport annuel du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique
S/2006/7	5 janvier 2006	Présidents et vice-présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité
S/2006/66	31 janvier 2006	Présidents et vice-présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité
S/2006/78	7 février 2006	Index récapitulatif des notes et déclarations du Président du Conseil de sécurité concernant la documentation et les procédures du Conseil

**Travaux se rapportant à toutes les questions examinées par le Conseil de sécurité
en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales**

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Sujet</i>
S/2006/270	28 avril 2006	Rapport du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur la mise en œuvre de l'accord de garanties TNP en République islamique d'Iran
S/2006/497	10 juillet 2006	Rapport sur les activités menées par le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés depuis l'adoption de la résolution 1612 (2005)
S/2006/507	19 juillet 2006	Documentation, méthodes de travail et procédures du Conseil de sécurité

Deuxième partie

Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Chapitre premier

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

Séances du Conseil

5245 (2 août 2005); 5269 (23 septembre 2005); 5277 (13 octobre 2005); 5321 (13 décembre 2005); 5322 (13 décembre 2005); 5342 (21 décembre 2005); 5344 (13 janvier 2006); 5345 (13 janvier 2006); 5364 (3 février 2006); 5392 (21 mars 2006); 5396 (24 mars 2006); 5402 (29 mars 2006); 5409 (11 avril 2006); 5413 (18 avril 2006); 5414 (18 avril 2006); 5422 (25 avril 2006); 5423 (25 avril 2006); 5434 (9 mai 2006); 5439 (16 mai 2006); 5459 (14 juin 2006); 5460 (14 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 12.C, 31, 33, 37 et 38)

Consultations plénières

2 et 30 août; 21 septembre; 10 octobre; 16 novembre; 20 et 21 décembre 2005; 18 janvier; 2, 3, 9 et 27 février; 6, 10, 13, 16, 21 et 24 mars; 4, 11, 13, 18-20 et 24-26 avril; 2, 5, 8, 15, 16 et 19 mai; 2 et 27 juin; 12, 27 et 28 juillet 2006

Résolutions adoptées

1627 (2005); 1651 (2005); 1663 (2006); 1665 (2006); 1672 (2006); 1679 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/38; S/PRST/2005/48; S/PRST/2005/67; S/PRST/2006/5; S/PRST/2006/16; S/PRST/2006/17; S/PRST/2006/21

Communiqués officiels

S/PV.5322; S/PV.5345; S/PV.5414; S/PV.5460

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts créé en application des résolutions 1591 (2005) et 1651 (2005)

Rapports : S/2006/65 (30 janvier 2006)
S/2006/250 (19 avril 2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies au Soudan

Résolution 1590 (2005) Création

Résolution 1627 (2005) Prorogation du mandat jusqu'au 24 mars 2006

Résolution 1663 (2006) Prorogation du mandat jusqu'au 24 septembre 2006

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission au Soudan et au Tchad, du 4 au 10 juin 2006

Rapport : S/2006/433 (22 juin 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/523	11 août 2005	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2005/579	12 septembre 2005	Résolution 1590 (2005)
S/2005/592	19 septembre 2005	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2005/650	14 octobre 2005	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2005/719	16 novembre 2005	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2005/821	21 décembre 2005	Résolution 1590 (2005)
S/2005/825	23 décembre 2005	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/59	30 janvier 2006	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/148	9 mars 2006	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/160	14 mars 2006	Résolution 1590 (2005)
S/2006/218	5 avril 2006	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/306	19 mai 2006	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/430	21 juin 2006	Résolutions 1556 (2004), 1564 (2004), 1574 (2004) et 1590 (2005)
S/2006/426	23 juin 2006	Résolution 1590 (2005)
S/2006/591 et Add.1	28 juillet 2006 et 28 août 2006	Résolution 1679 (2006)

* Diffusé après la publication du rapport annuel du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2005/630	3 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2005/643	11 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/676	26 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/765	5 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2005/834	22 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/835	22 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/852	22 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2006/8	4 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/9	6 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/23	13 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/29	16 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/31	17 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/65	30 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan
S/2006/95	3 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/96	10 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/99	10 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/103	14 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/136	1 ^{er} mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/156	10 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/169	15 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/187	24 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/256	13 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/250	19 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005)
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/292	27 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/293	5 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/301	17 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/302	17 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/307	17 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

S/2006/359	31 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/461	28 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/490	5 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/543	19 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005)
S/2006/558	20 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen

Chapitre 2

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

Séances du Conseil

5246 (4 août 2005); 5274 (4 octobre 2005); 5298 (31 octobre 2005); 5303 (10 novembre 2005); 5338 (21 décembre 2005); 5424 (25 avril 2006); 5446 (30 mai 2006); 5477 (29 juin 2006); 5484 (12 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 14, 21 et 39)

Consultations plénières

4 août; 28 septembre; 4 et 31 octobre; 10 et 23 novembre; 21 décembre 2005; 25 avril; 3 et 29 juin; 12 juillet 2006

Résolutions adoptées

1618 (2005)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/45; S/PRST/2005/53; S/PRST/2005/55; S/PRST/2005/64; S/PRST/2006/18; S/PRST/2006/29; S/PRST/2006/30

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions établie en application des résolutions 1526 (2004) et 1617 (2005)

Rapports : S/2005/572 (2 septembre 2005)
S/2005/761, annexe I (1^{er} décembre 2005)
S/2006/154 (8 mars 2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/516	8 août 2005	Cinquième rapport du Paraguay**
S/2005/517	8 août 2005	Quatrième rapport de l'ex-République yougoslave de Macédoine
S/2005/518	8 août 2005	Cinquième rapport du Brésil
S/2005/519	9 août 2005	Quatrième rapport du Myanmar

* Diffusé après la publication du rapport annuel du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

** Les rapports des États ont été transmis au Président du Conseil de sécurité dans des lettres au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001).

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

S/2005/524	10 août 2005	Cinquième rapport du Pakistan
S/2005/527	12 août 2005	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Égypte
S/2005/548	15 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela
S/2005/550	25 août 2005	Quatrième rapport de la Barbade
S/2005/551	25 août 2005	Deuxième rapport de Sao Tomé-et-Principe
S/2005/567	29 août 2005	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/562	2 septembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/563	2 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/572	2 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2005/573	2 septembre 2005	Quatrième rapport des Émirats arabes unis
S/2005/565	6 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2005/583	12 septembre 2005	Cinquième rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2005/595	14 septembre 2005	Cinquième rapport de la Lettonie
S/2005/612	17 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2005/621	28 septembre 2005	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de Madagascar
S/2005/623	29 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République de Moldova
S/2005/624	29 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela
S/2005/626	30 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/671	17 octobre 2005	Sixième rapport de l'Australie

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/663	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2005/672	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2005/95/ Add.2	26 octobre 2005	Additif au quatrième rapport de l'Andorre
S/2005/705	31 octobre 2005	Sixième rapport de la Bulgarie
S/2005/700	3 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2005/760	1 ^{er} décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2005/761	1 ^{er} décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2005/754	2 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2005/778	9 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ouzbékistan
S/2005/817	13 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/787	14 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Ouzbékistan
S/2005/800	15 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2005/789	16 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2005/822 et Corr.1	19 décembre 2005	Troisième rapport de la République-Unie de Tanzanie
S/2005/823	19 décembre 2005	Troisième rapport des Palaos

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

S/2005/818	21 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/846	29 décembre 2005	Cinquième rapport de la Malaisie
S/2006/22	13 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2006/34	18 janvier 2006	Quatrième rapport de la République de Moldova
S/2006/35	27 janvier 2006	Cinquième rapport de la Hongrie
S/2005/265/ Add.1 et Corr.1	31 janvier 2006	Additif au quatrième rapport de la République arabe syrienne
S/2006/68	31 janvier 2006	Cinquième rapport de la Norvège
S/2006/69	31 janvier 2006	Quatrième rapport des États-Unis d'Amérique
S/2006/70	31 janvier 2006	Cinquième rapport du Japon
S/2006/86	3 février 2006	Quatrième rapport du Tadjikistan
S/2006/87	3 février 2006	Cinquième rapport du Panama
S/2006/88	9 février 2006	Sixième rapport d'El Salvador
S/2006/98	10 février 2006	Quatrième rapport de la Fédération de Russie
S/2006/107	15 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/119	20 février 2006	Sixième rapport de l'Estonie
S/2006/120	20 février 2006	Cinquième rapport de Singapour
S/2006/121	20 février 2006	Cinquième rapport du Viet Nam
S/2006/147	8 mars 2006	Cinquième rapport de la Turquie
S/2006/154	8 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées
S/2006/149 et Add.1	10 mars et 4 avril 2006	Sixième rapport du Bélarus
S/2006/171	13 mars 2006	Quatrième rapport du Qatar

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/169	15 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/172 et Add.1	15 mars et 20 avril 2006	Cinquième rapport de Djibouti
S/2006/174	20 mars 2006	Troisième rapport du Bénin
S/2006/183	22 mars 2006	Cinquième rapport d'Israël
S/2006/185	23 mars 2006	Cinquième rapport du Canada
S/2006/211	29 mars 2006	Troisième rapport des Tonga
S/2006/212	29 mars 2006	Cinquième rapport de la Jordanie
S/2006/215	3 avril 2006	Cinquième rapport de la Bosnie-Herzégovine
S/2005/213/ Add.1	20 avril 2006	Additif au quatrième rapport du Turkménistan
S/2006/254	20 avril 2006	Cinquième rapport de la Roumanie
S/2006/152	24 avril 2006	Troisième rapport du Samoa
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/276	4 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2006/280	4 mai 2006	Troisième rapport de l'Iraq
S/2006/281	4 mai 2006	Cinquième rapport de l'Afrique du Sud
S/2006/282	4 mai 2006	Quatrième rapport du Congo
S/2006/283	4 mai 2006	Cinquième rapport de l'Ukraine
S/2006/284	4 mai 2006	Cinquième rapport de la Pologne
S/2006/299	15 mai 2006	Cinquième rapport de la Namibie
S/2006/309	16 mai 2006	Cinquième rapport de l'Andorre
S/2006/308	18 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela
S/2006/311	22 mai 2006	Cinquième rapport de l'Indonésie
S/2006/312	22 mai 2006	Cinquième rapport du Liechtenstein
S/2006/329	23 mai 2006	Cinquième rapport du Yémen
S/2006/364	24 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine
S/2006/350	30 mai 2006	Quatrième rapport du Kirghizistan
S/2006/351	30 mai 2006	Sixième rapport de l'Égypte

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

S/2006/352	31 mai 2006	Troisième rapport de l'Éthiopie
S/2006/385	1 ^{er} juin 2006	Cinquième rapport du Luxembourg
S/2006/371	1 ^{er} juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/384	8 juin 2006	Cinquième rapport de la Nouvelle-Zélande
S/2006/386	8 juin 2006	Cinquième rapport de Cuba
S/2006/387 et Corr.1	8 juin 2006	Rapport de la Hongrie établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/395	15 juin 2006	Rapport du Paraguay établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/396	15 juin 2006	Rapport du Yémen établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/397	15 juin 2006	Rapport des États-Unis d'Amérique établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/398	15 juin 2006	Rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/399	15 juin 2006	Rapport de la Thaïlande établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/400	15 juin 2006	Rapport du Tadjikistan établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/401 et Add.1	15 et 21 juin 2006	Rapport du Maroc établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/402	15 juin 2006	Rapport du Japon établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/403	15 juin 2006	Rapport de la Bulgarie établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/404	15 juin 2006	Cinquième rapport de la Slovaquie
S/2006/415	16 juin 2006	Cinquième rapport de Monaco
S/2006/421	21 juin 2006	Rapport du Qatar établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/422	21 juin 2006	Rapport de la République de Moldova établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/423	21 juin 2006	Cinquième rapport de la Colombie et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/424	21 juin 2006	Cinquième rapport du Liban

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/452	21 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/431	22 juin 2006	Rapport d'El Salvador établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/444	27 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan
S/2006/445	28 juin 2006	Cinquième rapport de la République de Corée et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/446	28 juin 2006	Rapport de la Fédération de Russie établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/447	28 juin 2006	Cinquième rapport du Mexique et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/472	29 juin 2006	Cinquième rapport de la Lituanie et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/473	29 juin 2006	Rapport du Burkina Faso établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/470	30 juin 2006	Cinquième rapport de la Chine et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/471	30 juin 2006	Cinquième rapport de la Jamahiriya arabe libyenne et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/477	30 juin 2006	Cinquième rapport de la République bolivarienne du Venezuela
S/2006/503	10 juillet 2006	Sixième rapport de la République tchèque et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/504	10 juillet 2006	Sixième rapport de Maurice et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/512	11 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2006/523	14 juillet 2006	Rapport du Danemark établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/506	17 juillet 2006	Rapport de la Finlande établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/527	17 juillet 2006	Rapport de l'Allemagne établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/544	17 juillet 2006	Rapport de la Grèce établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/545	17 juillet 2006	Quatrième rapport des Seychelles et rapport établi en application de la résolution 1624 (2005)

Menaces à la paix et à la sécurité internationales résultant d'actes terroristes

S/2006/547	19 juillet 2006	Rapport de la France établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/551	20 juillet 2006	Rapport de la Suède établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/552	20 juillet 2006	Rapport de la Slovénie établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/566	24 juillet 2006	Troisième rapport de la Trinité-et-Tobago
S/2006/567	24 juillet 2006	Rapport de la Norvège établi en application de la résolution 1624 (2005)
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen

Chapitre 3

La situation concernant l'Iraq

Séances du Conseil

5247 (11 août 2005); 5256 (7 septembre 2005); 5266 (21 septembre 2005); 5267 (21 septembre 2005); 5300 (8 novembre 2005); 5301 (9 novembre 2005); 5325 (14 décembre 2005); 5371 (14 février 2006); 5386 (15 mars 2006); 5444 (24 mai 2006); 5463 (15 juin 2006); 5464 (15 juin 2006)

(voir aussi cinquième partie, chap. 2)

Consultations plénières

4, 9, 11 et 19 août; 6 et 7 septembre; 19 octobre; 2, 8, 9 et 23 novembre; 7, 14 et 16 décembre 2005; 14, 22 et 24 février; 6 et 15 mars; 25 avril; 24 mai; 3, 8 et 14 juin 2006

Résolutions adoptées

1619 (2005); 1637 (2005)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/8; S/PRST/2006/24

Communiqués officiels

S/PV.5267; S/PV.5464

Missions d'assistance et bureaux créés, en cours ou achevés

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Résolution 1500 (2003) Création

Résolution 1619 (2005) Prorogation du mandat jusqu'au 11 août 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/585	7 septembre 2005	Résolution 1546 (2004)
S/2005/766	7 décembre 2005	Résolution 1546 (2004)
S/2006/137	3 mars 2006	Résolution 1546 (2004)
S/2006/360	2 juin 2006	Résolution 1546 (2004)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/509	3 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/535	8 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/536	19 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/540	23 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/541	25 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/545	30 août 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/612	17 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2005/652	14 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/656	17 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/687	31 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2005/691	31 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2005/702	2 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/703	9 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/713	11 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/742	29 novembre 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/753	2 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2005/807	19 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/847	20 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/827	23 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1518 (2003)
S/2005/848	30 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/93	7 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/94	10 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/133	28 février 2006	Note du Secrétaire général
S/2006/169	15 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/182	23 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Palestine
S/2006/194	24 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/195	28 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/247	17 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/291	10 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/339	23 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/340	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/342	30 mai 2006	Note du Secrétaire général

La situation concernant l'Iraq

S/2006/449	3 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Honduras
S/2006/377	9 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Iraq
S/2006/394	12 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/420	21 juin 2006	Note du Secrétaire général
S/2006/505	10 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/510	10 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/512	11 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie

Chapitre 4

La situation en Guinée-Bissau

Séances du Conseil

5248 (19 août 2005)

Consultations plénières

12 et 19 août; 22 septembre; 14 décembre 2005; 23 mars; 20 juillet 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2005/39

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/575	12 septembre 2005	Résolutions 1233 (1999) et 1580 (2004) et S/PRST/2005/39
S/2005/752	2 décembre 2005	Résolutions 1233 (1999) et 1580 (2004)
S/2006/162	14 mars 2006	Résolutions 1233 (1999) et 1580 (2004)
S/2006/487	6 juillet 2006	Résolutions 1233 (1999) et 1580 (2004)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/514	1 ^{er} août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2005/795	2 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/796	15 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 5

La situation en Afghanistan

Séances du Conseil

5249 (23 août 2005); 5260 (13 septembre 2005); 5309 (23 novembre 2005); 5347 (17 janvier 2006); 5348 (17 janvier 2006); 5369 (10 février 2006); 5370 (10 février 2006); 5374 (15 février 2006); 5385 (14 mars 2006); 5393 (23 mars 2006); 5496 (26 juillet 2006)

Consultations plénières

12 et 22 septembre; 17 et 23 novembre; 20 décembre 2005; 15 février; 21 mars; 15 et 30 mai; 25 juillet 2006

Résolutions adoptées

1623 (2005); 1659 (2006); 1662 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/40; S/PRST/2005/56

Communiqués officiels

S/PV.5348; S/PV.5370; S/PV.5496

Missions d'assistance et bureaux créés, en cours ou achevés

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Résolution 1401 (2002)

Création

Résolution 1662 (2006)

Prorogation du mandat jusqu'au 23 mars 2007

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/525	12 août 2005	Résolutions 59/112 A et B de l'Assemblée générale et résolution 1589 (2005) du Conseil de sécurité
S/2006/145	7 mars 2006	Résolution 1589 (2005) du Conseil de sécurité et résolutions 60/32 A et B de l'Assemblée générale

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/574	9 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)

S/2005/634	10 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/754	2 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2005/819	16 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/820	21 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/89	9 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2006/90	9 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2006/105	14 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2006/106	14 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afghanistan
S/2006/318	23 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/598	27 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 6

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

A. La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Séances du Conseil

5250 (24 août 2005); 5270 (23 septembre 2005); 5287 (20 octobre 2005); 5312 (30 novembre 2005); 5313 (30 novembre 2005); 5337 (20 décembre 2005); 5361 (31 janvier 2006); 5365 (3 février 2006); 5381 (28 février 2006); 5404 (30 mars 2006); 5411 (17 avril 2006); 5419 (24 avril 2006); 5443 (24 mai 2006); 5472 (21 juin 2006); 5481 (30 juin 2006); 5488 (13 juillet 2006); 5493 (21 juillet 2006)

Consultations plénières

24 août; 23 septembre; 20 et 28 octobre; 23 et 30 novembre; 20 décembre 2005; 31 janvier; 3 et 28 février; 14 et 16 mars; 13 et 24 avril; 24 mai; 21 juin; 12 juillet 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2005/44; S/PRST/2005/57; S/PRST/2006/6

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/701	7 novembre 2005	Résolution 59/31 de l'Assemblée générale

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/530	18 août 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/559	26 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2005/552	29 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/556	30 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2005/612	17 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2005/608	26 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/609	26 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/610	27 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/617	29 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/619	29 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2005/627	30 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2005/640	10 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/655	17 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/674	25 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/680	27 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/681	27 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/683	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Irlande de Irlande et d'Irlande du Nord

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2005/685	28 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/720	15 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/756	5 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/757	5 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/771	8 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2005/776	9 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/797	13 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/798	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2006/11	5 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/20	13 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/30	19 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/83	7 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/110	17 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/115	20 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/116	20 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/123	21 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/127	24 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/144	6 mars 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/165	14 mars 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/169	15 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/197	20 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/181	22 mars 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/182	23 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Palestine
S/2006/205	30 mars 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/209	3 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2006/213	3 avril 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/217	4 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Palestine
S/2006/220	5 avril 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/233	6 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2006/226	10 avril 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/227	10 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Bahreïn
S/2006/234	11 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/239	11 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen
S/2006/240	12 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/241	17 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/244	17 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/279	5 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/297	15 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/314	22 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/330	25 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/336	25 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/347	30 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/374	8 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/378	9 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/382	12 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/388	13 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/417	20 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/427	21 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/432	22 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/436	26 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/443	28 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/458	29 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2006/459	29 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/460	29 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/462	29 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Qatar
S/2006/463	29 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/475	29 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/465	30 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/479	3 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2006/485	5 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/491	5 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/489	6 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/511	6 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande
S/2006/499	7 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Palestine
S/2006/501	10 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/502	10 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/546	10 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/519	12 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/520	13 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/549	14 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/538	18 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/548	19 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/553	19 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/554	20 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/556	20 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen

S/2006/569	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/570	25 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/579	26 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/582	26 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/594	26 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/593	28 juillet 2006	Note du Secrétaire général

B. La situation au Moyen-Orient

1. Résolution 1595 (2005) du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

5292 (25 octobre 2005); 5297 (31 octobre 2005); 5323 (13 décembre 2005); 5329 (15 décembre 2005); 5388 (16 mars 2006); 5401 (29 mars 2006); 5458 (14 juin 2006); 5461 (15 juin 2006)

Consultations plénières

25 et 30 août; 24-26, 28 et 31 octobre; 23 novembre; 13-15 décembre 2005; 16 et 23 mars; 14 juin 2006

Résolutions adoptées

1636 (2005); 1644 (2005); 1664 (2006); 1686 (2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/176	21 mars 2006	Résolution 1644 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/587	9 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/588	15 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/651	14 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2005/662	20 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/693	1 ^{er} novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2005/717	14 novembre 2005	Notes verbales identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/734	28 novembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/762	5 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2005/775	12 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/783	13 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/17	11 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/18	13 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/67	20 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/161	14 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/169	15 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/278	5 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/375	10 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/541	14 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/542	19 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

2. Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

5320 (12 décembre 2005); 5352 (23 janvier 2006); 5417 (21 avril 2006); 5418 (21 avril 2006); 5440 (17 mai 2006)

Consultations plénières

2 novembre; 12 décembre 2005; 4 et 23 janvier; 26 avril; 12, 16 et 17 mai; 17 et 20 juillet 2006

Résolutions adoptées

1680 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/61; S/PRST/2006/3

Communiqués officiels

S/PV.5418

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/673	26 octobre 2005	Résolution 1559 (2004) et S/PRST/2004/36
S/2006/248	18 avril 2006	Résolution 1559 (2004) et S/PRST/2004/36

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2005/673	26 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/731	21 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2005/837	28 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

S/2006/67	20 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/76	3 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/259	24 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/348	30 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/380	9 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/515	12 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/556	20 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2006/569	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie

3. Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment

Séances du Conseil

5339 (21 décembre 2005); 5456 (13 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitre 12.H)

Consultations plénières

16 décembre 2005; 6 et 8 juin 2006

Résolutions adoptées

1648 (2005); 1685 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/65; S/PRST/2006/26

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948) Création

(Un certain nombre d'observateurs militaires sont affectés à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment.)

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment

Résolution 350 (1974)	Création
Résolution 1648 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 juin 2006
Résolution 1685 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/767	7 décembre 2005	Résolution 350 (1974) et résolutions ultérieures, notamment résolution 1605 (2005)
S/2006/333	1 ^{er} juin 2006	Résolution 350 (1974) et résolutions ultérieures, notamment résolution 1648 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/612	17 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2005/619	29 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2005/627	30 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2006/6	4 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/100	8 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/101	13 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/459	29 juin 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/475	29 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/479	3 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/491	5 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie

4. Force intérimaire des Nations Unies au Liban et évolution de la situation dans le secteur Israël-Liban

Séances du Conseil

5362 (31 janvier 2006); 5489 (14 juillet 2006); 5492 (20 juillet 2006); 5497 (27 juillet 2006); 5498 (30 juillet 2006); 5499 (30 juillet 2006); 5501 (31 juillet 2006); 5503 (31 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitre 12.K)

Consultations plénières

21, 23 et 30 novembre 2005; 25 et 31 janvier; 12, 14, 15, 17, 20, 25-28, 30 et 31 juillet 2006

Résolutions adoptées

1655 (2006); 1697 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/34; S/PRST/2006/35

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

Résolution 50 (1948) Création

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Résolutions 425 (1978)
et 426 (1978) Création

Résolution 1655 (2006) Prorogation du mandat jusqu'au 31 juillet 2006

Résolution 1697 (2006) Prorogation du mandat jusqu'au 31 août 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/26	18 janvier 2006	Résolution 1614 (2005)
S/2006/560	21 juillet 2006	Résolution 1655 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/526	11 août 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/546	25 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant d'Israël
S/2005/568	8 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/612	17 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn
S/2005/619	29 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2005/641	7 octobre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/715	11 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/731	21 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2005/746	25 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/747	25 novembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/755	5 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2005/836	28 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2005/837	28 décembre 2005	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/5	4 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/6	4 janvier 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/15	9 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/74	3 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/76	3 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/81	6 février 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/108	15 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/138	3 mars 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/214	4 avril 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/245	13 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/246	18 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/277	4 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/346	30 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/348	30 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/363	5 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/496	7 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Liban
S/2006/515	12 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël
S/2006/517	13 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/518	13 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/522	13 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/526	14 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/528	14 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/534	14 juillet 2006	Lettre adressée au représentant de la République arabe syrienne par le Président du Conseil de sécurité

Points relatifs à la situation au Moyen-Orient

S/2006/549	14 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/529	17 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/531	17 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/536	18 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/537	18 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/548	19 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/550	19 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/557	19 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba
S/2006/556	20 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2006/565	24 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/571	24 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen
S/2006/569	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/570	25 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine
S/2006/575	26 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/578	26 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/582	26 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/594	26 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/593	28 juillet 2006	Note du Secrétaire général
S/2006/595	29 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/596	31 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/599	31 juillet 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Liban
S/2006/606	31 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela

Chapitre 7

La situation au Timor-Leste

Séances du Conseil

5251 (29 août 2005); 5351 (23 janvier 2006); 5432 (5 mai 2006); 5436 (12 mai 2006); 5445 (25 mai 2006); 5457 (13 juin 2006); 5469 (20 juin 2006)

Consultations plénières

29 août 2005; 10, 24, 25 et 30 mai; 19 juin; 19 juillet 2006

Résolutions adoptées

1677 (2006); 1690 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/25

Missions d'assistance et bureaux créés, en cours ou achevés

Bureau des Nations Unies au Timor-Leste

Résolution 1599 (2005)	Création
Résolution 1677 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 20 juin 2006
Résolution 1690 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 20 août 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/533	18 août 2005	Résolution 1599 (2005)
S/2006/24	17 janvier 2006	Résolution 1599 (2005)
S/2006/251 et Corr.1	20 avril 2006	Résolution 1599 (2005) et lettre datée du 28 mars 2006, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2006/196)
S/2006/580	26 juillet 2006	Lettre datée du 28 septembre 2005, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2005/613)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/613	28 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/39	20 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Timor-Leste
S/2006/157	10 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/196	28 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/230	10 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Timor-Leste
S/2006/319	24 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/320	24 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande
S/2006/321	24 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Australie
S/2006/325	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Australie
S/2006/326	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Portugal
S/2006/327	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande
S/2006/337	26 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Portugal
S/2006/338	26 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/383	13 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/391	13 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Timor-Leste
S/2006/411	16 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Timor-Leste
S/2006/440	27 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Australie
S/2006/559	20 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande

Chapitre 8

La situation au Burundi

Séances du Conseil

5252 (30 août 2005); 5268 (22 septembre 2005); 5311 (30 novembre 2005); 5341 (21 décembre 2005); 5394 (23 mars 2006); 5479 (30 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 12.F, 24, 31 et 33)

Consultations plénières

30 août; 19 septembre; 2, 28 et 30 novembre; 20 décembre 2005; 23 et 24 mars; 27 et 30 juin 2006

Résolutions adoptées

1641 (2005); 1650 (2005); 1692 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/41; S/PRST/2005/43; S/PRST/2006/12

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Opération des Nations Unies au Burundi

Résolution 1545 (2004)	Création
Résolution 1641 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 janvier 2006
Résolution 1650 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 1 ^{er} juillet 2006
Résolution 1669 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1692 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 décembre 2006

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Afrique centrale, du 4 au 11 novembre 2005

Rapport : S/2005/716 (14 novembre 2005)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/586	14 septembre 2005	Résolutions 1577 (2004) et 1606 (2005)
S/2005/728	21 novembre 2005	Résolution 1602 (2005)
S/2006/163	14 mars 2006	Résolution 1650 (2005)
S/2006/429 et Add.1	21 juin et 14 août 2006	Résolution 1650 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/580	9 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2005/644	11 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/667	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/736	23 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi
S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie
S/2006/206	30 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 9

La situation en Côte d'Ivoire

Séances du Conseil

5253 (31 août 2005); 5278 (13 octobre 2005); 5279 (13 octobre 2005); 5281 (14 octobre 2005); 5283 (18 octobre 2005); 5288 (21 octobre 2005); 5314 (30 novembre 2005); 5318 (9 décembre 2005); 5327 (15 décembre 2005); 5350 (19 janvier 2006); 5354 (24 janvier 2006); 5366 (6 février 2006); 5378 (23 février 2006); 5399 (29 mars 2006); 5400 (29 mars 2006); 5426 (27 avril 2006); 5427 (27 avril 2006); 5428 (27 avril 2006); 5442 (24 mai 2006); 5451 (2 juin 2006); 5491 (19 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.J)

Consultations plénières

19 août; 21 septembre; 9, 14 et 20 octobre; 16, 28 et 30 novembre; 8 et 14 décembre 2005; 17, 19, 24 et 26 janvier; 3 et 23 février; 8, 29 et 31 mars; 17 avril; 23 et 24 mai; 2 juin; 12, 19 et 26 juillet 2006

Résolutions adoptées

1632 (2005); 1633 (2005); 1643 (2005); 1652 (2006); 1657 (2006); 1682 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/49; S/PRST/2005/58; S/PRST/2005/60; S/PRST/2006/2; S/PRST/2006/9; S/PRST/2006/14; S/PRST/2006/20; S/PRST/2006/23; S/PRST/2006/32

Communiqués officiels

S/PV.5253; S/PV.5279; S/PV.5427

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts créé en application des résolutions 1584 (2005) et 1632 (2005)

Rapports : S/2005/699 (7 novembre 2005)
S/2006/204 (24 mars 2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Résolution 1528 (2004)	Création
Résolution 1652 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 décembre 2006
Résolution 1657 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1667 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1682 (2006)	Modification du mandat

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/604	26 septembre 2005	Résolution 1603 (2005)
S/2006/2	3 janvier 2006	Résolution 1603 (2005)
S/2006/222	11 avril 2006	Résolution 1603 (2005)
S/2006/532	17 juillet 2006	Résolution 1603 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/539	23 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/584	12 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/611	15 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/598	16 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/639	6 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria
S/2005/696	2 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/707	3 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/699	7 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire
S/2005/744	28 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/768	8 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/790	9 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)
S/2005/829	13 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2006/21	11 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire

La situation en Côte d'Ivoire

S/2006/43	20 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2006/44	20 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/55	25 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)
S/2006/50	26 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2006/71	1 ^{er} février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/79	2 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/131	24 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/135	27 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/184	22 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/204	24 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004)
S/2006/190	28 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/242	11 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/243	13 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/260	25 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/294	2 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Côte d'Ivoire
S/2006/345	22 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/332	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)

S/2006/334	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/455	28 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/516	12 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/584	26 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 10

La situation en Sierra Leone

Séances du Conseil

5254 (31 août 2005); 5334 (20 décembre 2005); 5467 (16 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.I)

Consultations plénières

10 et 30 août; 28 septembre 2005; 24, 28, 29 et 31 mars; 10 et 26 avril; 4 mai; 16 juin 2006

Résolutions adoptées

1620 (2005); 1688 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/63

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies en Sierra Leone

Résolution 1270 (1999)	Création
Résolution 1610 (2005)	Expiration du mandat le 31 décembre 2005

Missions d'assistance et bureaux créés, en cours ou achevés

Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone

Résolution 1620 (2005)	Création
------------------------	----------

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/596	20 septembre 2005	Résolution 1610 (2005)
S/2005/777	12 décembre 2005	Résolution 1620 (2005)
S/2006/269	28 avril 2006	Résolution 1620 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/561	29 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/724	10 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2005/779	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/780	12 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/838	22 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/839	28 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/843	30 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997)
S/2006/207	31 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Pays-Bas
S/2006/237	7 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/365	6 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Libéria
S/2006/406	15 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Chapitre 11

La situation concernant la République démocratique du Congo

Séances du Conseil

5255 (6 septembre 2005); 5272 (30 septembre 2005); 5275 (4 octobre 2005); 5296 (28 octobre 2005); 5340 (21 décembre 2005); 5356 (25 janvier 2006); 5360 (31 janvier 2006); 5408 (10 avril 2006); 5421 (25 avril 2006); 5480 (30 juin 2006); 5502 (31 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.D, 24, 31 et 33)

Consultations plénières

11 août; 29 septembre; 4 et 24 octobre; 2 novembre; 20 décembre 2005; 6, 24, 25 et 30 janvier; 15 et 28 février; 24 mars; 7 et 11 avril; 24 et 30 mai; 2 et 30 juin; 20 et 28 juillet 2006

Résolutions adoptées

1621 (2005); 1628 (2005); 1635 (2005); 1649 (2005); 1654 (2006); 1669 (2006); 1671 (2006); 1693 (2006); 1698 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/46; S/PRST/2005/66; S/PRST/2006/4

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts créé en application des résolutions 1616 (2005) et 1654 (2006)

Rapports : S/2006/53 et Add.1 (26 janvier et 20 février 2006)
S/2006/525 (18 juillet 2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Résolution 1279 (1999)	Création
Résolution 1621 (2005)	Modification du mandat
Résolution 1628 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 octobre 2005
Résolution 1635 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 septembre 2006
Résolution 1669 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1671 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1693 (2006)	Modification du mandat

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Afrique centrale, du 4 au 11 novembre 2005

Rapport : S/2005/716 (14 novembre 2005)

Mission sur le processus électoral en République démocratique du Congo, du 10 au 12 juin 2006

Rapport : S/2006/434 (22 juin 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/506	2 août 2005	Résolutions 1565 (2004) et 1592 (2005)
S/2005/506	2 août 2005	Résolutions 1565 (2004) et 1592 (2005)
S/2005/603	26 septembre 2005	Résolutions 1565 (2004) et 1592 (2005)
S/2005/832	28 décembre 2005	Résolutions 1565 (2005) et 1635 (2005)
S/2006/310	22 mai 2006	Résolution 1649 (2005)
S/2006/390	13 juin 2006	Résolutions 1565 (2004) et 1635 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/543	22 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/544	26 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/566	2 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2005/620	3 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2005/633	4 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/645	7 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/667	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/736	23 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Burundi

La situation concernant la République démocratique du Congo

S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/853	22 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2006/28	17 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/54	17 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie
S/2006/53 et Add.1	26 janvier et 20 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004)
S/2006/139	3 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/203	30 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2006/206	30 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/264	10 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/219	12 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/274	1 ^{er} mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2006/344	30 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/525	18 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004)
S/2006/558	20 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

Chapitre 12

Renforcement de la coopération avec les pays qui fournissent des contingents

A. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5257 (9 septembre 2005); 5286 (19 octobre 2005); 5383 (13 mars 2006); 5433 (8 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 13)

Communiqués officiels

S/PV.5257; S/PV.5286; S/PV.5383; S/PV.5433

B. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Libéria, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5258 (12 septembre 2005); 5395 (24 mars 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 15)

Communiqués officiels

S/PV.5258; S/PV.5395

C. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies au Soudan, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5265 (21 septembre 2005); 5391 (21 mars 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 1)

Communiqués officiels

S/PV.5265; S/PV.5391

D. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5271 (29 septembre 2005)

(voir aussi deuxième partie, chap. 11)

Communiqués officiels

S/PV.5271

E. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5291 (24 octobre 2005); 5420 (25 avril 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 23)

Communiqués officiels

S/PV.5291; S/PV.5420

F. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies au Burundi, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5310 (28 novembre 2005); 5475 (27 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 8)

Communiqués officiels

S/PV.5310; S/PV.5475

G. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5316 (7 décembre 2005); 5447 (31 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 26)

Communiqués officiels

S/PV.5316; S/PV.5447

H. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5330 (16 décembre 2005); 5452 (6 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 6.B.3)

Communiqués officiels

S/PV.5330; S/PV.5452

I. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5333 (20 décembre 2005)

(voir aussi deuxième partie, chap. 10)

Communiqués officiels

S/PV.5333

J. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5349 (19 janvier 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 9)

Communiqués officiels

S/PV.5349

K. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5355 (25 janvier 2006); 5495 (25 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 6.B.4)

Communiqués officiels

S/PV.5355; S/PV.5495

L. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5357 (26 janvier 2006); 5398 (28 mars 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 32)

Communiqués officiels

S/PV.5357; S/PV.5398

M. Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001)

Séances du Conseil

5367 (9 février 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 20)

Communiqués officiels

S/PV.5367

Chapitre 13

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

Séances du Conseil

5259 (13 septembre 2005); 5276 (4 octobre 2005); 5308 (23 novembre 2005); 5317 (7 décembre 2005); 5326 (14 décembre 2005); 5380 (24 février 2006); 5384 (14 mars 2006); 5410 (13 avril 2006); 5437 (15 mai 2006); 5450 (31 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.A)

Consultations plénières

9 septembre; 4, 10, 19 à 21 et 26 octobre; 2, 3, 11, 17 et 23 novembre; 7, 13, 14 et 21 décembre 2005; 9 janvier; 8, 16 et 24 février; 13 mars; 11 avril; 8, 15, 22, 30 et 31 mai; 27 juillet 2006

Résolutions adoptées

1622 (2005); 1640 (2005); 1661 (2006); 1670 (2006); 1678 (2006); 1681 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/47; S/PRST/2005/59; S/PRST/2005/62; S/PRST/2006/10

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Résolution 1320 (2000)	Création
Résolution 1622 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 mars 2006
Résolution 1661 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 avril 2006
Résolution 1670 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 mai 2006
Résolution 1678 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 mai 2006
Résolution 1681 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 septembre 2006

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Éthiopie et en Érythrée du Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, du 6 au 9 novembre 2005

Rapport : S/2005/723 (16 novembre 2005)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/553 et Add.1	30 août et 6 septembre 2005	Résolution 1320 (2000)

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/1	3 janvier 2006	Résolutions 1320 (2000) et 1640 (2005)
S/2006/140	6 mars 2006	Résolution 1320 (2000)
Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006		
S/2005/668	24 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/688	28 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2005/690	31 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2005/694	2 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/723	16 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Japon
S/2005/737	25 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2005/774	9 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2005/816	20 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2006/3	3 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2006/126	22 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2006/143	6 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Érythrée
S/2006/235	7 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/236	11 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/323	22 mai 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2006/328	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Éthiopie
S/2006/362	2 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen

Chapitre 14

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Séances du Conseil

5261 (14 septembre 2005)

(voir aussi deuxième partie, chap. 2 et 28)

Consultations plénières

2, 12 et 13 septembre; 2 décembre 2005

Résolutions adoptées

1624 (2005); 1625 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/562	2 septembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/828	27 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie

Chapitre 15

La situation au Libéria

Séances du Conseil

5263 (19 septembre 2005); 5304 (11 novembre 2005); 5336 (20 décembre 2005); 5389 (17 mars 2006); 5406 (31 mars 2006); 5454 (13 juin 2006); 5468 (20 juin 2006); 5487 (13 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.B)

Consultations plénières

12 et 19 septembre; 14 octobre; 11 novembre; 16 décembre 2005; 24, 28, 29 et 31 mars; 10 et 26 avril; 4 mai; 8, 16 et 20 juin; 10 juillet 2006

Résolutions adoptées

1626 (2005); 1638 (2005); 1647 (2005); 1667 (2006); 1683 (2006); 1689 (2006); 1694 (2006)

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe d'experts créé en application des résolutions 1607 (2005) et 1647 (2005)

Rapports : S/2005/745 (7 décembre 2005)

S/2006/379 (7 juin 2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies au Libéria

Résolution 1509 (2003)	Création
Résolution 1626 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 mars 2006
Résolution 1638 (2005)	Modification du mandat
Résolution 1657 (2006)	Modification du mandat
Résolution 1667 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 septembre 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/560	1 ^{er} septembre 2005	Résolution 1561 (2004)
S/2005/764	7 décembre 2005	Résolution 1626 (2005)
S/2006/159	14 mars 2006	Résolution 1626 (2005)
S/2006/376	9 juin 2006	Résolution 1667 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/738	21 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
------------	------------------	---

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/739	28 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/802	1 ^{er} décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2005/745	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) concernant le Libéria
S/2005/838	22 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/839	28 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/36	20 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/71	1 ^{er} février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/184	22 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/207	31 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Pays-Bas
S/2006/237	7 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/334	25 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/365	6 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Libéria
S/2006/379	7 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003)
S/2006/406	15 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
S/2006/438	23 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/464	28 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003)

Chapitre 16

Le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le règlement pacifique des différends

Séances du Conseil

5264 (20 septembre 2005)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/42

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/594 7 septembre 2005 Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant
des Philippines

Chapitre 17

Questions concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie

A. Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Séances du Conseil

5273 (30 septembre 2005); 5382 (28 février 2006); 5407 (10 avril 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 27)

Consultations plénières

19 septembre 2005; 27 février; 21 et 31 mars; 7 avril 2006

Résolutions adoptées

1629 (2005); 1660 (2006); 1668 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/532 et Corr.1	17 août 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/593	14 septembre 2005	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/781	30 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
S/2006/199	27 mars 2006	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/231	10 avril 2006	Lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/353	29 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

B. Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

5289 (24 octobre 2005); 5290 (24 octobre 2005); 5373 (14 février 2006); 5470 (20 juin 2006); 5485 (13 juillet 2006)

Consultations plénières

19 et 24 octobre; 9 novembre 2005; 23 janvier; 7 mars; 13 juillet 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2005/51

Communiqués officiels

S/PV.5485

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Résolution 1244 (1999)

Création

Rapports du Secrétaire général

S/2006/45 25 janvier 2006 Résolution 1244 (1999)

S/2006/361 5 juin 2006 Résolution 1244 (1999)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/635	7 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/689	27 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/708	31 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/709	10 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/167	8 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/210	3 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/228	10 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/288	8 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/368	7 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/574	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

C. La situation en Bosnie-Herzégovine

Séances du Conseil

5306 (15 novembre 2005); 5307 (21 novembre 2005); 5412 (18 avril 2006)

Consultations plénières

21 novembre 2005

Résolutions adoptées

1639 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/698	2 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/706	7 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/12	5 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/40	20 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/61	30 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/62	30 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/64	30 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Bosnie-Herzégovine
S/2006/75	3 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/125	23 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/476	30 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 18

La situation en Somalie

Séances du Conseil

5280 (14 octobre 2005); 5302 (9 novembre 2005); 5387 (15 mars 2006); 5435 (10 mai 2006); 5486 (13 juillet 2006)

Consultations plénières

4 et 14 octobre; 9 novembre 2005; 10 et 15 mars; 10, 15, 16, 30 et 31 mai; 8, 19, 21 et 30 juin; 10 et 13 juillet 2006

Résolutions adoptées

1630 (2005); 1676 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/54; S/PRST/2006/11; S/PRST/2006/31

Groupes et mécanismes de suivi et rapports correspondants

Groupe de contrôle créé en application des résolutions 1587 (2005) et 1630 (2005)

Rapports : S/2005/625 (5 octobre 2005)

S/2006/229 (4 mai 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/642	11 octobre 2005	S/PRST/2001/30
S/2006/122	21 février 2006	S/PRST/2001/30
S/2006/418	20 juin 2006	S/PRST/2001/30

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/625	5 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/695	2 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/729	16 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/730	21 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2005/813	19 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2006/14	9 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Somalie
S/2006/37	16 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/166	3 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/261	20 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/262	25 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/229	4 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992)
S/2006/313	22 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/442	28 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/486	29 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche
S/2006/561	14 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande
S/2006/581	24 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Yémen

Chapitre 19

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales

Séances du Conseil

5282 (17 octobre 2005)

Consultations plénières

14 octobre 2005

Résolutions adoptées

1631 (2005)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/590	28 juillet 2006	Résolution 1631 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/567	29 août 2005	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/638	10 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Roumanie
S/2005/754	2 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2005/828	27 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 20

La question concernant Haïti

Séances du Conseil

5284 (18 octobre 2005); 5285 (18 octobre 2005); 5343 (6 janvier 2006); 5368 (9 février 2006); 5372 (14 février 2006); 5377 (22 février 2006); 5397 (27 mars 2006); 5438 (15 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.M)

Consultations plénières

18 octobre 2005; 6 janvier; 9, 10, 14, 15 et 17 février; 15 mars; 25 avril; 15 mai 2006

Résolutions adoptées

1658 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2005/50; S/PRST/2006/1; S/PRST/2006/7; S/PRST/2006/13; S/PRST/2006/22

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Résolution 1542 (2004)

Création

Résolution 1658 (2006)

Prorogation du mandat jusqu'au 15 août 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/631	6 octobre 2005	Résolutions 1542 (2004) et 1608 (2005)
S/2006/60	2 février 2006	Résolutions 1542 (2004) et 1608 (2005)
S/2006/592	28 juillet 2006	Résolution 1658 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/32	18 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/33	20 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/303	15 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/304	18 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/586	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/587	28 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 21

Exposés des présidents des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

5293 (26 octobre 2005); 5332 (19 décembre 2005); 5375 (21 février 2006)

Chapitre 22

Les femmes et la paix et la sécurité

Séances du Conseil

5294 (27 octobre 2005)

Consultations plénières

19 octobre 2005; 8 mars 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2005/52

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
-------------	-------------	---------------------------

S/2005/636	10 octobre 2005	S/PRST/2004/40
------------	-----------------	----------------

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/664	23 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Roumanie
S/2005/669	24 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Suède

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 23

La situation concernant le Sahara occidental

Séances du Conseil

5295 (28 octobre 2005); 5431 (28 avril 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitre 12.E)

Consultations plénières

24 octobre 2005; 18 janvier; 25 et 27 avril 2006

Résolutions adoptées

1634 (2005); 1675 (2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Résolution 690 (1991)	Création
Résolution 1634 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 30 avril 2006
Résolution 1675 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 octobre 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/648	13 octobre 2005	Résolution 1598 (2005)
S/2006/249	19 avril 2006	Résolution 1634 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/511	4 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/512	8 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/570	6 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/571	9 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/602	23 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Maroc
S/2005/605	26 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie

La situation concernant le Sahara occidental

S/2006/52	26 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc
S/2006/84	7 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Namibie
S/2006/129	24 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Maroc
S/2006/258	24 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Algérie
S/2006/266	26 avril 2006	Lettres identiques adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Namibie
S/2006/466	26 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/467	30 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 24

Mission du Conseil de sécurité

Séances du Conseil

5305 (15 novembre 2005); 5315 (6 décembre 2005); 5462 (15 juin 2006); 5466 (16 juin 2006); 5478 (29 juin 2006); 5482 (6 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 1, 8, 11, 13, 33 et 38)

Consultations plénières

2, 11 et 17 novembre 2005; 28 mars; 24 avril; 24 mai; 2 juin 2006

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Afrique centrale, du 4 au 11 novembre 2005

Rapport : S/2005/716 (14 novembre 2005)

Mission en Éthiopie et en Érythrée du Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, du 6 au 9 novembre 2005

Rapport : S/2005/723 (16 novembre 2005)

Mission au Soudan et au Tchad, 4 au 10 juin 2006

Rapport : S/2006/433 (22 juin 2006)

Mission sur le processus électoral en République démocratique du Congo, du 10 au 12 juin 2006

Rapport : S/2006/434 (22 juin 2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/694	2 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/344	30 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 25

Protection des civils en période de conflit armé

Séances du Conseil

5319 (9 décembre 2005); 5430 (28 avril 2006); 5476 (28 juin 2006)

Consultations plénières

20 décembre 2005; 27 avril 2006

Résolutions adoptées

1674 (2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/740	28 novembre 2005	S/PRST/2004/46

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/785	13 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/13	5 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada

Chapitre 26

La situation à Chypre

Séances du Conseil

5324 (14 décembre 2005); 5465 (15 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitre 12.G)

Consultations plénières

7 et 13 décembre 2005; 2, 14, 15 et 27 juin 2006

Résolutions adoptées

1642 (2005); 1687 (2006)

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Résolution 186 (1964)	Création
Résolution 1642 (2005)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 juin 2006
Résolution 1687 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 décembre 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/743 et Corr.1	29 novembre 2005	Résolution 186 (1964) et résolutions ultérieures, notamment résolution 1604 (2005)
S/2006/315	23 mai 2006	Résolution 186 (1964) et résolutions ultérieures, notamment résolution 1642 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/510	2 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/531	16 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/537	19 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/547	25 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

La situation à Chypre

S/2005/538	31 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/589	12 septembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/590	15 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/601	22 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/607	23 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/622	30 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/618	3 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/628	4 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/654	14 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/666	20 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/670	24 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/675	25 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/714	10 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/721	14 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/722	16 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2005/733	21 novembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2005/826	16 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite
S/2006/16	10 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/47	23 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/48	24 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/82	31 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2006/72	2 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/91	6 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/92	9 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/177	21 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2006/198	28 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/286	9 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/300	15 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2006/410	14 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/416	16 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre
S/2006/439	26 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/533	14 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Turquie
S/2006/572	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Chapitre 27

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

Séances du Conseil

5328 (15 décembre 2005); 5453 (7 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitre 17.A, et cinquième partie, chapitre 14)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/534	15 août 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/532 et Corr.1	17 août 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/781	30 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
S/2005/782	5 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994
S/2006/353	29 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

S/2006/358 29 mai 2006

Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

Chapitre 28

La situation en Afrique

Séances du Conseil

5331 (19 décembre 2005)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 31 et 40)

Consultations plénières

20 avril 2006

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission au Soudan et au Tchad, 4 au 10 juin 2006

Rapport: S/2006/433 (22 juin 2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/274	18 avril 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes*
S/2005/567	29 août 2005	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/562	2 septembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/660	20 octobre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/808	14 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/809	20 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/814	21 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/828	27 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 29

Consolidation de la paix après les conflits

Séances du Conseil

5335 (20 décembre 2005)

Consultations plénières

19 et 20 décembre 2005; 4 et 13 janvier; 19 juin 2006

Résolutions adoptées

1645 (2005); 1646 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/754	2 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2005/828	27 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/25	17 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie

Chapitre 30

Exposé du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Séances du Conseil

5346 (16 janvier 2006)

Chapitre 31

Exposé du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Séances du Conseil

5353 (24 janvier 2006)

(voir aussi deuxième partie, chapitres 1, 28, 33 et 38)

Chapitre 32

La situation en Géorgie

Séances du Conseil

5358 (26 janvier 2006); 5363 (31 janvier 2006); 5405 (31 mars 2006); 5483 (11 juillet 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 12.L et cinquième partie, chap. 13)

Consultations plénières

28 octobre 2005; 26 et 31 janvier; 28 mars; 11 et 27 juillet 2006

Résolutions adoptées

1656 (2006); 1666 (2006)

Communiqués officiels

S/PV.5358; S/PV.5483

Opérations de maintien de la paix créées, en cours ou achevées

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Résolution 858 (1993)	Création
Résolution 1656 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 31 mars 2006
Résolution 1666 (2006)	Prorogation du mandat jusqu'au 15 octobre 2006

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2005/657	19 octobre 2005	Résolution 1615 (2005)
S/2006/19	13 janvier 2006	Résolution 1615 (2005)
S/2006/173	17 mars 2006	Résolution 1656 (2006)
S/2006/435	26 juin 2006	Résolution 1666 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/678	27 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2005/718	9 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2005/735	18 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2006/188	28 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/539	14 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/540	19 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/555	19 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie
S/2006/576	26 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2006/577	26 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie
S/2006/597	26 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande

Chapitre 33

La situation dans la région des Grands Lacs

Séances du Conseil

5359 (27 janvier 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 1^{er}, 8, 11, 24, 29 et 31, et cinquième partie, chap. 15)

Consultations plénières

26 janvier 2006

Résolutions adoptées

1653 (2006)

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Afrique centrale, du 4 au 11 novembre 2005

Rapport : S/2005/716 (14 novembre 2005)

Mission au Soudan et au Tchad, 4 au 10 juin 2006

Rapport : S/2006/433 (22 juin 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2004/907	17 novembre 2004	Résolution 1244 (1999)
S/2006/46	25 janvier 2006	Lettre datée du 15 décembre 2005, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité (S/2005/794)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2005/620	3 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2005/633	4 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/645	7 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/667	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2005/793	15 novembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/794	15 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/849	23 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2005/850	30 décembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/13	5 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2006/29	16 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/27	18 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie
S/2006/192	15 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/193	29 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/264	10 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/274	1 ^{er} mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2006/558	20 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

Chapitre 34

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Séances du Conseil

5376 (22 février 2006); 5379 (23 février 2006)

Consultations plénières

21 février 2006

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/85	3 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/111	15 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/113	17 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2006/117	20 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone

Chapitre 35

Armes légères

Séances du Conseil

5390 (20 mars 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/109 et Corr.1	17 février 2006	S/PRST/2005/7

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2005/833	30 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/444	27 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Chapitre 36

Non-prolifération

Séances du Conseil

5403 (29 mars 2006); 5500 (31 juillet 2006)

Consultations plénières

17 et 29 mars; 3 et 5 mai; 5, 25, 28 et 30 juillet 2006

Résolutions adoptées

1696 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/15

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/549	18 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2006/80	6 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/150	8 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/178	17 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/273	27 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran
S/2006/270	28 avril 2006	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/448	3 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Honduras
S/2006/521	13 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Non-prolifération

S/2006/573	25 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France
S/2006/603	31 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran

Chapitre 37

Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense

Séances du Conseil

5415 (19 avril 2006); 5416 (19 avril 2006)
(voir aussi deuxième partie, chap. 1^{er}, 31 et 33)

Consultations plénières

20 et 26 avril 2006; 28 juillet 2006

Communiqués officiels

S/PV.5416

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission en Afrique centrale, du 4 au 11 novembre 2005

Rapport : S/2005/716 (14 novembre 2005)

Mission au Soudan et au Tchad, 4 au 10 juin 2006

Rapport : S/2006/433 (22 juin 2006)

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/478	29 juin 2006	Résolutions 1653 (2006) et 1663 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/620	3 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2005/633	4 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/645	7 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/667	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/770	7 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2005/785	13 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

Exposés des Ministres ougandais des affaires étrangères et de la défense

S/2006/13	5 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2006/29	16 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/271	24 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda
S/2006/274	1 ^{er} mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République démocratique du Congo
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/558	20 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda

Chapitre 38

La situation au Tchad et au Soudan

Séances du Conseil

5425 (25 avril 2006); 5441 (19 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 1^{er} et 31)

Consultations plénières

18, 20, 24 et 25 avril; 16 et 19 mai; 7 juillet 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2006/19

Mission du Conseil de sécurité et rapports y relatifs

Mission au Soudan et au Tchad, 4 au 10 juin 2006

Rapport : S/2006/433 (22 juin 2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/616	27 septembre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo
S/2006/103	14 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne
S/2006/187	24 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/256	13 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/307	17 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/359	31 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Soudan
S/2006/408	14 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Tchad
S/2006/461	28 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo

Chapitre 39

Non-prolifération des armes de destruction massive : résolution 1540 (2004)

Séances du Conseil

5429 (27 avril 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 2 et 21)

Consultations plénières

21 décembre 2005; 27 avril 2006

Résolutions adoptées

1673 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/521	8 août 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde
S/2005/527	12 août 2005	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Égypte
S/2005/548	15 août 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela
S/2005/621	28 septembre 2005	Note verbale adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de Madagascar
S/2005/647	7 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les Représentants permanents de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies
S/2005/658 et Corr.2	17 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen
S/2005/663	21 octobre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
S/2005/799	16 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)
S/2006/107	15 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2006/265	24 avril 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Panama

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)

S/2006/257 et Corr.1	25 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)
S/2006/285	27 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes
S/2006/276	4 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
S/2006/444	27 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan

Chapitre 40

Exposé du Président de l'Union africaine

Séances du Conseil

5448 (31 mai 2006); 5449 (31 mai 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 28)

Communiqués officiels

S/PV.5449

Chapitre 41

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

Séances du Conseil

5455 (13 juin 2006)

(voir aussi deuxième partie, chap. 27, et cinquième partie, chap. 14)

Consultations plénières

8 juin 2006

Résolutions adoptées

1684 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/534	15 août 2005	Note du Secrétaire général
S/2005/782	5 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994
S/2006/349	3 mai 2006	Lettres identiques adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général
S/2006/358	29 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre 1994
S/2006/437	13 juin 2006	Lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil de sécurité

Chapitre 42

Renforcement du droit international : état de droit et maintien de la paix et de la sécurité

Séances du Conseil

5474 (22 juin 2006)

Consultations plénières

21 juin 2006

Déclarations du Président

S/PRST/2006/28

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/367 7 juin 2006

Lettre adressée au Secrétaire général par le
représentant du Danemark

Chapitre 43

Lettre datée du 4 juillet 2006, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

Séances du Conseil

5490 (15 juillet 2006)

Consultations plénières

7, 10, 12, 14 et 15 juillet 2006

Résolutions adoptées

1695 (2006)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/481	4 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Japon
S/2006/482	4 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2006/493	6 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée
S/2006/514	6 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande
S/2006/498	7 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Honduras
S/2006/535	17 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République populaire démocratique de Corée

Chapitre 44

Les enfants et les conflits armés

Séances du Conseil

5494 (24 juillet 2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/33

Rapports du Secrétaire général

<i>Cote</i>	<i>Date</i>	<i>Texte de référence</i>
S/2006/389	13 juin 2006	Résolution 1612 (2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/522	25 juillet 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen*
S/2005/659	20 octobre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/13	5 janvier 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Canada
S/2006/275	2 mai 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la France
S/2006/494	6 juillet 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la France
S/2006/497	10 juillet 2006	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/562	19 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Palestine

* Document diffusé après la publication du rapport annuel précédent du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Troisième partie

Autres questions examinées par le Conseil de sécurité

Chapitre premier

Rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

Réunions du Conseil

5262 (19 septembre 2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/582 19 septembre 2005 Note du Président du Conseil de sécurité

Chapitre 2

Questions relatives à la Cour internationale de Justice

Élection de cinq membres de la Cour internationale de Justice

Réunions du Conseil

5299 (7 novembre 2005)

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/446	26 juillet 2005	Mémoire du Secrétaire général*
S/2005/447 et Corr.1 et Add.1	26 juillet et 3 novembre 2005	Note du Secrétaire général* et son additif
S/2005/448 et Corr.1	27 juillet 2005	Note du Secrétaire général*

* Documents distribués pendant la période couverte par le précédent rapport et également à la 5299^e réunion du Conseil.

Chapitre 3

Admission de nouveaux Membres

Réunions du Conseil

5471 (21 juin 2006); 5473 (22 juin 2006)

Résolutions adoptées

1691 (2006)

Déclarations du Président

S/PRST/2006/27

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/409	16 juin 2006	Note du Secrétaire général
S/2006/425	21 juin 2006	Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres

Chapitre 4

Documentation et méthodes de travail et procédures du Conseil de sécurité

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2005/562	2 septembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/659	20 octobre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/660	20 octobre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/734	28 novembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/844	5 décembre 2005	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des États-Unis d'Amérique
S/2005/845	20 décembre 2005	Lettre adressée au représentant des États-Unis d'Amérique par le Président du Conseil de sécurité
S/2005/814	21 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2005/841	29 décembre 2005	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/7	5 janvier 2006	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/25	17 janvier 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/66	31 janvier 2006	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/85	3 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/78	7 février 2006	Note du Président du Conseil de sécurité
S/2006/112	10 février 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis
S/2006/111	15 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/113	17 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud
S/2006/117	20 février 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone
S/2006/151	8 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/158	10 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Soudan
S/2006/180	21 mars 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant de Cuba

**Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)**

S/2006/208	30 mars 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
S/2006/354	16 mai 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/483	26 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Finlande
S/2006/526	14 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République arabe syrienne
S/2006/534	14 juillet 2006	Lettre adressée au représentant de la République arabe syrienne par le Président du Conseil de sécurité
S/2006/507	19 juillet 2006	Note du Président du Conseil de sécurité

Chapitre 5

Recommandations concernant la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Communications reçues du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006

S/2006/252	20 avril 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/369	6 juin 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de Sri Lanka
S/2006/444	27 juin 2006	Lettre adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan
S/2006/480	3 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde
S/2006/492	5 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie
S/2006/524 et Corr.1	13 juillet 2006	Lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République de Corée

Quatrième partie

Comité d'état-major

Travaux du Comité d'état-major

Pendant la période considérée, le Comité d'état-major, créé en vertu de l'Article 47 de la Charte des Nations Unies, s'est réuni conformément à son projet de règlement intérieur. Il a tenu 26 séances au total et il est resté prêt à assumer les fonctions qui lui étaient attribuées aux termes de l'Article 47 de la Charte.

Pour faire suite à la demande faite au Conseil de sécurité par l'Assemblée générale au paragraphe 178 du Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1), le Comité d'état-major a examiné sa composition, son mandat et ses méthodes de travail. Les discussions se poursuivent.

Cinquième partie

Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas fait l'objet d'un débat lors des réunions du Conseil au cours de la période considérée

Chapitre premier

Communications concernant la non-prolifération des armes de destruction massive

Lettre datée du 18 avril 2005¹ (S/2005/274), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 17 avril 2005, à laquelle sont joints les résolutions, le Communiqué final et la Déclaration d'Alger adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-septième réunion au sommet, tenue à Alger les 22 et 23 mars 2005.

Lettre datée du 25 juillet¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, dans laquelle celui-ci transmet, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Communiqué final, la Déclaration de Sanaa et les résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Lettre datée du 8 août (S/2005/521), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Inde, et pièce jointe.

Lettre datée du 18 août (S/2005/549), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République bolivarienne du Venezuela, et pièce jointe.

Lettre datée du 17 septembre (S/2005/612), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant un communiqué de presse publié à l'occasion de la quatre-vingt-seizième session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, qui s'est tenue à Djeddah (Arabie saoudite) les 6 et 7 septembre 2005.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, dans laquelle celui-ci transmet, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le Communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 23 septembre 2005.

Lettre datée du 2 décembre (S/2005/754), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant la déclaration relative aux résultats du Sommet mondial de 2005, adoptée à la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective, tenue à Moscou le 30 novembre 2005.

Lettre datée du 16 décembre (S/2005/826), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite, transmettant, entre autres, la Déclaration de Makkah al-Moukarramah et le Communiqué final adoptés à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet, tenue à Makkah al-Moukarramah (Royaume d'Arabie saoudite) les 7 et 8 décembre 2005.

Lettre datée du 15 février 2006 (S/2006/108), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le Communiqué final et la Déclaration d'Abou Dhabi que le Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe a adoptés à sa vingt-sixième session, tenue à Abou Dhabi les 18 et 19 décembre 2005.

Lettre datée du 15 mars (S/2006/169), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant un communiqué de presse publié à l'occasion de la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Riyad le 1^{er} mars 2006.

Lettre datée du 27 avril (S/2006/285), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la

¹ Distribuée après la publication du précédent rapport annuel du Conseil de sécurité (1^{er} août 2004-31 juillet 2005).

Ligue des États arabes, transmettant une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 23 avril 2006, à laquelle sont jointes, entre autres, les décisions et la Déclaration du Sommet de Khartoum adoptées par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-huitième réunion au sommet, tenue à Khartoum les 28 et 29 mars 2006.

Lettre datée du 18 mai (S/2006/305), adressée au Secrétaire général par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du même jour, à laquelle est jointe une déclaration portant sur la nécessité de déclarer la région du Moyen-Orient zone exempte d'armes de destruction massive, adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au sommet à Khartoum les 28 et 29 mars 2006.

Lettre datée du 27 juin (S/2006/444), adressée au Secrétaire général par le représentant du Kazakhstan, transmettant la déclaration adoptée à l'issue du deuxième Sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, adoptée à Almaty (Kazakhstan) le 17 juin 2006.

Lettre datée du 28 juin (S/2006/484), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant une lettre signée le 26 juin 2006 par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Jamahiriya arabe libyenne.

Chapitre 2

Communications concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït

Lettre datée du 18 avril 2005¹ (S/2005/274), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 17 avril 2005, contenant le texte des résolutions, du communiqué final et de la Déclaration d'Alger adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-septième réunion au sommet, tenue les 22 et 23 mars 2005 à Alger.

Lettre datée du 25 juillet¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le texte du

communiqué final, de la Déclaration de Sanaa et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Vingtième rapport présenté par le Secrétaire général, daté du 8 août (S/2005/513), en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999), sur la façon dont l'Iraq s'acquitte de ses obligations touchant le rapatriement ou le retour de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou, éventuellement, de leur dépouille mortelle.

Lettre datée du 17 septembre (S/2005/612), adressée au Secrétaire général par le représentant du Bahreïn, transmettant un communiqué de presse publié à l'issue de la quatre-vingt-seizième session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, qui s'est tenue à Djeddah (Arabie saoudite) les 6 et 7 septembre 2005.

Lettre datée du 4 octobre (S/2005/686), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 23 septembre 2005.

Vingt et unième rapport présenté par le Secrétaire général, daté du 8 décembre (S/2005/769) en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999) sur la façon dont l'Iraq s'acquitte de ses obligations touchant le rapatriement ou le retour de tous les nationaux du Koweït ou d'États tiers ou, éventuellement, de leur dépouille mortelle et sur la restitution de tous les biens koweïtiens, y compris les archives, saisis par l'Iraq.

Lettre datée du 9 décembre (S/2005/815), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Note du Secrétaire général datée du 29 décembre (S/2005/840), transmettant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la suite donnée aux

recommandations relatives à la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2002-2003.

Lettre datée du 15 février 2006 (S/2006/108), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le texte du communiqué final et de la Déclaration d'Abou Dhabi que le Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe a adoptés à sa vingt-sixième session, tenue à Abou Dhabi les 18 et 19 décembre 2005.

Lettre datée du 10 mars (S/2006/238), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Lettre datée du 15 mars (S/2006/169), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis et transmettant le texte d'un communiqué de presse publié à l'occasion de la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Riyad le 1^{er} mars 2006.

Lettre datée du 5 avril (S/2006/221), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Tunisie avec pièce jointe.

Lettre datée du 27 avril (S/2006/285), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 23 avril 2006, contenant notamment le texte des décisions et de la Déclaration du Sommet de Khartoum adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-huitième réunion au sommet, tenue les 28 et 29 mars 2006 à Khartoum.

Vingt-deuxième rapport présenté par le Secrétaire général, daté du 21 juin (S/2006/428) en application du paragraphe 14 de la résolution 1284 (1999) sur la restitution de tous les biens koweïtiens, y compris les archives, saisis par l'Iraq.

Lettre datée du 28 juin (S/2006/468), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général pour demander une réduction de la fréquence des rapports sur la façon dont l'Iraq s'acquitte de ses obligations touchant le rapatriement ou le retour de tous les nationaux du Koweït et d'États tiers ou, éventuellement, de leurs dépouilles mortelles pour que ces rapports soient publiés tous les six mois au lieu de tous les quatre mois.

Lettre datée du 30 juin (S/2006/469), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, pour l'informer que sa lettre datée du 28 juin 2006 (S/2006/468) a été portée à l'attention des membres du Conseil qui ont pris note de l'intention qu'elle manifestait.

Lettre datée du 30 juin (S/2006/530), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Chapitre 3 Communications concernant la réforme de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité

Lettre datée du 18 avril 2005 (S/2005/274), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 17 avril 2005, contenant le texte des résolutions, du communiqué final et de la Déclaration d'Alger adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-septième réunion au sommet, tenue les 22 et 23 mars 2005 à Alger.

Lettre datée du 25 juillet¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Sanaa et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 23 septembre 2005.

Lettre datée du 2 décembre (S/2005/754), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie transmettant le texte d'une

déclaration relative aux résultats du Sommet mondial de 2005 adoptée par les ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective lors de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation qui s'est tenue à Moscou le 30 novembre 2005.

Lettre datée du 16 décembre (S/2005/826), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite transmettant, notamment, le texte de la Déclaration de Makkah al-Moukarramah et du communiqué final adoptés à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet qui s'est tenue à Makkah al-Moukarramah (Arabie saoudite) les 7 et 8 décembre 2005.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 30 décembre (S/2005/833), transmettant le rapport annuel pour 2005 du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Lettre datée du 3 février 2006 (S/2006/85), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés.

Lettre datée du 15 février (S/2006/111), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Malaisie, transmettant, en sa qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, le texte de sa lettre datée du 14 février 2006 adressée au Président de l'Assemblée générale.

Lettre datée du 17 février (S/2006/113), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Afrique du Sud.

Lettre datée du 20 février (S/2006/117), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Sierra Leone.

Lettre datée du 27 avril (S/2006/285), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 23 avril 2006, contenant notamment le texte des décisions et de la Déclaration de Khartoum adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-huitième réunion au sommet, tenue les 28 et 29 mars 2006 à Khartoum.

Chapitre 4

Communications concernant la question des îles de la Grande Tumb, de la Petite Tumb et d'Abou Moussa

Lettre datée du 18 avril 2005¹ (S/2005/274), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 17 avril 2005, contenant le texte des résolutions, du communiqué final et de la Déclaration d'Alger adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-septième réunion au sommet, tenue les 22 et 23 mars 2005 à Alger.

Lettre datée du 12 septembre (S/2005/597), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte de la décision qu'a adoptée le Conseil de la Ligue des États arabes, réuni au niveau des ministres des affaires étrangères, à sa cent vingt-quatrième session ordinaire, tenue le 8 septembre 2005.

Lettre datée du 17 septembre (S/2005/612), adressée au Secrétaire général par le représentant du Bahreïn, transmettant un communiqué de presse publié à l'issue de la quatre-vingt-seizième session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, qui s'est tenue à Djeddah (Arabie saoudite) les 6 et 7 septembre 2005.

Lettre datée du 1^{er} novembre (S/2005/697), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 30 décembre (S/2005/851), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 15 février 2006 (S/2006/108), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le texte du communiqué final et de la Déclaration d'Abou Dhabi que le Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe a adoptés à sa vingt-sixième session, tenue à Abou Dhabi les 18 et 19 décembre 2005.

Lettre datée du 13 mars (S/2006/168), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une décision adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau des ministres des affaires

étrangères à sa cent vingt-cinquième session ordinaire, qui s'est tenue le 4 mars 2006.

Lettre datée du 15 mars (S/2006/169), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le texte d'un communiqué de presse publié à l'occasion de la quatre-vingt-dix-huitième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Riyad le 1^{er} mars 2006.

Lettre datée du 24 mars (S/2006/191), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 27 mars (S/2006/200), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Lettre datée du 27 avril (S/2006/285), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 23 avril 2006, contenant notamment le texte des décisions et de la Déclaration du Sommet de Khartoum adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-huitième réunion au sommet, tenue les 28 et 29 mars 2006 à Khartoum.

Lettre datée du 8 juin (S/2006/381), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Chapitre 5

Communications concernant la Ligue des États arabes

Lettre datée du 18 avril 2005¹ (S/2005/274), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 17 avril 2005, contenant le texte des résolutions, du communiqué final et de la Déclaration d'Alger adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-septième réunion au sommet, tenue les 22 et 23 mars 2005 à Alger.

Lettre datée du 27 avril 2006 (S/2006/285), adressée au Président du Conseil de sécurité par l'observateur de la Ligue des États arabes, transmettant le texte d'une lettre du Secrétaire général de la Ligue des États arabes datée du 23 avril 2006, contenant

notamment le texte des décisions et de la Déclaration de Khartoum adoptés par le Conseil de la Ligue des États arabes à sa dix-huitième réunion au sommet, tenue les 28 et 29 mars 2006 à Khartoum.

Chapitre 6

Communications concernant la situation dans le Haut-Karabakh et les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Lettre datée du 25 juillet 2005¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Sanaa et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Lettre datée du 24 août (S/2005/542), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, avec pièce jointe.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 23 septembre 2005.

Lettre datée du 16 décembre (S/2005/826), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite transmettant, notamment, le texte de la Déclaration de Makkah al-Moukarramah et du communiqué final adoptés à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet qui s'est tenue à Makkah al-Moukarramah (Arabie saoudite) les 7 et 8 décembre 2005.

Lettre datée du 21 février 2006 (S/2006/118), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan.

Lettre datée du 24 février (S/2006/128), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, et pièce jointe.

Lettre datée du 24 février (S/2006/132), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie.

Lettre datée du 6 mars (S/2006/141), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie avec pièce jointe.

Lettre datée du 24 mai (S/2006/364), adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, transmettant le texte de la Déclaration de Kiev sur la création de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique (GUAM), du communiqué du sommet du GUAM qui s'est tenu à Kiev le 23 mai 2006 et de la Déclaration commune sur la question du règlement des conflits, adoptée à cette occasion par les Présidents de la République azerbaïdjanaise, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine.

Lettre datée du 28 juin (S/2006/450), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, avec pièce jointe.

Lettre datée du 7 juillet (S/2006/500), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie, avec pièces jointes.

Lettre datée du 21 juillet (S/2006/564 et Corr.1), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Azerbaïdjan, avec pièces jointes.

Lettre datée du 27 juillet (S/2006/588), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arménie, avec pièce jointe.

Chapitre 7

Communications concernant l'Organisation de la Conférence islamique

Lettre datée du 25 juillet 2005¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Sanaa et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du

Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 23 septembre 2005.

Lettre datée du 16 décembre (S/2005/826), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite transmettant, notamment, le texte de la Déclaration de Makkah al-Moukarramah et du communiqué final adoptés à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet qui s'est tenue à Makkah al-Moukarramah (Arabie saoudite) les 7 et 8 décembre 2005.

Chapitre 8

Communications concernant la question indo-pakistanaise

Lettre datée du 25 juillet 2005¹ (S/2005/522), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, le texte du communiqué final, de la Déclaration de Sanaa et des résolutions adoptés par la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères à sa trente-deuxième session, tenue à Sanaa du 28 au 30 juin 2005.

Lettre datée du 17 octobre (S/2005/658 et Corr.2), adressée au Secrétaire général par le représentant du Yémen, transmettant, en sa qualité de Président du Groupe de l'Organisation de la Conférence islamique, le texte du communiqué final de la réunion annuelle de coordination des ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le 23 septembre 2005.

Lettre datée du 2 décembre (S/2005/772), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général pour informer le Conseil de son intention de nommer le général de division Dragutin Repinc (Croatie) au poste de chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP).

Lettre datée du 8 décembre (S/2005/773), adressée au Secrétaire général par le Président du

Conseil de sécurité pour l'informer que sa lettre datée du 2 décembre 2005 (S/2005/772), a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris note de son contenu.

Lettre datée du 16 décembre (S/2005/826), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Arabie saoudite transmettant, notamment, le texte de la Déclaration de Makkah al-Moukarramah et du communiqué final adoptés à la troisième session extraordinaire de la Conférence islamique au sommet qui s'est tenue à Makkah al-Moukarramah (Arabie saoudite) les 7 et 8 décembre 2005.

Lettre datée du 13 février 2006 (S/2006/104), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Pakistan, transmettant le texte d'une déclaration conjointe publiée à l'issue de la réunion des Secrétaires d'État aux affaires étrangères de l'Inde et du Pakistan qui s'est tenue à New Delhi les 17 et 18 janvier 2006.

Chapitre 9

Communications concernant les relations entre le Cameroun et le Nigéria

Lettre datée du 1^{er} août 2005 (S/2005/528), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil des dernières réalisations et des activités de la Commission mixte Cameroun-Nigéria et de son intention de demander de nouveaux crédits à prélever sur le budget ordinaire de la Commission de 2006.

Lettre datée du 12 août (S/2005/529), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que sa lettre datée du 1^{er} août 2005 (S/2005/528) a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris note de l'information contenue dans la lettre et de l'intention qui y était exprimée, et que les membres du Conseil engageaient les parties à la Commission mixte Cameroun-Nigéria à faire appel au concours des donateurs internationaux pour recueillir de nouvelles contributions volontaires.

Lettre datée du 20 juin 2006 (S/2006/419), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil de sécurité de l'Accord de Greentree au sujet des modalités du retrait

et du transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi, signé le 12 juin par le Cameroun et le Nigéria.

Lettre datée du 21 juin (S/2006/453), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration faite par la présidence au nom de l'Union européenne, le 20 juin 2006, au sujet de l'accord relatif à la péninsule de Bakassi.

Lettre datée du 28 juin (S/2006/454), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil de sécurité de la composition du comité de suivi qui sera créé en application de l'Accord de Greentree.

Chapitre 10

Communication concernant la Mauritanie

Lettre datée du 9 septembre 2005 (S/2005/581), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria, transmettant, en sa qualité de représentant du Président de l'Union africaine, le texte du communiqué adopté par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union à sa trente-septième réunion, tenue le 8 septembre 2005 à Addis-Abeba.

Chapitre 11

Communications concernant le Conseil de coopération du Golfe

Lettre datée du 17 septembre 2005 (S/2005/612), adressée au Secrétaire général par le représentant de Bahreïn, transmettant le texte du communiqué de presse publié à l'issue de la quatre-vingt-seizième session ordinaire du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Djeddah (Arabie saoudite) les 6 et 7 septembre 2005.

Lettre datée du 15 février 2006 (S/2006/108), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le texte du communiqué final et de la Déclaration d'Abou Dhabi que le Conseil suprême du Conseil de coopération du Golfe a adoptés à sa vingt-sixième session, tenue à Abou Dhabi les 18 et 19 décembre 2005.

Lettre datée du 15 mars 2006 (S/2006/169), adressée au Secrétaire général par le représentant des Émirats arabes unis, transmettant le texte d'un

communiqué de presse publié à l'occasion de la quarante-deuxième session du Conseil des ministres du Conseil de coopération du Golfe, tenue à Riyad le 1^{er} mars 2006.

Chapitre 12

Communications concernant l'Union européenne

Lettre datée du 22 septembre 2005 (S/2005/629), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration faite par la présidence au nom de l'Union européenne, en réaction à la déclaration de cessez-le-feu du Président du Parti communiste népalais (maoïste), publiée le 8 septembre 2005.

Lettre datée du 25 octobre (S/2005/711), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration sur la situation au Togo, publiée le même jour par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 7 novembre (S/2005/712), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration sur le rejet d'une assistance humanitaire par le Gouvernement du Zimbabwe, publiée le même jour par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 21 novembre (S/2005/751), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration publiée le 28 octobre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne, concernant l'ordonnance sur les médias promulguée par le Népal.

Lettre datée du 23 novembre (S/2005/749), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration sur le procès d'Andijan, publiée le 18 novembre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 23 novembre (S/2005/750), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration sur la

situation des droits de l'homme en Ouzbékistan, publiée le 8 novembre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 6 décembre (S/2005/804), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration publiée le 5 décembre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne au sujet de l'accord conclu entre les partis politiques et les maoïstes au Népal.

Lettre datée du 6 décembre (S/2005/805), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration publiée le 5 décembre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne en réaction à la fermeture de la station Radio Sagamartha FM au Népal.

Lettre datée du 20 décembre (S/2005/830), adressée au Secrétaire général par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration publiée le 19 décembre 2005 par la présidence au nom de l'Union européenne sur la situation humanitaire au Zimbabwe.

Lettre datée du 16 janvier 2006 (S/2006/38), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration faite le 9 janvier 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne en réponse à l'annonce par les maoïstes du Népal de la fin du cessez-le-feu unilatéral.

Lettre datée du 30 janvier (S/2006/77), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration concernant la situation politique au Népal, publiée le même jour par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 24 mai (S/2006/335), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration concernant le référendum au Monténégro, publiée le 23 mai 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 1^{er} juin (S/2006/371), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration concernant l'inscription des Tigres de libération de l'Eelam tamoul sur la liste des organisations terroristes, publiée le

31 mai 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 7 juin (S/2006/412), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration relative à la déclaration d'indépendance émise par le Parlement monténégrin, publiée le 3 juin 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Lettre datée du 21 juin (S/2006/451), adressée au Secrétaire général par le représentant de l'Autriche, transmettant le texte de la déclaration au sujet de la République de Guinée, publiée le 16 juin 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne.

Chapitre 13

Communications concernant la Géorgie²

Lettres identiques datées du 23 septembre 2005 (S/2005/606), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie, et pièce jointe.

Lettre datée du 27 octobre (S/2005/678), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie.

Lettre datée du 9 novembre (S/2005/718), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Géorgie, et pièce jointe.

Lettre datée du 24 mai 2006 (S/2006/364), adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, transmettant le texte de la Déclaration de Kiev sur la création de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique (GUAM), du communiqué du sommet du GUAM qui s'est tenu à Kiev le 23 mai 2006 et de la déclaration commune des chefs d'État des pays membres du GUAM sur la question du règlement des conflits, adoptée à cette occasion par les Présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine.

Lettre datée du 19 juillet (S/2006/555), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, et pièce jointe.

Lettre datée du 26 juillet (S/2006/597), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Finlande, transmettant le texte de la déclaration publiée le 24 juillet 2006 par la présidence au nom de l'Union européenne, sur l'évolution récente de la situation en Géorgie – Abkhazie et Ossétie du Sud.

Chapitre 14

Communications relatives à la situation concernant le Rwanda

Lettre datée du 27 septembre 2005 (S/2005/616), adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo, transmettant le rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur les travaux de sa vingt-troisième réunion ministérielle, tenue à Brazzaville du 29 août au 2 septembre 2005.

Lettre datée du 4 octobre (S/2005/633), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, et pièce jointe.

Lettre datée du 21 octobre (S/2005/667), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, qui a accueilli la Commission tripartite plus un à Kampala le 21 octobre 2005, transmettant une lettre portant la même date adressée par les Ministres des affaires étrangères du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de l'Ouganda.

Lettre datée du 27 octobre (S/2005/682), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que les membres du Conseil de sécurité ont décidé d'envoyer une mission en Afrique centrale du 4 au 10 novembre 2005 et lui communiquant le mandat de cette mission.

Rapport sur la mission du Conseil de sécurité effectuée en Afrique centrale (du 4 au 11 novembre 2005), daté du 14 novembre 2005 (S/2005/716).

Lettre datée du 7 décembre (S/2005/770), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Ouganda, et pièce jointe.

Lettre datée du 17 janvier 2006 (S/2006/28), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant le rapport d'enquête définitif établi par la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

² Voir aussi deuxième partie, chap. 12.L et 32.

au sujet de l'attaque survenue le 9 juillet 2005 contre le village de Kabingu (Sud-Kivu).

Lettre datée du 18 janvier (S/2006/27), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, transmettant un document de réflexion en vue du débat ouvert que le Conseil de sécurité doit tenir sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs le 27 janvier 2006.

Rapport du Secrétaire général daté du 25 janvier (S/2006/46) sur les préparatifs de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, présenté pour donner suite à la lettre datée du 15 décembre 2005 (S/2005/794), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité.

Lettre datée du 9 mars (S/2006/164), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda, qui porte sur la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005.

Chapitre 15 Communications concernant la situation en République centrafricaine

Lettre datée du 27 septembre 2005 (S/2005/616), adressée au Secrétaire général par le représentant du Congo, transmettant le rapport du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale sur sa vingt-troisième réunion ministérielle, qui s'est tenue du 29 août au 2 septembre 2005, à Brazzaville.

Rapport du Secrétaire général daté du 27 octobre (S/2005/679) suite à la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 22 juillet 2005 sur la situation en République centrafricaine (S/PRST/2005/35).

Lettre datée du 30 novembre (S/2005/758), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, lui recommandant de proroger jusqu'au 31 décembre 2006 le mandat du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et lui faisant part de son intention d'élever au rang de Représentant spécial son représentant en République centrafricaine.

Lettre datée du 2 décembre (S/2005/759), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que sa lettre datée du 30 novembre 2005 (S/2005/758) a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris acte de son contenu.

Rapport du Secrétaire général daté du 29 décembre (S/2005/831) sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005, présenté conformément à la demande contenue dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité du 26 septembre 2001 (S/PRST/2001/25).

Lettre datée du 3 janvier 2006 (S/2006/4), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nigéria, transmettant, en sa qualité de représentant du Président de l'Union africaine, le texte d'une décision sur la situation en République centrafricaine que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a adoptée à sa quarante-quatrième réunion, tenue à Addis-Abeba le 29 décembre 2005 et le texte d'une note d'information sur la situation sur le plan de la sécurité en République centrafricaine et sur la visite dans la région d'une mission de l'Union africaine.

Lettre datée du 3 avril (S/2006/216), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Congo, transmettant, en sa qualité de représentant du Président de l'Union africaine, le texte d'un communiqué contenant une déclaration sur la situation en République centrafricaine, que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a publiée à l'issue d'une séance publique d'information tenue à Addis-Abeba le 30 mars 2006.

Lettre datée du 26 mai (S/2006/341), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer une mission au Soudan et au Tchad et au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba du 4 au 10 juin 2006, et lui communiquant le mandat de la mission.

Rapport du Secrétaire général daté du 27 juin (S/2006/441) sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix de janvier à juin 2006, présenté conformément à la demande contenue dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité datée du 26 septembre 2001 (S/PRST/2001/25).

Chapitre 16

Communication concernant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ouzbékistan, la République de Moldova et l'Ukraine

Lettre datée du 29 septembre 2005 (S/2005/623), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République de Moldova, transmettant, en sa qualité de Représentant permanent du pays qui assure la présidence du groupe GUUAM (Azerbaïdjan, Géorgie, Ouzbékistan, République de Moldova, Ukraine), le texte d'un communiqué publié à l'issue de la dixième réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères de ces pays, et celui de la déclaration commune GUUAM-États-Unis d'Amérique, publiée à l'issue de la sixième réunion ministérielle GUUAM-États-Unis d'Amérique, qui ont toutes deux eu lieu à New York le 16 septembre 2005.

Chapitre 17

Communication concernant les relations entre le Costa Rica et le Nicaragua

Note verbale datée du 29 septembre 2005 (S/2005/632), adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Costa Rica, et pièce jointe.

Chapitre 18

Communications concernant les relations entre la République islamique d'Iran et les États-Unis d'Amérique

Lettre datée du 26 octobre 2005 (S/2005/692), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, et pièces jointes.

Lettre datée du 17 mars 2006 (S/2006/178), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran, et pièce jointe.

Lettre datée du 27 avril (S/2006/273), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Chapitre 19

Communications concernant les relations entre la République islamique d'Iran et Israël

Lettres identiques datées du 27 octobre 2005 (S/2005/681), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël.

Lettre datée du 27 octobre (S/2005/683), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, transmettant le texte de la déclaration sur l'Iran, rendue publique le même jour par la présidence au nom des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne réunis à Hampton Court (Royaume-Uni).

Lettres identiques datées du 9 décembre (S/2005/776), adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le représentant d'Israël.

Lettre datée du 9 juin 2006 (S/2006/380), adressée au Secrétaire général par le représentant de la République islamique d'Iran.

Chapitre 20

Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix

Lettre datée du 2 novembre 2005 (S/2005/694), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que les membres du Conseil de sécurité ont autorisé l'Ambassadeur Kenzo Oshima (Japon), en sa qualité de Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix, à effectuer une visite à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée du 6 au 9 novembre 2005, et communiquant le mandat de la mission.

Lettre datée du 16 novembre (S/2005/723), adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Japon, transmettant un rapport sur la visite qu'il a effectuée en Éthiopie et en Érythrée du 6

au 9 novembre 2005 en sa qualité de Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les opérations de maintien de la paix

Chapitre 21

Communication concernant l'Organisation du Traité de sécurité collective

Lettre datée du 2 décembre 2005 (S/2005/754), adressée au Secrétaire général par le représentant de la Fédération de Russie, transmettant le texte de la Déclaration sur le Document final du Sommet mondial de 2005, adoptée le 30 novembre 2005 à Moscou lors de la réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation du Traité de sécurité collective.

Chapitre 22

Questions d'ordre général relatives aux sanctions

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 29 décembre 2005 (S/2005/841), déclarant que les membres du Conseil de sécurité ont décidé de proroger jusqu'au 31 décembre 2006 le mandat du Groupe de travail officiel sur les questions générales relatives aux sanctions et énonçant les questions que doit examiner le Groupe de travail.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 29 décembre (S/2005/842), transmettant le rapport annuel de 2005 du Groupe de travail officiel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions.

Note du Président du Conseil de sécurité datée du 30 décembre (S/2005/833), transmettant le rapport annuel de 2005 du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique.

Lettres identiques datées du 19 mai 2006 (S/2006/331), adressées au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Allemagne, de la Suède et de la

Suisse, transmettant le texte du livre blanc daté du 30 mars 2006, établi par le Watson Institute de l'Université Brown dans le cadre du projet relatif aux sanctions ciblées.

Chapitre 23

Communication concernant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la République de Moldova et l'Ukraine

Lettre datée du 24 mai 2006 (S/2006/364), adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, transmettant le texte de la Déclaration de Kiev sur la création de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique (GUAM), du communiqué du sommet du GUAM qui s'est tenu à Kiev le 23 mai 2006 et de la déclaration commune des chefs d'État des pays membres du GUAM sur la question du règlement des conflits, adoptée à cette occasion par les Présidents de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la République de Moldova et de l'Ukraine.

Chapitre 24

Communications concernant la situation au Tadjikistan et le long de la frontière tadjiko-afghane

Lettre datée du 26 mai 2006 (S/2006/355), adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil de son intention de maintenir les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan pour une nouvelle période d'un an, jusqu'au 1^{er} juin 2007.

Lettre datée du 31 mai 2006 (S/2006/356), adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, l'informant que sa lettre datée du 26 mai 2006 (S/2006/355) a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité, qui ont pris note de l'information contenue dans la lettre et de l'intention qui y était exprimée.

Chapitre 25

Communication concernant la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie

Lettre datée du 27 juin 2006 (S/2006/444),
adressée au Secrétaire général par le représentant du

Kazakhstan, transmettant le texte de la déclaration adoptée à l'issue du deuxième Sommet de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, qui s'est tenu à Almaty (Kazakhstan), le 17 juin 2006.

Sixième partie

Travaux des organes subsidiaires du Conseil de sécurité

Chapitre premier

Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

La Commission d'indemnisation des Nations Unies a pour mandat de traiter les réclamations et de verser les indemnisations au titre des pertes et dommages résultant directement de l'invasion et de l'occupation illégales du Koweït par l'Iraq du 2 août 1990 au 2 mars 1991. Au cours de la période considérée, le Conseil d'administration de la Commission a tenu quatre sessions ordinaires (cinquante-septième à soixantième), au cours desquelles il a examiné diverses questions liées aux activités de la Commission. Depuis l'achèvement de la phase de traitement des réclamations, en juin 2005, la Commission, secondée par un secrétariat restreint, a concentré ses travaux sur le versement des indemnités dues aux bénéficiaires et sur un certain nombre de tâches résiduelles. En outre, à sa cinquante-huitième session, le Conseil d'administration a adopté des directives pour un programme de suivi devant permettre de contrôler l'utilisation des indemnités versées au titre des dommages causés à l'environnement. Ce programme est financé par les gouvernements requérants par retenues sur leurs indemnités. À cette même session, tenant compte du fait que les versements aux requérants privés devraient s'achever vers le deuxième semestre de 2006 et qu'il ne restera que 49 réclamations dans les catégories E et F pour lesquelles les indemnisations n'auront pas été versées intégralement, le Conseil d'administration a pris une décision sur la question de la cessation progressive d'activité de la Commission d'indemnisation. Il a examiné plusieurs options et, considérant la nature des tâches restant à effectuer, a décidé de maintenir le Fonds d'indemnisation sous son contrôle, en étant secondé par un secrétariat résiduel restreint à Genève, lequel lui apportera son concours également pour la mise en œuvre du programme de suivi nouvellement approuvé aux fins de l'indemnisation pour dommages causés à l'environnement. Le Conseil d'administration a réservé, pour examen ultérieur, la possibilité de charger le

Gouvernement iraquien de poursuivre les versements, sous la supervision du Conseil de sécurité.

Versement des indemnités

Les fonds utilisés pour le versement des indemnités proviennent de prélèvements sur le Fonds d'indemnisation, lequel reçoit un pourcentage du produit des exportations de pétrole et de produits pétroliers iraqiens. Initialement fixé à 30 % en application de la résolution 705 (1991) du Conseil de sécurité, ce pourcentage a été confirmé par la résolution 986 (1995) et les résolutions ultérieures qui ont créé et prolongé le mécanisme « pétrole contre nourriture ». Il a été ramené à 25 % à partir de décembre 2000 par la résolution 1330 (2000). Au paragraphe 21 de la résolution 1483 (2003), le Conseil a fixé à 5 % le pourcentage du produit de toutes les exportations de pétrole, produits pétroliers et gaz naturel à verser au Fonds d'indemnisation. Par sa résolution 1546 (2004), le Conseil de sécurité a décidé que des mesures seraient prises pour que le produit des ventes continue d'y être versé, conformément au paragraphe 21 de la résolution 1483 (2003).

Au cours de la première phase du versement des indemnités, chacun des bénéficiaires des indemnités approuvées au titre des catégories A (réclamations individuelles présentées pour cause de départ d'Iraq ou du Koweït) et C (réclamations pour pertes individuelles d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 000 dollars) a reçu un versement initial de 2 500 dollars, et tous les bénéficiaires de la catégorie B (réclamations pour décès ou blessure grave) ont reçu un versement équivalant au montant intégral de l'indemnisation approuvée. Lors de la deuxième phase, les bénéficiaires d'indemnisations au titre de toutes les catégories ont reçu des montants allant jusqu'à 100 000 dollars. À l'issue des première et deuxième phases du versement des indemnisations, en juillet 1999 et septembre 2000, respectivement, la Commission a mis à la disposition des gouvernements et des organisations internationales le montant intégral des indemnités approuvées au titre des catégories A, B et C pour reversement aux divers requérants (particuliers).

Au cours de la troisième phase, qui a commencé en octobre 2000, les requérants dont la réclamation au titre des catégories D, E et F a abouti ont reçu un montant initial de 5 millions de dollars (ou le solde impayé), puis des versements ultérieurs de 10 millions de dollars (ou le solde impayé), dans l'ordre dans lequel les indemnisations avaient été approuvées. En juin 2003, le Conseil d'administration a adopté la décision 197, portant création d'un mécanisme de règlement provisoire, compte tenu de la diminution des recettes du Fonds d'indemnisation. Dans le cadre de ce mécanisme, un montant de 200 millions de dollars a été réservé aux paiements effectués chaque trimestre aux requérants. Les requérants de toutes les catégories dont la réclamation a abouti ont reçu un montant initial de 100 000 dollars ou le principal de l'indemnité à payer si son montant est inférieur à cette somme; des séries de versements ultérieurs de 100 000 dollars ont été effectuées en faveur des requérants dont la réclamation avait abouti dans toutes les catégories, dans l'ordre dans lequel elles ont été approuvées, jusqu'à ce que les fonds à répartir aient été épuisés. Le mécanisme de règlement provisoire a été prorogé par le Conseil d'administration en vertu de sa décision 227 adoptée à sa cinquante-deuxième session (juin-juillet 2004).

À la cinquante-septième session (septembre 2005), comme suite à l'examen de toutes les réclamations et des recettes plus élevées que prévu figurant au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration, par sa décision 253, a relevé le plafond de 200 millions de dollars établi en vertu des décisions 197 et 227, et a réservé aux versements à effectuer chaque trimestre la totalité du solde du Fonds d'indemnisation.

À la cinquante-huitième session (décembre 2005), le Conseil d'administration a adopté la décision 256 concernant le mécanisme de règlement et la priorité de paiement des montants restant dus. Dans le cadre de la première phase de cette décision, des versements trimestriels sont effectués par tranches de 2 millions de dollars jusqu'à ce que tous les requérants aient reçu un montant de 65 millions de dollars. Au cours de la deuxième phase, les requérants qui doivent encore percevoir un montant supérieur à 500 millions de dollars recevront un montant maximum de 2 millions de dollars par trimestre, tandis que les requérants qui doivent encore recevoir un montant inférieur à 500 millions de dollars, et pour lesquels le versement d'indemnités au titre des troisième, quatrième et

cinquième tranches de réclamation de la catégorie F4 (remise en état de l'environnement) a été approuvé, recevront des séries de versements de 2 millions de dollars, ou le solde non réglé de l'indemnité due, si son montant est inférieur à cette somme, jusqu'à épuisement des fonds disponibles dans le Fonds d'indemnisation.

Pendant la période considérée, la Commission a mis à la disposition des gouvernements et des organisations internationales un montant total de 1 601 477 910 dollars à verser à 759 requérants dont la réclamation a abouti dans les catégories A, C, D, E et F.

Au 31 juillet 2006, la Commission a fixé à 52 458 113 665 dollars le montant total de l'indemnisation à verser à 1 549 057 requérants – particuliers, sociétés et gouvernements. Sur cette somme, 20 997 611 930 dollars ont été réservés aux versements à effectuer en faveur des requérants dont la réclamation a abouti.

Chapitre 2

Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies créée en application du paragraphe 1 de la résolution 1284 (1999)

La Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU) a continué à mener des activités liées aux parties de son mandat pouvant être exécutées hors d'Iraq et s'est tenue prête à reprendre ses travaux dans le pays. Le Président exécutif par intérim a informé oralement le Conseil de sécurité des rapports trimestriels de la Commission au cours de consultations officielles des membres du Conseil (6 septembre et 7 décembre 2005 et 6 mars et 8 juin 2006). Il a également fait des exposés tous les mois aux présidents successifs du Conseil de sécurité et a tenu le Secrétaire général et ses principaux collaborateurs au courant des activités de la COCOVINU.

Rapports

Quatre rapports ont été présentés au Conseil (S/2005/545, S/2005/742, S/2006/133 et S/2006/342). Ils comprennent des annexes et appendices portant sur des questions telles que le programme iraquien d'armes biologiques, les achats de l'Iraq pour ses programmes

d'armes de destruction massive et le programme d'armes chimiques de l'Iraq.

Faits nouveaux

En janvier 2006, le Président exécutif par intérim s'est rendu à Vienne, où il s'est entretenu avec le chef du Département du désarmement du Ministère autrichien des affaires étrangères, Dorothea Auer. En février, il s'est rendu à Moscou, où il a rencontré le Ministre des affaires étrangères, Sergey Lavrov, et d'autres responsables du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. À New York, il s'est entretenu avec le Président du Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier la vérification sous tous ses aspects. En mars 2006, il s'est rendu à Bruxelles, où il s'est entretenu avec la représentante personnelle du Haut Représentant de l'Union européenne pour la non-prolifération des armes de destruction massive, Annalisa Giannella.

Répertoire

La Commission a poursuivi ses travaux sur le répertoire des armes iraqiennes interdites. Ce répertoire contient une description technique détaillée des armes et programmes iraqiens et de l'expérience acquise dans le cadre du processus de leur vérification par les inspecteurs des Nations Unies. Un résumé du répertoire a également été établi. Celui-ci fournit une description plus générale des programmes interdits, en insistant sur les enseignements tirés de l'expérience acquise. Après incorporation dans ce résumé d'observations supplémentaires émanant des commissaires, les membres du Conseil de sécurité ont décidé que celui-ci serait soumis comme rapport au Conseil (S/2006/420).

Contrôle

À propos de son rapport au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004), le Président exécutif par intérim a adressé au Représentant permanent de l'Iraq, le 9 septembre 2005, une lettre dans laquelle il lui demandait des précisions sur les fonctions et les compétences de la Direction nationale du contrôle et sur le référent compétent de la COCOVINU, ce qui permettrait de régler avec eux la question des rapports de contrôle que l'Iraq devait présenter à la COCOVINU, et de faire le point de la situation des sites soumis à contrôle. Il a réaffirmé dans cette lettre que la COCOVINU était disposée à aider

l'Iraq à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, notamment, à mettre en place un système de contrôle national approprié, y compris un mécanisme de notification des importations et des exportations iraqiennes de produits et matériels à double usage. L'Iraq a répondu le 25 avril, indiquant que la demande était entre les mains des autorités spécialisées compétentes et attirant l'attention sur le fait que les résolutions 1546 (2004) et 1483 (2003), dans lesquelles le Conseil faisait part de son intention de réexaminer le mandat de la COCOVINU, avaient aussi paralysé ses activités.

État des sites et des équipements à double usage soumis à contrôle

Les spécialistes de la Commission chargés de l'analyse des images ont continué d'évaluer l'état des sites soumis à inspection et contrôle en Iraq, et ont constaté que le nombre de sites qui avaient été nettoyés à des degrés divers n'avait augmenté que de deux, par rapport aux 118 recensés en 2005. En revanche, en novembre 2005, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, faisant une évaluation des zones écologiques sensibles en Iraq, a signalé qu'un parc à ferraille situé à environ 15 kilomètres au sud de Bagdad contenait des corps de missiles sol-sol au complet, ainsi que des munitions et des obus d'artillerie non explosés.

Usine de production d'armes chimiques Muthanna

Les spécialistes de la Commission chargés de l'analyse des images ont évalué les activités menées sur les sites en analysant les images de lieux spécifiques enregistrées à des moments successifs. Ces images montraient que des activités agricoles avaient commencé à l'intérieur du périmètre de l'entreprise d'État de Muthanna, qui était autrefois le principal site de production d'armes chimiques de l'Iraq. En vertu du protocole de transfert signé entre la Commission et l'Iraq en 1994, le Gouvernement iraqien avait encore des obligations à tenir quant à la sécurité et à la protection du site. La COCOVINU a indiqué que ceux qui pratiquaient actuellement une activité agricole à quelque 500 mètres seulement des bunkers risquaient fort d'être exposés à de réels problèmes de santé et de sécurité.

Déclaration de l'Iraq concernant les armes chimiques

Le 7 avril, le Représentant permanent de l'Iraq a adressé une lettre à la Commission indiquant que son gouvernement envisageait d'adhérer à la Convention sur les armes chimiques et demandant à la Commission de lui communiquer l'état définitif exhaustif et complet de l'armement chimique iraquien que la Direction nationale du contrôle lui avait fourni en 1996. Le Président exécutif par intérim a informé le Conseil de la demande qui lui était adressée par l'Iraq et a indiqué qu'il se proposait de lui fournir ce document, dûment caviardé compte tenu des risques de prolifération qu'il pourrait favoriser. Le Président du Conseil a suggéré à la Commission de communiquer au Gouvernement iraquien les sections pertinentes de la déclaration à jour exacte et complète transmise en décembre 2002 par la Direction nationale du contrôle et distribuée aux membres du Conseil. La Commission a transmis au Représentant permanent de l'Iraq, le 30 mai, les sections pertinentes de cette déclaration.

Archives

La COCOVINU a entrepris un examen interne de ses registres techniques afin de déterminer quels problèmes se poseraient s'ils finissaient par être transférés aux archives de l'ONU. Un exposé a été fait sur ce sujet au Collège des commissaires lors de sa session de novembre 2005. Des responsables de la COCOVINU ont assisté à des réunions d'information avec des experts de plusieurs États Membres. Des échanges ont également eu lieu avec des représentants de la Section des archives et des dossiers du Secrétariat et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Un document de travail sur la question a été établi à l'intention du Collège des commissaires.

Formation

Durant la période considérée, la Commission a poursuivi ses activités de formation, ainsi qu'il est indiqué ci-après :

Royaume-Uni. Cours de perfectionnement dans le domaine biologique destiné à dispenser des connaissances pratiques en vue de la préparation et de l'exécution d'inspections sur des sites de fabrication de produits biologiques à double usage.

Canada. Cours de technologie multidisciplinaire devant favoriser une meilleure compréhension des

technologies et du matériel utilisés dans les raffineries et les usines pétrochimiques ainsi que de leur pertinence pour le mandat de surveillance de la COCOVINU.

Argentine. Stage de formation portant sur les technologies missilières et visant : a) à permettre aux stagiaires d'acquérir une bonne compréhension technique des technologies servant à fabriquer les missiles à propergol solide; et b) à améliorer leur aptitude à mettre au point des régimes d'inspection adaptés aux installations où il est produit.

Brésil. Stage de formation aux biotechnologies ayant pour but : a) de permettre aux stagiaires d'acquérir une bonne compréhension technique des technologies servant à la fabrication des vaccins humains; et b) d'améliorer leur aptitude à mettre au point des régimes d'inspection et de surveillance des installations de production d'agents biologiques.

France. Cours sur les technologies missilières portant sur les systèmes de guidage et de commande ainsi que sur les missiles de croisières et les drones.

Participation à des visites techniques, à des réunions et à des ateliers

La COCOVINU a continué de suivre les faits nouveaux en matière de technologie à double usage et à en évaluer les incidences sur son mandat et sur l'application de nouvelles technologies de détection, de contrôle et de vérification. Elle a par ailleurs accueilli sans frais pour elle un certain nombre de séminaires avec des experts extérieurs, qui se sont tenus au Siège et ont porté sur des questions telles que les méthodes d'échantillonnage, d'analyse et de détection.

À la demande du Département des opérations de maintien de la paix, la COCOVINU a fourni à celui-ci un expert des images satellitaires pour diriger, en vue de six missions de maintien de la paix, un programme de formation à un logiciel avancé de système d'information géographique. Ce cours s'est tenu au Burundi en novembre 2005.

En février 2006, la COCOVINU a fait un exposé sur l'expérience et les connaissances qu'elle avait acquises, et sur les enseignements qu'elle en avait tirés, devant le Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'étudier la vérification sous tous ses aspects, qui s'est réuni à New York pour établir le rapport que lui avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 59/60.

La COCOVINU a été invitée à participer, en tant qu'observateur, à la dixième session de la Conférence des États parties à la Convention sur les armes chimiques, tenue à La Haye en novembre 2005. Des membres de la Commission ont tenu des discussions informelles avec des experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, dont ils ont visité les laboratoires et les réserves de matériel pour discuter des méthodes d'échantillonnage et d'analyse ainsi que de la meilleure façon de stocker le matériel pour en garantir la viabilité à long terme.

La COCOVINU a été invitée à assister, comme observateur, à la réunion annuelle des États parties à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, tenue à Genève en décembre 2005.

Bureaux locaux

Le bureau local de Chypre, composé de quatre fonctionnaires, a continué d'assurer la maintenance du matériel d'inspection et de contrôle qui y est stocké. Le 26 octobre 2005, le Gouvernement chypriote est convenu avec l'Organisation des Nations Unies de prolonger d'un an, soit jusqu'au 30 octobre 2006, la validité de l'accord créant le bureau local de la COCOVINU.

En raison de problèmes de sécurité, l'ONU a décidé de redéployer dans la zone internationale tous ses avoirs se trouvant dans les locaux de l'hôtel Canal à Bagdad. Le complexe de l'hôtel Canal abritait les bureaux de l'ONU, notamment le Centre de contrôle de la COCOVINU, qui y a encore beaucoup de matériel, y compris du matériel de laboratoire, du matériel d'inspection, du matériel de transport et de communication et des véhicules. Au 25 mars 2006, tout le matériel avait été redéployé soit dans la zone internationale de Bagdad et dans le complexe des Nations Unies à Koweït, en attendant que des décisions soient prises quant à leur utilisation future, soit à Chypre pour remise en état et stockage. Un grand nombre des avoirs dont l'utilisation avait été approuvée antérieurement par le Comité de contrôle du matériel du Siège a été donné au Gouvernement iraquien. Le personnel local de Bagdad a été ramené de sept à deux personnes en juillet 2006.

Effectifs

À la fin de juillet 2006, le personnel de la COCOVINU (catégorie des administrateurs) comptait 35 personnes, appartenant à 20 nationalités différentes;

sur ces 35 personnes, 8 étaient des femmes. Le chiffre correspondant à la fin de juillet 2005 était de 48.

Fichier

La COCOVINU a décidé de mettre à jour son fichier d'inspecteurs. En plus de son personnel, elle a un fichier de plus de 300 inspecteurs, qui ont confirmé qu'ils étaient disposés à participer à des missions d'inspection, s'il était fait appel à eux.

Collège des commissaires

Le Collège des commissaires s'est réuni les 24 et 25 août et les 21 et 22 novembre 2005; ainsi que les 21 et 22 février et 23 et 24 mai 2006. Le Collège a examiné les activités menées par la COCOVINU en vue de l'application des résolutions du Conseil et a fourni des directives et des avis au Président exécutif par intérim. Ses membres ont été également consultés sur le contenu des rapports trimestriels au Conseil de sécurité et ont été informés des diverses activités menées par le personnel de la Commission ainsi que des conclusions d'un certain nombre d'évaluations qu'elle avait effectuées.

Le 19 mai 2006, Steven G. Rademaker (États-Unis d'Amérique) a démissionné du Collège des commissaires. Le Secrétaire général a nommé pour lui succéder Francis C. Record (États-Unis d'Amérique).

Chapitre 3

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie

Le Comité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie est chargé par le Conseil de sécurité de surveiller l'application de l'embargo sur les armes décidé à l'encontre de la Somalie au titre des résolutions 733 (1992), 1356 (2001) et 1425 (2002).

En 2005, le Bureau du Comité se composait de son Président, Lauro L. Baja Jr. (Philippines), et de deux vice-présidents, les représentants de l'Algérie et de la Grèce. En 2006, Nassir Abdulaziz Al-Nasser (Qatar) a été élu par le Conseil de sécurité comme Président du Comité, les représentants du Ghana et de la Slovaquie étant vice-présidents.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu une réunion officielle et cinq réunions officieuses.

À sa réunion officielle, tenue le 5 octobre 2005, le Comité a examiné le rapport final du Groupe de contrôle sur la Somalie (S/2005/625), reconstitué par le Conseil de sécurité en vertu de la résolution 1587 (2005) afin de surveiller la mise en œuvre de l'embargo sur les armes. Le 14 octobre 2005, le Président a rendu compte au Conseil de sécurité des discussions qui ont eu lieu au Comité.

Le 16 décembre 2005, une réunion officieuse du Comité a été convoquée pour entendre un exposé du Président concernant la visite qu'il avait effectuée au Kenya, en Éthiopie et au Yémen du 26 novembre au 4 décembre 2005.

À la réunion officieuse du Comité, tenue le 14 février 2006, le Groupe de contrôle, reconstitué en vertu de la résolution 1630 (2005) du Conseil de sécurité a présenté un exposé à mi-parcours, dont le Président a rendu compte au Conseil dans l'intervention qu'il a faite le 10 mars 2006.

Lors des réunions officieuses qu'il a tenues les 2 et 4 mai 2006, le Comité a examiné le rapport final du Groupe de contrôle (S/2006/229) et, le 10 mai, le Président a rendu compte au Conseil de sécurité de la discussion qui avait été consacrée à ce rapport.

Le 14 décembre 2005, le Comité a approuvé une demande émanant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sollicitant l'autorisation d'expédier en Somalie du matériel pour des opérations de déminage.

Le 19 décembre 2005, le Comité a présenté son rapport annuel sur les travaux qu'il avait effectués en 2005 (S/2005/813).

Chapitre 4

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Au cours de la période considérée, le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie a tourné à plein régime. À ce jour, 161 personnes ont été mises en examen, et la procédure entamée contre 94 accusés a été achevée. Cinquante et une personnes sont détenues

au quartier pénitentiaire, 11 sont en liberté provisoire et 6 accusés seulement sont toujours en fuite.

Six procès concernant 24 accusés se tiennent simultanément. Au cours de la période considérée, des jugements ont été rendus dans cinq affaires concernant 8 accusés. Deux accusés ont plaidé coupable, et un accusé a été considéré ne pas être en état de passer en jugement. Quatorze affaires concernant 22 accusés en sont à la phase préalable au procès et 10 affaires concernant 14 accusés, à la phase de recours. La Chambre d'appel a rendu quatre jugements en appel concernant cinq requérants.

Quatre accusés ont été déférés devant le Tribunal, à savoir Ante Gotovina, Dragan Zelenovic et Sredoje et Milan Lukic. M. Zelenovic a été arrêté en 2005 dans la Fédération de Russie et expulsé en juin 2006 vers la Bosnie-Herzégovine, d'où il a été immédiatement remis au Tribunal. Quatre condamnés ont été transférés dans les établissements où ils devaient purger leur peine. Le 5 mars, Milan Babic, témoin détenu, a été retrouvé mort dans sa cellule au quartier pénitentiaire. Le 11 mars, Slobodan Milosevic a été retrouvé mort dans sa cellule. L'enquête de police scientifique effectuée par l'État hôte a établi que M. Babic s'était suicidé et que M. Milosevic était mort de causes naturelles. Des enquêtes ont également été effectuées par le Vice-Président, Kevin Parker. Les résultats de ces enquêtes ont été publiés en juin 2006.

Le Tribunal a demandé qu'un audit indépendant du quartier pénitentiaire soit effectué par une équipe d'experts suédois, qui ont publié leur rapport le 4 mai 2006. L'équipe a jugé satisfaisant le fonctionnement d'ensemble du quartier pénitentiaire et a formulé un certain nombre de recommandations.

Le 17 novembre 2005, le juge Fausto Pocar et le juge Kevin Parker ont été élus Président et Vice-Président du Tribunal.

Au cours de la période considérée, plusieurs mesures et changements importants ont été institués afin d'accélérer la procédure, y compris la jonction d'instances permettant des procès à accusés multiples. Afin d'accélérer la procédure, en avril 2006, le Groupe de travail chargé d'accélérer les procès en première instance a adopté des mesures visant à accroître l'efficacité du procès et des actions précédant le procès, mesures en vertu desquelles toutes les affaires se trouvant dans la phase préalable au procès seraient déférées à la Chambre de première instance appelée à

les juger. Les juges se sont réunis en séance plénière en mai 2006 pour examiner les moyens d'améliorer l'organisation des procès, et ont adopté un amendement au Règlement de procédure et de preuve visant à abrégé les procès en ne retenant que les principaux chefs d'inculpation.

Le 28 février 2006, par sa résolution 1660 (2006), le Conseil de sécurité a modifié le Statut du Tribunal de manière à permettre la désignation de juges de réserve parmi les juges *ad litem*. Du fait de leur présence, les procès pourront continuer à se dérouler même si un ou plusieurs juges devaient être dans l'incapacité de continuer à siéger.

En ce qui concerne le renvoi de certaines affaires concernant des accusés de rang intermédiaire ou subalterne devant des juridictions nationales, six accusés ont été transférés en Bosnie-Herzégovine et deux en Croatie. Le 4 juillet 2006, la Chambre d'appel a affirmé le renvoi en Bosnie-Herzégovine de l'affaire *Procureur c. Ljubičić*, et des motions demandant le renvoi de sept autres accusés sont actuellement à l'étude.

Le 12 avril 2006, le Secrétaire général a rendu visite au Tribunal.

Chapitre 5

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda

Le Comité créé par la résolution 918 (1994) a été chargé par le Conseil de sécurité de suivre l'application des dispositions des résolutions 918 (1994) et 1011 (1995) concernant l'embargo sur les armes institué contre le Rwanda.

En 2005, le Bureau du Comité se composait de son Président, Abdallah Baali (Algérie) et de deux vice-présidents, les représentants du Bénin et de la Grèce. Pour 2006, César Mayoral (Argentine) a été élu Président par le Conseil de sécurité, les deux vice-présidents étant les représentants de la Grèce et du Qatar.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu, le 25 avril 2006, une séance officieuse lors de laquelle il a examiné des questions relatives à une lettre du 10 mars 2006 émanant du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution

1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo.

Le 9 mars 2006, le Président du Comité a adressé une lettre au Président du Conseil de sécurité portant sur l'application des résolutions pertinentes du Conseil durant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 (S/2006/164).

Chapitre 6

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

Les Chambres de première instance du Tribunal international pour le Rwanda ont poursuivi leurs activités, le nombre de procès en cours ayant atteint un niveau sans précédent. La production a continué de s'accroître eu égard à l'occupation à plein temps des neuf juges *ad litem* collaborant avec les neuf juges permanents et des quatre salles d'audience, à l'introduction de la transcription en temps réel et à l'interprétation directe et simultanée en Kinyarwanda. Vingt-sept accusés ont été jugés et 25 autres le sont actuellement. Au cours de la période considérée, la Chambre d'appel a rendu trois arrêts concernant quatre accusés ainsi que de nombreuses décisions interlocutoires.

En ce qui concerne le Bureau du Procureur, tous les actes d'accusation en suspens ont été maintenant confirmés. Le Procureur a transmis au Gouvernement rwandais 30 dossiers aux fins de poursuite devant les tribunaux nationaux. Des négociations sont en cours avec un certain nombre de gouvernements pour le renvoi des affaires aux juridictions nationales. Le Procureur est convenu avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples que celle-ci se chargera de contrôler en son nom toutes les affaires transmises aux pays africains. La recherche des fugitifs s'est intensifiée et trois inculpés ont été récemment arrêtés.

Le Greffe a continué de veiller au bon fonctionnement de la justice en apportant son concours aux autres organes du Tribunal et à la défense et en sollicitant le soutien d'États ou d'organisations internationales pour assurer le bon déroulement des audiences. Des accords ont été conclus avec des États et des institutions pour financer des activités non inscrites au budget ordinaire en vue d'assurer le déplacement des témoins et leur sécurité et de trouver des lieux où les personnes condamnées purgeraient leur peine et où les personnes acquittées seraient réinstallées. Le Greffe a accru ses efforts en vue d'accélérer ses activités de mobilisation, y compris des programmes de renforcement des capacités du pouvoir judiciaire rwandais, conformément à la stratégie de fin de mandat du Tribunal. Le Greffe a continué d'aider activement à faciliter la mise en état des affaires.

Chapitre 7

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1132 (1997) concernant la Sierra Leone

Le Comité créé par la résolution 1132 (1997) a été chargé par le Conseil de sécurité de suivre l'application des dispositions de la résolution 1171 (1998) concernant notamment la mise en œuvre de l'embargo sur les armements à l'encontre des forces non gouvernementales en Sierra Leone ainsi que des restrictions aux déplacements des membres de l'ancienne junte militaire et du Revolutionary United Front identifiés par le Comité.

En 2005, le Bureau du Comité se composait de son Président, Ronaldo Mota Sardenberg (Brésil), et de deux vice-présidents, les représentants de l'Algérie et de l'Argentine. Pour 2006, Augustine P. Mahiga (République-Unie de Tanzanie) a exercé les fonctions de président, les deux vice-présidents étant les représentants de l'Argentine et du Congo.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu, le 11 juillet 2006, une séance officieuse pour examiner la liste des personnes frappées d'interdiction de voyager établie en application de la résolution 1171 (1998).

Le Comité a reçu conformément au paragraphe 4 de la résolution 1171 (1998), deux notifications concernant l'exportation d'armements et de matériel connexe en Sierra Leone, qui ont été ensuite

communiquées au Conseil de sécurité en application de ce même paragraphe.

Toujours en rapport avec l'exportation envisagée de produits en Sierra Leone, le Comité a décidé dans trois cas que les produits en question ne constituaient pas des armements ou du matériel connexe au sens du paragraphe 2 de la résolution 1171 (1998) et que la fourniture de chacun de ces produits n'était donc pas sujette à plus ample examen par le Comité.

Le 30 décembre 2005, le Comité a adopté son rapport pour 2005 destiné au Conseil de sécurité (S/2005/843).

Chapitre 8

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées

Le Comité créé par la résolution 1267 (1999) a été chargé par le Conseil de sécurité de superviser la mise en œuvre des sanctions, comprenant le gel des avoirs, l'interdiction de voyager et l'embargo sur les armes, à l'encontre des personnes et des entités appartenant ou associées à Al-Qaida et aux Taliban, prévues dans les résolutions 1267 (1999) 1363 (2001), 1373 (2001), 1452 (2002), 1455 (2003), 1526 (2004) et 1617 (2005).

En 2005, le Bureau du Comité comprenait César Mayoral (Argentine) en qualité de Président et les représentants de la Grèce et de la Roumanie en qualité de vice-présidents. En 2006, les deux vice-présidents ont été les représentants du Ghana et de la Grèce. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu 4 séances officielles et 34 séances officieuses.

Conformément aux résolutions 1526 (2004) et 1617 (2005), le Président a entrepris quatre visites dans certains pays durant la période considérée. Du 8 au 18 octobre, il s'est rendu au Nigéria et au Tchad, ainsi qu'à Vienne auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Du 9 au 11 novembre, il a participé à une conférence internationale sur la lutte contre le financement du terrorisme tenue à Vienne. Du 27 janvier au 4 février, il s'est rendu au Japon et en Indonésie, et du 28 avril au

8 mai 2006, au Qatar, au Yémen et en Arabie saoudite. À la suite de ces visites, le Président a pu communiquer dès son retour des informations utiles sur la mise en œuvre des sanctions, tant au Comité qu'au Conseil de sécurité, dès son retour.

Le 9 septembre 2005, le Président du Comité a transmis au Président du Conseil de sécurité le troisième rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions (S/2005/572), créée en application de la résolution 1526 (2004). Le 10 mars 2006, le Président a transmis le quatrième rapport de l'Équipe de surveillance (S/2006/154). L'Équipe de surveillance a présenté au Comité son cinquième rapport le 31 juillet 2006.

Conformément aux résolutions 1526 (2004) et 1617 (2005), le Président a fait quatre comptes rendus oraux trimestriels au Conseil (26 octobre 2005 et 21 février et 30 mai 2006) sur les travaux du Comité et de l'Équipe de surveillance ainsi que sur la mise en œuvre des mesures de sanction prises par les États.

Le 15 mai 2006, le Comité a reçu des informations des délégations suédoise, suisse et allemande conformément aux résolutions 1526 (2004) et 1617 (2005) dans lesquelles le Conseil priait le Comité de suivre la situation avec les États en ce qui concerne l'application des mesures de sanction et d'offrir aux États la possibilité d'examiner en profondeur les questions pertinentes, en sus des rapports qui devaient être présentés. Le Comité a également entendu, le 5 juin 2006, un exposé de Jean-Paul Laborde, Chef du Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Au cours de la période considérée, cinq États ont présenté leur rapport sur l'application des mesures de sanction, conformément à la résolution 1455 (2003).

L'Équipe de surveillance a entrepris plusieurs visites dans diverses régions afin d'examiner la mise en œuvre des sanctions avec des États et des organisations internationales. Elle a également tenu des réunions régulières avec les experts de la Direction du Comité contre le terrorisme.

Le Président du Comité a présenté le rapport sur les travaux du Comité en 2005 par une lettre datée du 13 janvier 2006 (S/2006/22).

Le 26 juillet 2006, le Président a tenu à l'intention des États Membres une réunion

d'information au cours de laquelle il a fait le point des travaux du Comité.

Au cours de la période considérée, le Comité a ajouté 32 personnes et 5 entités à la section Al-Qaida de la liste récapitulative des sanctions et rayé 3 personnes. On peut consulter la liste des sanctions sur le site Web du Comité à l'adresse suivante : <<http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>>.

Chapitre 9

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001), connu sous le nom de Comité contre le terrorisme, est chargé de surveiller la mise en œuvre de ladite résolution. Il a été aidé dans son activité par la Direction du Comité contre le terrorisme, créée par la résolution 1535 (2004). Le Comité, en consultation avec le Secrétaire général, a déclaré la Direction pleinement opérationnelle le 15 décembre 2005. À la même date, il a présenté un rapport au Conseil de sécurité (S/2005/800) afin que celui-ci puisse effectuer l'examen global de la Direction visé dans la résolution 1535 (2004).

Ellen Margrethe Løj, Représentante permanente du Danemark, a pris la présidence du Comité le 1^{er} avril 2005. En 2005, les représentants de l'Algérie, du Brésil et de la Grèce ont été vice-présidents. En 2006, les trois vice-présidents ont été les représentants de la Grèce, du Pérou et du Qatar. Chaque vice-président préside l'un des trois sous-comités du Comité.

Durant la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006, le Comité a tenu 23 séances officielles et 29 séances de sous-comité (23 séances avec des experts et 6 séances avec des États Membres).

La résolution 1373 (2001) prévoit une grande diversité d'activités destinées à lutter contre le terrorisme et à traduire en justice les terroristes, ainsi que ceux qui leur offrent un abri, les aident et les soutiennent. Elle fait obligation aussi à tous les États de coopérer dans des domaines très divers. Tous les États sont tenus de faire rapport au Comité sur la mise en œuvre de la résolution 1373 (2001). Au 31 juillet 2006, le Comité avait reçu 681 rapports des États

Membres et autres entités, à savoir 191 premiers rapports, 169 deuxièmes rapports, 138 troisièmes rapports, 108 quatrièmes rapports, 58 cinquièmes rapports et 8 sixièmes rapports d'États Membres, ainsi que 9 rapports d'autres entités.

Le Comité a continué de travailler sur la base de programmes de travail trimestriels qui ont été communiqués au Conseil de sécurité (S/2005/421, S/2005/663, S/2006/107 et S/2006/276). Son prochain programme de travail portera sur une période de six mois (de juillet à décembre 2006).

Dans ses travaux, le Comité s'est attaché en priorité à l'application de la résolution 1373 (2001), alors qu'il avait tout d'abord mis l'accent sur la présentation de rapports. À cet effet, il s'est employé à rattraper le retard qu'il avait accumulé dans l'examen des rapports présentés par les États Membres, ce qui a été largement accompli à la fin de 2005. Ce changement d'orientation reflète l'intention du Comité d'adopter une démarche spécifique pour chaque État, en analysant les progrès accomplis dans l'application de la résolution en vue de déterminer la manière, la plus fructueuse plus possible, de collaborer avec les États, notamment en facilitant l'octroi d'une assistance technique. Il était également espéré que cette nouvelle démarche encouragerait les États qui avaient pris du retard dans la présentation de leurs rapports à reprendre contact avec le Comité.

Afin d'appuyer cette nouvelle démarche, le Comité a mis en place une évaluation préliminaire de l'application, qui constitue un outil d'analyse visant à fournir un moyen systématique, transparent et efficace de surveiller la mesure dans laquelle les États s'acquittent de leurs obligations au titre de la résolution 1373 (2001). L'objectif consistait également à améliorer le dialogue du Comité avec les États quant à l'établissement de priorités pour les faire progresser dans leurs travaux, y compris dans des domaines où une assistance serait peut-être nécessaire, et à permettre au Comité de jouer un rôle de catalyseur pour veiller à ce que ces besoins soient satisfaits. Cet outil analytique est maintenant mis à l'essai par le Comité.

Le Comité s'est penché aussi sur les moyens d'améliorer les efforts visant à identifier les besoins d'assistance technique, en collaboration avec les États Membres, et de faciliter l'octroi de cette assistance, notamment en renforçant son dialogue avec les

donateurs et les fournisseurs d'aide potentiels. Le 6 décembre 2005, le Comité a approuvé une série de conclusions opérationnelles afin de donner à la Direction des orientations en matière d'assistance technique. Il a également souligné qu'il importait d'obtenir à cet égard des résultats concrets et mesurables.

Par l'intermédiaire de la Direction, le Comité a continué de se rendre dans des États, avec leur assentiment, afin d'engager des discussions approfondies pour suivre l'application de la résolution 1373 (2001) conformément à la résolution 1535 (2004). Depuis le 1^{er} août 2005, le Comité s'est rendu en Algérie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Jordanie, en Malaisie et en République-Unie de Tanzanie. Il s'est également efforcé d'établir le bilan de ses visites antérieures, en continuant d'examiner comment les visites aux États pourraient donner davantage de résultats, y compris au moyen d'un processus de suivi complet.

Le Comité s'est attaché à approfondir ses contacts et sa coopération avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales en vue de les encourager et de les aider à mettre au point des moyens leur permettant de mieux aider leurs membres à appliquer la résolution 1373 (2001). À titre de première mesure, il a pris diverses initiatives concernant les régions de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il a également commencé à préparer sa prochaine réunion spéciale avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales.

Le Comité s'est employé à jouer le rôle que lui a assigné la résolution 1624 (2005), dans laquelle il a été chargé d'inclure, dans son dialogue avec les États Membres, leurs efforts pour mettre en œuvre la résolution, de collaborer avec les États Membres afin d'aider à mettre en place des capacités dans ce domaine, notamment en diffusant les meilleures pratiques juridiques et en favorisant l'échange d'informations, et de rendre compte au Conseil dans un délai de 12 mois de l'application de la résolution. Le Comité a contacté tous les États Membres à cet égard.

Comme il lui a été demandé au paragraphe 7 de la résolution 1566 (2004), il a continué de s'attacher à dégager un ensemble de pratiques de référence afin d'aider les États à appliquer les dispositions de la résolution 1373 (2001) relatives au financement du terrorisme. Le 25 mai, le Comité a également approuvé

des conclusions pour les orientations destinées à la Direction en ce qui concerne les droits de l'homme et le Comité.

Le Comité a par ailleurs étudié des moyens permettant de donner suite au Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution 60/1 de l'Assemblée générale), dans lequel le Conseil de sécurité a été encouragé à étudier les moyens de renforcer son rôle de surveillance et de répression du terrorisme, notamment en harmonisant les normes des rapports demandés aux États, compte dûment tenu des mandats respectifs de ses organes subsidiaires chargés de la lutte antiterroriste. Le Comité s'est efforcé de renforcer la coopération et la coordination entre ces organes subsidiaires ainsi que leurs groupes d'experts affiliés. Entre-temps, les trois comités du Conseil de sécurité s'occupant de la lutte antiterroriste ont continué de coordonner leurs exposés d'information périodiques au Conseil.

Le Comité a continué d'attacher de l'importance, dans ses travaux, aux principes directeurs de la coopération, de la transparence et de l'impartialité. Il dispose d'un site Web que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://www.un.org/sc/ctc/>. Le 8 mai 2006, la Présidente a tenu à l'intention des États Membres une réunion d'information sur les travaux du Comité. Dans un nouvel effort de mobilisation, le Comité a décidé de faire appliquer par la Direction une politique dynamique de la communication.

Chapitre 10 **Comité du Conseil de sécurité** **créé par la résolution 1518 (2003)**

Le Comité créé par la résolution 1518 (2003) est chargé par le Conseil de sécurité de continuer à recenser, en application des paragraphes 19 et 23 de la résolution 1483 (2003), les personnes et les entités dont les fonds ou autres avoirs financiers ou ressources économiques devraient être gelés et transférés au Fonds de développement pour l'Iraq. Comme le dispose le paragraphe 23 de la résolution 1483 (2003), les personnes et les entités visées par les sanctions financières sont les hauts responsables de l'ancien régime iraquien et membres de leur famille proche, y compris les entités appartenant à ces personnes ou à d'autres personnes agissant en leur nom ou selon leurs

instructions, ou se trouvant sous leur contrôle direct ou indirect.

En 2005, le Bureau du Comité se composait de son Président, Mihnea Ioan Motoc (Roumanie) et de deux vice-présidents (Brésil et Danemark). En 2006, Nana Effah-Apenteng (Ghana) a été élu président tandis que les représentants du Congo et du Danemark étaient les vice-présidents.

Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux séances officielles, le 14 octobre et le 12 décembre 2005, pour examiner diverses questions concernant le régime des sanctions, notamment les directives pour les radiations de la liste, qu'il a adoptées le 14 décembre 2006. À l'invitation du Comité, l'Ambassadeur Surood Najeeb, chef du Département des conférences et de la coopération internationales du Ministère des affaires étrangères de l'Iraq, a participé le 14 octobre 2005 aux débats sur les questions concernant le mandat du Comité, y compris les directives pour les radiations de la liste.

Le 5 décembre 2005, le Président a assisté à une cérémonie tenue à Bâle (Suisse) au cours de laquelle un avion à réaction de l'ancien régime iraquien, saisi par les autorités liechtensteinoises, a été remis aux autorités irakiennes.

Durant la période examinée, le Comité a ajouté deux noms à sa liste d'entités. La liste actualisée des personnes et entités visées par les sanctions financières peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1518/1518SanctionsCommEng.htm>. Le 23 décembre 2005, le Comité a présenté un rapport sur les travaux qu'il a effectués en 2005 (S/2005/827).

Chapitre 11 **Comité du Conseil de sécurité** **créé par la résolution 1521 (2003)** **concernant le Libéria**

Le Comité créé par la résolution 1521 (2003) est chargé par le Conseil de sécurité de superviser l'application du régime des sanctions contre le Libéria imposées par les résolutions 1521 (2003) et 1532 (2004), tel qu'il a été ultérieurement modifié par les résolutions 1683 (2006) et 1689 (2006).

Jusqu'à la fin de mai 2006, le régime prévoyait un embargo sur les armes, l'interdiction d'importer des

diamants bruts, du bois rond et du bois d'œuvre en provenance du Libéria, ainsi que la restriction des déplacements et le gel des avoirs des personnes désignées par le Comité selon les critères énoncés dans les résolutions 1521 (2003) et 1532 (2004). Les listes de personnes visées par l'interdiction de voyager et par le gel des avoirs peuvent être consultées sur le site Web du Comité à l'adresse suivante : <<http://www.un.org/Docs/sc/committees/Liberia3Template.htm>>.

En juin 2006, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1683 (2006), a modifié l'embargo sur les armes afin d'incorporer de nouvelles exceptions particulières et, dans sa résolution 1689 (2006), a décidé de ne pas reconduire l'interdiction des importations de bois rond et de bois d'œuvre en provenance du Libéria; il a toutefois décidé de réexaminer cette décision après une période de 90 jours.

En 2005, le Bureau du Comité était composé de sa Présidente, Ellen Margrethe Løj (Danemark), les deux vice-présidents étant les représentants du Japon et des Philippines. Pour 2006, Ellen Margrethe Løj a continué d'être présidente et les vice-présidents ont été les représentants du Japon et du Qatar.

Au cours de la période examinée, le Comité a tenu trois séances officielles et huit consultations officieuses afin d'examiner diverses questions relatives au régime des sanctions.

Le Comité a réexaminé ses listes des personnes visées par l'interdiction de voyager et par le gel des avoirs en septembre 2005 et en janvier, mars et juin 2006. Il a également examiné 10 demandes de dérogation à l'interdiction de voyager au titre de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la résolution 1521 (2003), et en a approuvé deux. Il a ajouté deux noms à la liste des personnes visées par l'interdiction de voyager ainsi que 2 personnes et 30 entités à la liste relative au gel des avoirs.

Avant la modification adoptée au sujet de l'embargo sur les armes, le Comité a approuvé deux demandes de dérogation à l'embargo (à l'exception d'un produit figurant dans l'une de ces demandes) présentées conformément à l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1521 (2003) afin de permettre l'équipement des forces armées et de la police libériennes qui participaient à des programmes internationaux de formation.

Avant la suspension des sanctions frappant le bois, le Comité a examiné une demande présentée par une société du secteur privé pour importer un produit du bois du Libéria, mais ne l'a pas approuvée. Le Comité a estimé que ni la résolution 1521 (2003) ni la résolution 1579 (2004) ne comprenaient de dispositions prévoyant des dérogations à ces sanctions.

Le Comité a reçu, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 1532 (2004), une notification de l'intention d'autoriser certaines dépenses essentielles au profit d'une personne inscrite sur la liste relative au gel des avoirs. Il a également reçu et approuvé deux demandes présentées conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de cette résolution afin d'autoriser le déblocage de fonds jusqu'ici gelés pour couvrir les dépenses extraordinaires d'une entité inscrite sur la liste relative au gel des avoirs.

Lors de ses consultations du 19 octobre 2005, le Comité a reçu à titre non officiel des informations à jour du Groupe d'experts rétabli par la résolution 1607 (2005).

Lors de ses consultations du 7 décembre 2005, le Comité a reçu des informations de représentants de l'Initiative pour les forêts du Libéria, qui est un partenariat de donateurs visant à aider les Libériens à créer des conditions favorables à la levée des sanctions en vue de rétablir sur une base juridique et durable le secteur forestier du pays.

Lors de ses consultations des 2 et 7 décembre 2005, le Comité a examiné le rapport final du Groupe d'experts présenté en vertu du mandat qui lui avait été assigné par la résolution 1607 (2005) (S/2005/745). Le 16 décembre, durant l'examen des sanctions par le Conseil, la Présidente a fait connaître au Conseil les activités du Comité et ses délibérations sur le rapport du Groupe d'experts.

Lors de ses consultations du 29 mars 2006, le Comité a été officieusement mis au courant des travaux du Groupe d'experts rétabli par la résolution 1647 (2006).

La Présidente du Comité s'est rendue au Libéria du 5 au 9 avril et a présenté un rapport oral sur sa visite à la 7^e séance du Comité le 10 mai. Le but de cette visite consistait notamment à examiner l'application des sanctions à l'encontre du Libéria et

les progrès accomplis jusqu'ici à l'égard des conditions nécessaires pour leur levée.

Durant les consultations du 7 juin et à la 8^e séance tenue le 13 juin, le Comité a examiné le rapport final du Groupe d'experts en vertu du mandat qui lui avait été confié dans la résolution 1647 (2005) (S/2006/379). À sa 8^e séance, le Comité a également entendu un exposé d'information d'un représentant du Président du Processus de Kimberley.

Le 16 juin, dans le cadre de l'examen des sanctions du Conseil, la Présidente a fait une déclaration au Conseil pour résumer les débats du Comité sur le rapport et les recommandations du Groupe d'experts.

Le 28 juin 2006, le Comité a adopté son rapport de 2005 à l'intention du Conseil de sécurité (S/2006/464).

À sa 9^e séance le 25 juillet 2006, le Comité a examiné une proposition visant à radier plusieurs noms de la liste des personnes frappées par l'interdiction de voyager.

Chapitre 12

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo

Le Comité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo a été chargé par le Conseil de sécurité de superviser et d'évaluer l'application des dispositions du paragraphe 20 de la résolution 1493 (2003), par lesquelles le Conseil a imposé un embargo sur les armes visant tous les groupes armés et les milices étrangers et congolais opérant dans le territoire du Nord et du Sud-Kivu et de l'Ituri, ainsi que les groupes qui ne sont pas parties à l'Accord global et inclusif. Par ses résolutions 1552 (2004) et 1596 (2005), le Conseil de sécurité a prorogé cet embargo; par sa résolution 1596 (2005), il en a également étendu l'application à tout destinataire en République démocratique du Congo, à l'exclusion des unités de l'armée et de la police nationales, pourvu que les conditions énoncées aux paragraphes 2 et 4 de ladite résolution soient réunies. Par les paragraphes 13 et 15 de cette même résolution, le Conseil a décidé d'imposer une interdiction de voyager et un gel des

avoirs à l'encontre des personnes dont il aurait été établi par le Comité qu'elles agissaient en violation de l'embargo sur les armes. Par sa résolution 1616 (2005), il a prorogé celui-ci jusqu'au 31 juillet 2006 et rétabli le Groupe d'experts jusqu'au 31 janvier 2006. Par sa résolution 1649 (2005), il a élargi le champ d'application de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs, à compter du 15 janvier 2006, aux responsables politiques et militaires des groupes armés étrangers ou des milices congolaises recevant un soutien de l'étranger et faisant obstacle au désarmement de leurs combattants. Par sa résolution 1654 (2006), il a prié le Secrétaire général de rétablir le Groupe d'experts pour une période expirant le 31 juillet 2006. Par sa résolution 1698 (2006), il a reconduit l'embargo sur les armes jusqu'au 31 juillet 2007 et prorogé le mandat du Groupe d'experts jusqu'à cette date; il a étendu l'application des sanctions ciblées aux responsables politiques et militaires ayant recruté ou employé des enfants dans des conflits armés en violation du droit international applicable, et aux individus ayant commis des violations graves du droit international impliquant des actes visant des enfants dans des situations de conflit armé.

En 2005, le Bureau du Comité comprenait Abdallah Baali (Algérie) en qualité de président et les représentants du Bénin et des Philippines en qualité de vice-présidents. En 2006, le Conseil de sécurité a élu Oswaldo de Rivero (Pérou) à la présidence du Comité et le représentant du Japon à sa vice-présidence.

Le Comité a tenu plusieurs séances officieuses au cours de la période considérée.

Le 9 août 2005, il a décidé, en vue de dresser et de tenir une liste des personnes et entités soumises aux mesures imposées par les paragraphes 13 et 15 de la résolution 1596 (2005), de s'inspirer provisoirement des principes directeurs régissant la conduite des travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire.

Le 12 octobre 2005, il a envoyé à tous les États Membres une note verbale par laquelle il leur a transmis une liste révisée des sites qui avaient été habilités par le Gouvernement d'unité nationale et de transition, conformément au paragraphe 4 de la résolution 1596 (2005), à recevoir des armes et du matériel connexe ou une formation et une assistance techniques destinées aux seuls soutien et usage des

unités de l'armée et de la police de la République démocratique du Congo.

Le 1^{er} novembre 2005, le Comité a approuvé une liste des personnes et entités faisant l'objet des mesures imposées par les paragraphes 13 et 15 de la résolution 1596 (2005). Cette liste a été mise à jour le 14 décembre 2005 et le 8 juin 2006.

Le 25 novembre 2005, le Comité a examiné le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts rétabli conformément à la résolution 1616 (2005), dans lequel le Groupe indiquait ce qu'il avait fait pour déterminer la source de financement des mouvements d'armes illicites, notamment dans l'est de la République démocratique du Congo. Dans son rapport, le Groupe d'experts a également appelé l'attention du Comité sur le fait qu'il importait d'obtenir une plus grande coopération de la part des États Membres de la région. Le rapport final du Groupe d'experts a été examiné lors des consultations officielles du 25 janvier 2006 et publié comme document du Conseil de sécurité le 27 janvier suivant (S/2006/53).

À sa séance officielle du 15 mars 2006, le Comité a examiné puis approuvé la demande formulée par le Gouvernement des Pays-Bas pour que l'interdiction de voyager ne soit pas appliquée aux citoyens de la République démocratique du Congo inscrits sur la liste, l'objectif étant d'amener ceux-ci à se constituer prisonniers auprès de la Cour pénale internationale de La Haye.

Conscient de l'importance du rôle que jouent les États de la région dans l'application des mesures pertinentes imposées par le Conseil de sécurité, le Comité a profité à plusieurs reprises de consultations avec les représentants des États voisins.

À sa séance officielle du 31 mars 2006, il a échangé des vues avec les représentants de l'Allemagne, de la Bulgarie et de la Suisse sur les questions liées au rapport du Groupe d'experts (S/2006/53).

Le 23 mai 2006, le Comité a reçu un rapport à mi-parcours rédigé par le Président du Groupe d'experts rétabli conformément à la résolution 1654 (2006), et il a organisé un échange de vues sur la coopération régionale avec les représentants du Burundi, de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Rwanda. Un compte rendu lui a également été communiqué par l'Observateur

permanent du Saint-Siège auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Les 5 et 17 juillet 2006, le Comité a examiné le rapport final du Groupe d'experts rétabli conformément à la résolution 1654 (2006) (S/2006/525).

Pendant la période considérée, il a reçu quatre notifications en vertu des paragraphes 2 a) et 4 de la résolution 1596 (2005), et trois autres en vertu du paragraphe 2 c) de cette même résolution.

À ce jour, le Comité a reçu 16 réponses d'États Membres en application du paragraphe 20 de la résolution 1596 (2005).

Chapitre 13 Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Par sa résolution 1540 (2004) concernant la non-prolifération des armes de destruction massive, le Conseil de sécurité a créé un comité pour une période initiale de deux ans. Le mandat de ce comité a été prorogé pour une période supplémentaire de deux ans par la résolution 1673 (2006), dans laquelle le Conseil a notamment décidé que le Comité redoublerait d'efforts pour encourager l'application intégrale de la résolution 1540 (2004) par tous les États.

En 2005, le Bureau du Comité était présidé par Mihnea Ioan Motoc (Roumanie), les représentants du Bénin, des Philippines et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord assurant la vice-présidence. En janvier 2006, le Conseil a élu Peter Burian (Slovaquie) à la présidence du Comité et les représentants du Ghana, du Japon et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la vice-présidence.

Les 26 octobre 2005, 21 février 2006 et 30 mai 2006, le Comité a présenté devant le Conseil de sécurité des exposés traitant de divers aspects du terrorisme, en collaboration avec le Comité créé par la résolution 1267 (1999) et le Comité créé par la résolution 1373 (2001). Le 19 décembre 2005, le Président a présenté au Conseil son rapport sur l'état d'avancement des travaux du Comité (S/2005/799), et le 27 avril 2006, comme cela avait été prescrit dans la résolution 1540 (2004), le Comité a présenté un rapport sur l'application de ladite résolution au cours des deux années de son mandat initial (S/2006/257).

Conformément à la résolution 1673 (2006), il travaille actuellement à l'élaboration de son premier programme de travail annuel, qui doit couvrir la période de mai 2006 à avril 2007.

Pendant la période considérée, le Comité a tenu six séances officielles et 13 séances officieuses, ses sous-comités ayant tenu 29 séances. Le Comité a été secondé dans ses travaux par un groupe de huit experts qui l'ont aidé à examiner les rapports soumis par les pays. Il a poursuivi son étude des premiers rapports communiqués par 133 États, auxquels il a par ailleurs continué de donner suite, et commencé à examiner 85 deuxièmes rapports de pays. Souhaitant mettre l'accent sur la transparence, il a porté à la connaissance des États qui établissent des rapports les tableaux qu'il avait dressés, dans lesquels apparaissent les renseignements communiqués par les différents États, et il compte inciter ceux-ci à fournir régulièrement de nouvelles informations sur l'application de la résolution 1540 (2004) au niveau national.

Dans le cadre d'une campagne d'information, le Président du Comité a présenté des exposés devant les représentants du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, du Groupe des États d'Asie et du Groupe des États d'Afrique. En outre, avec le soutien des États Membres et du Département des affaires de désarmement, le Comité a organisé des séminaires régionaux en Argentine, du 26 au 28 septembre 2005, ainsi qu'à Beijing, les 12 et 13 juillet 2006.

Le 19 mai 2006, le Comité a décidé de mettre en ligne, sur son site Web, sa base de données législatives. Cette base, qui sera constamment mise à jour et peut être consultée à l'adresse suivante : <<http://disarmament2.un.org/committee1540/legalDB.html>>, rassemble des informations sur les lois et autres mesures réglementaires que les États ont adoptées au niveau national pour appliquer la résolution 1540 (2004). En ce qui concerne l'apport d'une assistance technique, le Comité a continué de jouer le rôle d'intermédiaire, recommandant aux États qui offrent une telle assistance de collaborer, dans un cadre bilatéral, avec ceux qui en ont besoin.

Le Comité a continué d'entretenir des contacts et des liens de coopération étroits avec le Comité contre le terrorisme et le Comité créé par la résolution concernant Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées, conformément à la résolution 1566 (2004).

Chapitre 14

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire

Le Comité créé par la résolution 1572 (2004) est chargé de superviser l'application du régime de sanctions qu'impose ladite résolution, et que proroge et étend la résolution 1643 (2005).

En décembre 2005, par sa résolution 1643 (2005), le Conseil de sécurité a reconduit jusqu'au 15 décembre 2006 le régime de sanctions imposé par la résolution 1572 (2004), qui prévoit un embargo sur les armes, ainsi qu'une interdiction de voyager et un gel des avoirs à l'encontre des personnes désignées par le Comité. En outre, au paragraphe 6 de sa résolution 1643 (2005), le Conseil a imposé un embargo sur l'importation de tous les diamants bruts en provenance de la Côte d'Ivoire. Aux fins de l'adoption des mesures de restriction imposées par les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), en l'occurrence une limitation des déplacements et des restrictions financières visant certaines personnes, le Conseil a décidé, au paragraphe 4 de sa résolution 1643 (2005), que tout obstacle à la liberté de circulation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des forces françaises, ainsi que toute attaque ou entrave à l'action de l'ONUCI, des forces françaises, du Haut Représentant pour les élections ou du Groupe international de travail constituait une menace pour le processus de paix et de réconciliation nationale.

Par sa résolution 1643 (2005), le Conseil a également prié le Secrétaire général de rétablir un groupe d'experts de cinq membres chargé d'assurer le suivi de l'application de l'embargo sur les armes et sur les diamants, ainsi que l'application des mesures individuelles prévues aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004).

En 2005, et pendant la période de 2006 couverte par le présent rapport, le Bureau du Comité comprenait Adamantios Th. Vassilakis (Grèce) en qualité de président et les représentants du Danemark et de la République-Unie de Tanzanie en qualité de vice-présidents.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu trois consultations officielles et plusieurs consultations officieuses.

À sa 7^e séance, il a décidé de publier un communiqué de presse faisant état de la vive inquiétude que lui inspiraient les accès de haine et d'incitation à la violence auxquels les médias ivoiriens s'étaient laissés aller et il a réaffirmé sa détermination à adopter des mesures de soutien au processus de paix, notamment à envisager l'adoption de mesures de restriction contre des personnes désignées, conformément au mandat qui lui incombe en vertu des paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004).

Le Président du Comité s'est rendu en Côte d'Ivoire en octobre 2005 pour évaluer les progrès accomplis, par l'ensemble des parties, dans l'application des accords de paix (voir S/2005/790).

Lors des séances officielles des 28 octobre et 8 novembre 2005, le Comité a examiné le rapport du Groupe d'experts créé par la résolution 1584 (2005), et commenté la mission effectuée par son président en Côte d'Ivoire. Le rapport du Groupe d'experts a également été examiné par le Conseil de sécurité dans le cadre de consultations officielles, puis publié comme document du Conseil sous la cote S/2005/699.

Par sa résolution 1632 (2005), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe d'experts jusqu'au 15 décembre 2005 et prié le Groupe de lui présenter, avant le 1^{er} décembre 2005, un rapport actualisé. Le Comité a commencé à examiner ce rapport lors de la séance officielle qu'il a tenue le 14 décembre 2005, et il en a poursuivi l'examen lors des consultations officielles du 14 mars 2006. Le rapport actualisé a ensuite été publié comme document du Conseil de sécurité (S/2006/204).

À sa 8^e séance, le Comité s'est penché sur l'application des mesures énoncées aux paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), et le 7 février 2006, il a publié une liste des personnes soumises à ces mesures. Il a mis la liste à jour le 5 juin 2006.

Lors des consultations officielles qu'il a tenues le 14 mars 2006, le Comité a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Jan Egeland, sur la mission qu'il venait d'effectuer en Côte d'Ivoire. Il a noté la préoccupation du Secrétaire général adjoint à l'égard du climat d'impunité qui règne dans le pays et de l'incitation à la violence que les médias locaux n'ont cessé de pratiquer; le 16 mars 2006, il a publié un communiqué de presse dans lequel il demandait aux autorités ivoiriennes de s'expliquer sur les incidents

qui s'étaient produits en février entre les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) et l'armée française.

À sa 9^e séance, le Comité a examiné le rapport du Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/2006/294), après que celui-ci l'eut informé, lors des consultations officielles du 12 avril 2006, sur les incidents qui s'étaient produits entre les FANCI et l'armée française. Le Comité a également procédé à l'examen trimestriel de la liste des personnes soumises aux mesures imposées par les paragraphes 9 et 11 de la résolution 1572 (2004), et étudié une lettre que lui avait adressée le Président du Groupe d'experts en vue de recueillir son avis sur certaines études de cas, présentées dans le rapport du Groupe (S/2006/204), concernant les articles à double usage et la question de savoir si la fourniture de tels articles constituait une violation de l'embargo sur les armes. Lors des consultations officielles qui ont immédiatement suivi cette séance, le Comité a entendu un exposé sur les incidents susmentionnés, présenté par le Département des opérations de maintien de la paix.

Lors de la séance officielle du 14 juin 2006, le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts rétabli conformément à la résolution 1643 (2005) a été communiqué au Comité et examiné par celui-ci.

Au cours de la période considérée, le Comité a examiné les rapports mensuels de suivi de l'application de l'embargo sur les armes et de l'activité des médias, établis par l'ONUCI conformément aux paragraphes 2 et 9 de la résolution 1584 (2005).

Le 16 mars 2006, le Comité a envoyé une note verbale à tous les États Membres pour les informer, notamment, qu'en vertu du paragraphe 7 de la résolution 1643 (2005), ils avaient l'obligation de lui présenter un rapport sur l'application des mesures imposées par les paragraphes 7, 9 et 11 de la résolution 1572 (2004) et par les paragraphes 4 et 6 de la résolution 1643 (2005). Au 31 juillet 2006, 18 États lui avaient communiqué leur rapport.

Le 10 mai 2006, le Comité a reçu une lettre du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, dans laquelle celui-ci lui faisait tenir une liste d'armements que les Forces nouvelles avaient fournie à l'ONUCI, conformément au paragraphe 2 de la résolution 1643 (2005).

Chapitre 15

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan

Le Comité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan est chargé par le Conseil de sécurité de suivre l'application d'un embargo sur les armes à toutes les parties à l'Accord de cessez-le-feu de N'Djamena et à tout autre belligérant dans les États soudanais du Darfour-Nord, du Darfour-Sud et du Darfour-Ouest. Il est également chargé de surveiller l'application de l'interdiction de voyager et du gel des avoirs imposés par la résolution 1591 (2005) et, notamment, de désigner les personnes devant faire l'objet de ces mesures, conformément aux conditions énoncées dans la résolution. Par sa résolution 1672 (2006), le Conseil de sécurité a décidé que tous les États appliqueraient ces mesures en ce qui concernait les quatre personnes nommées dans ladite résolution. La liste des personnes soumises à l'interdiction de voyager et au gel de leurs avoirs est également disponible sur le site Web du Comité à l'adresse suivante : <http://www.un.org/Docs/sc/committees/SudanTemplate.htm>.

En 2005, le Bureau du Comité était présidé par Adamantios Th. Vassilakis (Grèce), tandis que les représentants de l'Argentine et des Philippines assumaient les fonctions de vice-présidents. En 2006, M. Vassilakis a continué d'assurer la présidence du Comité, les représentants de l'Argentine et de la Slovaquie étant vice-présidents.

Pendant la période considérée, le Comité a tenu une séance officielle et 13 consultations officieuses consacrées à l'examen de diverses questions liées au régime de sanctions.

Lors des consultations des 7 et 14 octobre 2005, le Comité a entendu un compte rendu à mi-parcours présenté par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1591 (2005) pour l'aider à suivre l'application des sanctions, Groupe dont il a également examiné le rapport d'étape. Le 16 novembre 2005, le Président du Comité a rendu compte des discussions correspondantes au Conseil de sécurité en prononçant une déclaration qui a fait office de deuxième rapport trimestriel du Comité au Conseil, conformément à la résolution 1591 (2005).

Lors des consultations officieuses du 9 décembre 2005, de sa 4^e séance, qu'il a tenue le 9 janvier 2006, et des consultations qui ont eu lieu les 1^{er} et 9 février 2006, le Comité a examiné le rapport du Groupe d'experts (S/2006/65) et les recommandations qui y figuraient.

En outre, à sa 4^e séance, il s'est penché sur le programme de travail du Groupe d'experts, dont le mandat avait été prorogé par la résolution 1651 (2005). Le 27 février 2006, le Président du Comité a fait son troisième rapport trimestriel au Conseil de sécurité, à l'occasion duquel il a récapitulé les vues du Comité sur le rapport du Groupe et les recommandations formulées par celui-ci.

À l'issue de longs échanges sur la question, notamment lors des consultations tenues en février et mars 2006, le Comité a adopté des principes directeurs destinés à régir la conduite de ses travaux.

Lors des consultations du 22 mars 2006, il a examiné le rapport établi par le Groupe d'experts en application du mandat que celui-ci s'était vu confier dans la résolution 1651 (2005) (S/2006/250).

Lors des consultations qui se sont déroulées le 19 avril suivant, le Comité a étudié la proposition visant à appliquer l'interdiction de voyager et le gel des avoirs à quatre personnes déterminées. Le lendemain, devant le Conseil de sécurité, le Président a fait son quatrième rapport trimestriel sur les travaux du Comité, rendant compte au Conseil des discussions relatives à cette proposition. Le Conseil a par la suite adopté la résolution 1672 (2006), dans laquelle les personnes devant faire l'objet des sanctions évoquées sont expressément nommées.

Lors des consultations du 15 juin 2006, le Comité a entendu un exposé à l'occasion duquel le Groupe d'experts, dont le mandat a été prorogé par la résolution 1665 (2006), a présenté les nouvelles lignes de son programme de travail. Lors des consultations du 25 juillet 2006, le Groupe d'experts a fait un compte rendu à mi-parcours à l'intention du Comité, qu'il a complété en soumettant aux membres de ce dernier, à toutes fins utiles, un rapport d'étape écrit. Le 27 juillet 2006, le Président du Comité a présenté son cinquième rapport oral trimestriel au Conseil, récapitulant notamment l'échange de vues que le Comité avait eu sur le compte rendu à mi-parcours.

Le 14 juillet 2006, le Comité a adopté son premier rapport d'activité annuel, qui couvre la période du 29 mars 2005 au 31 mars 2006 (S/2006/543).

Chapitre 16

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1636 (2005)

Le Comité créé par la résolution 1636 (2005) est chargé d'entreprendre les tâches décrites au paragraphe 3 et à l'annexe de ladite résolution, en vue d'aider l'enquête sur l'attentat à l'explosif perpétré le 14 février 2005 à Beyrouth, qui a coûté la vie à l'ex-Premier Ministre libanais Rafic Hariri et à 22 autres personnes.

En 2005, le Bureau du Comité comprenait Kenzo Oshima (Japon) en qualité de président et les représentants du Danemark et de la Roumanie en qualité de vice-présidents. En 2006, M. Oshima a continué d'assurer la présidence du Comité, les vice-présidents étant les représentants du Danemark et de la Slovaquie.

Au cours de la période considérée, le Comité a tenu deux séances officielles, les 22 décembre 2005 et 17 février 2006, lors desquelles il a examiné un projet de principes directeurs visant à régir la conduite de ses travaux, projet qu'il a adopté le 8 mars suivant.

Appendices

I Liste des membres du Conseil de sécurité en 2005 et 2006

2005	Algérie	2006	Argentine
	Argentine		Chine
	Bénin		Congo
	Brésil		Danemark
	Chine		États-Unis d'Amérique
	Danemark		Fédération de Russie
	États-Unis d'Amérique		France
	Fédération de Russie		Ghana
	France		Grèce
	Grèce		Japon
	Japon		Pérou
	Philippines		Qatar
	République-Unie de Tanzanie		Slovaquie
	Roumanie		République-Unie de Tanzanie
	Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord		Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord

II Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, suppléants et chargés d'affaires dont les noms suivent ont représenté leur pays au Conseil de sécurité au cours de la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006.

Algérie*

M. Abdelaziz Bouteflika^a
(Président)

M. Mohamed Bedjaoui^b
(Ministre des affaires étrangères)

M. Abdallah Baali

M. Mourad Benmehidi

M. Larbi Katti

M. Larbi El-Hadj Ali

M. Mahieddine Djeflal

M. Larbi Djacta

M. Abdelouahab Osmane

M. Ali Hafrad

M^{me} Nadjeh Baaziz

Argentine

M. Néstor Kirchner^a
(Président)

M. Jorge E. Taiana^c
(Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte)

M. Roberto García Moritán^d
Ministre adjoint des affaires étrangères

M. César Mayoral

M. Alberto Pedro D'Alotto

M. Martín García Moritán

M. Gustavo Eduardo Ainchil

M. Diego Desmoures

M^{me} María Fabiana Loguzzo

* Pays dont le mandat a pris fin le 31 décembre 2005.

** Pays dont le mandat a commencé le 1^{er} janvier 2006.

**Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants
et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité**

M. Diego Malpede
M^{me} Gabriela Martinic
M. Fernando Apparicio da Silva
M. Mateo Estremé
M. Guillermo Kendall
M. Marcelo Gabriel Suárez Salvia
M. Federico Alejandro Barttfeld
M. Alejandro Torres Lepori
M^{me} María Josefina Martínez Gramuglia

Bénin*

M. Mathieu Kérékou^a
(Président)
M. Paulin Djiakpo^c
(Directeur du Cabinet, Ministère des affaires étrangères et de l'intégration africaine)
M. Suimon Bodéhoussè Idohou
M. Edouard Aho-Glele
M. Jean-Francis R. Zinsou
M. Bertin Anatole Babadoudou
M^{me} Fernande Hounbedji
M. Eric Saizonou
M. Nicolas Codjo
M. Karimou Alfa Zerandouro

Brésil

M. Luiz Inácio Lula da Silva^a
(Président)
M. Celso Luiz Nunes Amorim^b
(Ministre des relations extérieures)
M. Ronaldo Mota Sardenberg
M. Henrique Valle
M. Paulo Roberto Campos Tarrisse da Fontoura
M. Carlos Sérgio Sobral Duarte
M^{me} Irene Vida Gala
M. Marcelo Baumbach
M^{me} Gilda Motta Santos-Neves

M. Marcelo Marotta Viegas
M. João Marcelo Galvão de Queiroz
M. Luis Guilherme Nascentes da Silva

Chine

M. Hu Jintao^a
(Président)
M. Li Zhaoxing^f
(Ministre des affaires étrangères)
M. Wang Guangya
M. Zhang Yishan
M. Liu Zhenmin
M. Cheng Jingye
M. Li Junhua
M. Guan Jian
M. Li Song
M. Li Kexin

Congo**

M. Denis Sassou Nguesso^g
(Président)
M. Rodolphe Adada^h
(Ministre des affaires étrangères)
M. Basile Ikouebe
M. Pascal Gayama
M. Luc Joseph Okio
M. Justin Biabaroh-Iboro
M. Lazare Makayat-Safouesse
M^{me} Chantal Itoua Apoyolo
M. Raphaël D. Maboundou
M^{me} Annick Nzounza Lekala
M. Emile Ange Mbou Mylondo
M. Boniface Lezona

Danemark

M. Anders Fogh Rasmussen^a
(Premier Ministre)

**Nom des représentants, représentants adjoints, suppléants
et chargés d'affaires accrédités auprès du Conseil de sécurité**

M. Per Stig Møllerⁱ
(Ministre des affaires étrangères)

M^{me} Ulla Tørnaes^d
(Ministre de la coopération)

M^{me} Ellen Margrethe Løj

M. Lars Faaborg-Andersen

M^{me} Pernille Kardel

M. Michael Starbaek Christensen

États-Unis d'Amérique

M. George W. Bush^a
(Président)

M^{me} Condoleezza Rice^f
(Secrétaire d'État)

M. John R. Bolton

M^{me} Anne W. Patterson

M. Alejandro D. Wolff

M^{me} Jackie Wolcott Sanders

M. Mark D. Wallace

M. Richard Terrell Miller

M. Reed J. Fendrick

M. Gordon Olson

M. Charles N. Rostow

M. Peter H. Vrooman

M^{me} Carolyn L. Willson

M. Richard Grenell

M. William Brencick

M. Gerald Scott

M. Frank C. Urbancic

M. Donald Yamamoto

M^{me} Mary Catherine Phee

M. Mark Groombridge

Fédération de Russie

M. Vladimir Poutine^a
(Président)

M. Sergey V. Lavrov^f
(Ministre des affaires étrangères)

M. Andrey I. Denisov

M. Vitaly I. Churkin

M. Alexander V. Konuzin

M. Konstantin K. Dolgov

M. Nikolay V. Chulkov

M. Ilya I. Rogachev

M. Igor N. Shcherbak

M. Vadim S. Smirnov

M. Dmitry A. Lobach

M. Pavel R. Knyazev

M. Vitaliy A. Leplinskiy

M. Andrey A. Nikiforov

M. Ilya Y. Avdeev

M. Albert V. Sitnikov

M. Gleb F. Desyatnikov

M. Dmitry V. Feoktistov

M. Denis Y. Paletskiy

M. Andrei V. Demin

M. Gennady V. Kuzmin

M. Vladimir Y. Zheglov

France

M. Dominique de Vilpin^a
(Premier Ministre)

M. Philippe Douste-Blazy^f
(Ministre des affaires étrangères)

M. Jeant-Marc de La Sablière

M. Michel Duclos

M. Nicolas de Rivière

M^{me} Brigitte Collet

Ghana**

Nana Effah-Apenteng

M. Leslie Kojo Christian

M. Robert Tachie-Menson
M. Paul Yaw Essel
M. Albert Francis Yankey
M^{me} Gloria Poku
M. Robert Afriyie
M^{me} Divina Adjoa Seanedzu

Grèce

M. Kostas Kamanlis^a
(Premier Ministre)
M. Petros G. Molyiatis^b
(Ministre des affaires étrangères)
M^{me} Dora Bakoyannis^j
(Ministre des affaires étrangères)
M. Yannis Valinakis^k
(Ministre adjoint aux affaires étrangères)
M. Adamantios Th. Vassilakis
M. Michael Daratzikis
M^{me} Alexandra Papadopoulou
M^{me} Maria Telalian
M. Ioannes Andreades
M. Vassilis Papadopoulos
M^{me} Eleftheria Yannakou
M. Georgios Koutsolelos
Lieutenant-colonel Ioannis Gerolymos
M^{me} Anna-Maria-Eleni Boura
Lieutenant-colonel Nikolaos Pitsolis

Japon

M. Nobutaka Machimura^a
(Ministre des affaires étrangères)
M. Yasuhisa Shiozaki^d
(Premier Vice-Ministre aux affaires étrangères)
M. Shintaro Ito^l
(Vice-Ministre aux affaires étrangères)
M^{me} Akiko Yamanaka^m
(Vice-Ministre aux affaires étrangères)
M. Kenzo Oshima

M. Shinichi Kitaoka
M. Toshiro Ozawa
M. Koji Haneda
M. Takahisa Kawakami
M. Hiroshi Ishikawa
M. Hiroshi Matsuura

Pérou**

M. Oscar Maúrtuaⁿ
(Ministre des affaires étrangères)
M. Harold Forsyth Mejiaⁱ
(Ministre adjoint aux affaires étrangères)
M. Oswaldo de Rivero
M. Hugo Pereyra Plasencia
M. Ricardo Morote
M. Librado Orozco Zapata
M. José Antonio Doig
M^{me} Romy Tincopa Grados
M. Hugo Flores Morales
M. Rolando Ruiz-Rosas Cateriano
M. Vitaliano Gallardo Valencia
M. Edgar Pérez Alván
M^{me} Maria Arce de Gabay
M^{me} Yella Zanelli
M. Carlos Obando
M^{me} Claudia Alemán

Philippines*

M^{me} Gloria Macapagal-Arroyo^o
(Présidente)
M. Alberto Gatmaitan Romulo^p
(Ministre des affaires étrangères)
M. Lauro L. Baja, Jr.
M. Bayani S. Mercado
M. Anacleto Rei A. Lacanilao III
M. Leslie B. Gatan

M^{me} Maria Teresa L. Taguiang
M. Meynardo Montealegre
M^{me} Maria Rosario Aguinaldo
M. Patrick A. Chuasoto
M^{me} Marie Yvette L. Banzon
M. Elmer Cato

Qatar**

M. Ahmad bin Abdullah Al-Mahmoud^q
(Ministre des affaires étrangères)
M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser
M. Jamal Nasser Al-Bader
M. Mutlaq Majid Al-Qahtani
M. Abdulla Eid Al-Sulaiti
M. Jassim Ali Al-Obaidli
M. Faisal Abdulla Hamad Al-Henzab
M. Tariq Ali Al-Ansari
M. Mishal Mohammed Al-Ansari
Cheikh Suhaim bin Hamad Al-Thani
M. Mohammed Sultan Al-Kuwari
Cheikha Mayassa bint Hamad Al-Thani

République-Unie de Tanzanie

M. Benjamin William Mkapa^a
(Président[†])
M. Jakaya Mrisho Kikwete
(Président^{††})
M. Edward Ngoyayi Lowassa^u (Premier Ministre)
M^{me} Asha-Rose Mtengeti Migiro^v
(Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale)
M. Abdulkader Shareef^s
(Ministre adjoint des affaires étrangères et de la coopération internationale)
M. Augustine P. Mahiga

[†] Président de la République-Unie de Tanzanie au moment de la 5261^e séance, le 14 septembre 2005.

^{††} Président de la République-Unie de Tanzanie depuis le 21 décembre 2005; précédemment Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale

M. Tuvako N. Manongi

M^{me} Begum K. Taj

Roumanie*

M. Traian Basescu^a
(Président)

M. Mihai Răzvan Ungureanu^r
(Ministre des affaires étrangères)

M. Teodor Baconschi^s
(Secrétaire d'État aux affaires mondiales, Ministre des affaires étrangères)

M. Mihnea Ioan Motoc

M. Gheorghe Dumitru

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M. Tony Blair^a
(Premier Ministre)

M. Jack Straw, M. P.^b
(Ministre des affaires étrangères et des Commonwealth)

M^{me} Margaret Beckett, M. P.^d
(Ministre des affaires étrangères et des Commonwealth)

Sir Emyr Jones Parry, KCMG

M. Adam Thomson

M^{me} Karen Pierce

M. Huw Llewellyn

M. Nick Carrick

M. Paul Johnston

M^{me} Vanessa Howe-Jones

M^{me} Catherine Brooker

M. Adam Bye

M. Christophe McBride

M. Ian Collard

M. Paddy Davie

M^{me} Rosemary Davis

M. Justin McKenzie Smith

M^{me} Anne Power

M^{me} Samantha Purdy

M. Simon Williams

M^{me} Ying Yee

M. Gavin Watson

M. David Whineray

M. Nicholas Williams

Lieutenant-colonel Nick Slinger

M^{me} Ann Thompson

M. Michael Hoare

Slovaquie**

M. Igor Grexa[†]
(Directeur général des affaires juridiques et consulaires,
Ministère des affaires étrangères)

M. Peter Burian

M. Dušan Matulay

M. Michal Mlynár

M. Igor Bartho

Notes

^a A participé à la 5261^e séance, le 14 septembre 2005.

^b A participé à la 5297^e séance, le 31 octobre 2005.

^c A présidé à la 5397^e séance, le 27 mars 2006.

^d A participé à la 5434^e séance, le 9 mai 2006.

^e A participé à la 5282^e séance, le 17 octobre 2005.

^f A participé aux 5297^e et 5434^e séances, les 31 octobre 2005 et 9 mai 2006.

^g A participé aux 5448^e et 5449^e (privées) séances, le 31 mai 2006.

^h A participé à la 5359^e séance, le 27 janvier 2006, et a présidé les 5434^e, 5338^e et 5449^e (privées) séances, les 9 et 31 mai 2006.

ⁱ A participé aux 5264^e et 5297^e séances, les 20 septembre et 31 octobre 2005, et a présidé les 5473^e et 5474^e séances, le 22 juin 2006.

^j A participé à la 5397^e séance, le 27 mars 2006.

^k A participé aux 5264^e et 5434^e séances, les 20 septembre 2005 et 9 mai 2006.

^l A participé à la 5490^e séance, le 15 juillet 2006.

^m A participé à la 5315^e séance, le 6 décembre 2005.

ⁿ A participé à la 5390^e séance, le 20 mars 2006.

^o A présidé la 5261^e séance, le 14 septembre 2005.

^p A présidé la 5264^e séance, le 20 septembre 2005, et a participé à la 5297^e séance, le 31 octobre 2005.

^q A participé à la 5359^e séance, le 27 janvier 2006.

^r A présidé les 5282^e, 5297^e et 5298^e séances, les 17 et 31 octobre 2005.

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale
(portant sur la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006)

^s A participé à la 5264^e séance, le 20 septembre 2005.

^t A participé à la 5494^e séance, le 24 juillet 2006.

^u A participé à la 5448^e séance, le 31 mai 2006.

^v A présidé la 5359^e séance, le 27 janvier 2006, et a participé à la 5434^e séance, le 29 mai 2006.

III Présidents du Conseil de sécurité

Les représentants ci-après ont rempli les fonctions de président du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 1^{er} août 2005 au 31 juillet 2006 :

Japon

M. Kenzo Oshima. 1^{er}-31 août 2005

Philippines

M. Lauro L. Baja, Jr. 1^{er}-30 septembre 2005^a

Roumanie

M. Mihnea Ioan Motoc. 1^{er}-31 octobre 2005^b

Fédération de Russie

M. Andrey I. Denisov. 1^{er}-30 novembre 2005

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Emyr Jones Parry, KCMG 1^{er}-31 décembre 2005

République-Unie de Tanzanie

M. Augustine P. Mahiga. 1^{er}-31 janvier 2006^c

États-Unis d'Amérique

M. John R. Bolton. 1^{er}-28 février 2006

Argentine

M. César Mayoral. 1^{er}-31 mars 2006^d

Chine

M. Wang Guangya 1^{er}-30 avril 2006

Congo

M. Basile Ikouebe. 1^{er}-31 mai 2006^e

Danemark

M^{me} Ellen Margrethe Løj. 1^{er}-30 juin 2006^f

France

M. Jean-Marc de La Sablière. 1^{er}-31 juillet 2006

^a M^{me} Gloria Macapagal-Arroyo, Présidente des Philippines, a présidé la 5261^e séance, le 14 septembre 2005, et M. Alberto Gatmaitan Romulo, Secrétaire des affaires étrangères des Philippines, a présidé la 5264^e séance, le 20 septembre 2005.

^b M. Mihai Răzvan Ungureanu, Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, a présidé les 5282^e, 5297^e et 5298^e séances, les 17 et 31 octobre 2005.

^c M^{me} Asha-Rose Mtengeti Migiromi, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la République-Unie de Tanzanie, a présidé la 5359^e séance, le 27 janvier 2006.

^d M. Jorge E. Taiana, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et du culte de l'Argentine, a présidé la 5397^e séance, le 27 mars 2006.

^e M. Rodolphe Adada, Ministre des affaires étrangères du Congo, a présidé les 5434^e, 5448^e et 5449^e séances (privées), les 9 et 31 mai 2006.

^f M. Per Stig Møller, Ministre des affaires étrangères du Danemark, a présidé les 5473^e et 5474^e séances, le 22 juin 2006.

IV Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général reçues entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan

S/2006/8	4 janvier 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/9	6 janvier 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/23	13 janvier 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/99	10 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/256	13 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/301	17 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/341	26 mai 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

S/2005/567	29 août 2005	Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
S/2005/563	2 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/817	13 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/818	21 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation concernant l'Iraq

S/2005/509	3 août 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/535	8 août 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/536	19 août 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/540	23 août 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/541	25 août 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général
reçues entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006**

S/2005/652	14 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/656	17 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/702	2 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/703	9 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/713	11 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/807	19 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/847	20 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2205/848	30 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/93	7 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/94	10 février 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/194	24 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/195	28 mars 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/291	10 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/339	23 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/340	26 mai 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/394	12 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/510	10 juillet 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Guinée-Bissau

S/2005/795	2 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/796	15 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Afghanistan

S/2005/574	9 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/634	10 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/819	16 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/820	21 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/318	23 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient y compris la question palestinienne

S/2005/797	13 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/798	16 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/233	6 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/234	11 avril 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Résolution 1595 (2005) du Conseil de sécurité

S/2005/587	9 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/588	15 septembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/662	20 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/775	12 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/17	11 janvier 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/18	13 janvier 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Communications du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général
reçues entre le 1^{er} août 2005 et le 31 juillet 2006**

S/2006/161	14 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/375	10 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/541	14 juillet 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/542	19 juillet 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité

S/2005/673	26 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/248	18 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment

S/2006/100	8 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/101	13 février 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

S/2005/725	14 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/726	17 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/245	13 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/246	18 avril 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/595	29 juillet 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Timor-Leste

S/2005/613	28 septembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/157	10 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/196	28 mars 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/319	24 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/338	26 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/383	13 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Burundi

S/2005/644	11 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/206	30 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Côte d'Ivoire

S/2005/539	23 août 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/584	12 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/611	15 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/696	2 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/707	3 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/744	28 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/768	8 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/71	1 ^{er} février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/79	2 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/131	24 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/135	27 février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/184	22 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/190	28 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/242	11 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/243	13 avril 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/260	25 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/345	22 mai 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/332	25 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/334	25 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/455	28 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/516	12 juillet 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/584	26 juillet 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Sierra Leone

S/2005/779	7 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/780	12 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/838	22 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/839	28 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation concernant la République démocratique du Congo

S/2005/543	22 août 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/544	26 août 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/566	2 septembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/682	27 octobre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/28	17 janvier 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/139	3 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/206	30 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/219	12 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/344	30 mai 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie

S/2005/668	24 octobre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/694	2 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/235	7 avril 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/236	11 avril 2006	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/362	2 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation au Libéria

S/2005/738	21 novembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/739	28 novembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/838	22 décembre 2005	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/839	28 décembre 2005	Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/36	20 janvier 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/71	1 ^{er} février 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/184	22 mars 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/334	25 mai 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/438	23 juin 2006	Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Questions relatives à la situation dans l'ex-Yougoslavie

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

- S/2005/593 14 septembre 2005 Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/199 27 mars 2006 Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)

- S/2005/635 7 octobre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/689 27 octobre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/708 31 octobre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/709 10 novembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
- S/2006/167 8 mars 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/210 3 avril 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/228 10 avril 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/288 8 mai 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/368 7 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/574 24 juillet 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Bosnie-Herzégovine

- S/2005/698 2 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/706 7 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/12 5 janvier 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/40 20 janvier 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/61 30 janvier 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
- S/2006/62 30 janvier 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/75 3 février 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/125 23 février 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/476 30 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Somalie

- S/2005/695 2 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/729 16 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2005/730 21 novembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
- S/2006/261 20 avril 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
- S/2006/262 25 avril 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/313 22 mai 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales
visant à maintenir la paix et la sécurité internationales**

S/2005/567 29 août 2005 Lettres identiques du Secrétaire général au Président de
l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité

La question concernant Haïti

S/2006/32 18 janvier 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2006/33 20 janvier 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2006/303 15 mai 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2006/304 18 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2006/586 25 juillet 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2006/587 28 juillet 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

La situation concernant le Sahara occidental

S/2005/511 4 août 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2005/512 8 août 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2005/570 6 septembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2005/571 9 septembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2006/466 26 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de
sécurité

S/2006/467 30 juin 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

Mission du Conseil de sécurité

S/2005/682 27 octobre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2005/694 2 novembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2006/341 26 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire
général

S/2006/344 30 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation à Chypre

S/2005/589 12 septembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2005/590 15 septembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/91 6 février 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/92 9 février 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/572 25 juillet 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation en Afrique

S/2005/567 29 août 2005 Lettres identiques du Secrétaire général au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité

S/2005/808 14 décembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2005/809 20 décembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/341 26 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Consolidation de la paix après les conflits

S/2006/25 17 janvier 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en Géorgie

S/2006/539 14 juillet 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/540 19 juillet 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation dans la région des Grands Lacs

S/2005/682 27 octobre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2005/793 15 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2005/794 15 décembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2005/849 23 décembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2005/850 30 décembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/192 15 mars 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/193 29 mars 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Non-prolifération

S/2006/80 6 février 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/150 8 mars 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

Exposés du Ministre des affaires étrangères et du Ministre de la défense de l'Ouganda

S/2006/341 26 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2005/682 27 octobre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation au Tchad et au Soudan

S/2006/256 13 avril 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/341 26 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

**Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide
ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire
du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis
sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994**

S/2006/349 3 mai 2006 Lettres identiques du Secrétaire général au Président de
l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité
S/2006/437 13 juin 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Les enfants et les conflits armés

S/2005/682 27 octobre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Documentation et méthodes de travail et procédure du Conseil de sécurité

S/2006/25 17 janvier 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/354 16 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation entre l'Iraq et le Koweït

S/2006/468 28 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/469 30 juin 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La question indo-pakistanaise

S/2005/772 2 décembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/773 8 décembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

Relations entre le Cameroun et le Nigéria

S/2005/528 1^{er} août 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2005/529 12 août 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général
S/2006/419 20 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité
S/2006/454 26 juin 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

La situation concernant le Rwanda

S/2005/682 27 octobre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation en République centrafricaine

S/2005/758 30 novembre 2005 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2005/759 2 décembre 2005 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

S/2006/341 26 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

La situation au Tadjikistan et sur la frontière tadjiko-afghane

S/2006/355 26 mai 2006 Lettre du Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité

S/2006/356 31 mai 2006 Lettre du Président du Conseil de sécurité au Secrétaire général

